

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE L'INTERVENTION

DE

L'ADMINISTRATION CIVILE

DANS LE

RECRUTEMENT DE L'ARMÉE DE TERRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le samedi 1^{er} février 1913 à 4 heures 1/2

PAR

Edouard MONDOR

Président : M. BERTHÉLEMY, professeur.

Suffragants : $\left\{ \begin{array}{l} \text{MM. LARNAUDE, professeur.} \\ \text{JÈZE, professeur.} \end{array} \right.$

PARIS

M. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1913

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE L'INTERVENTION

DE

L'ADMINISTRATION CIVILE

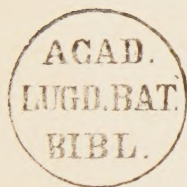
DANS LE

RECRUTEMENT DE L'ARMÉE DE TERRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le samedi 1^{er} février 1913 à 4 heures 1/2



PAR

Edouard MONDOR

Président : M. BERTHÉLEMY, professeur.

Suffragants : $\left\{ \begin{array}{l} \text{MM. LARNAUDE, professeur.} \\ \text{JÈZE, professeur.} \end{array} \right.$

PARIS

M. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE L'INTERVENTION
DE
L'ADMINISTRATION CIVILE
DANS LE
RECRUTEMENT DE L'ARMÉE DE TERRE

INTRODUCTION

La première manifestation de la vie d'un État apparaît dans l'exercice de sa fonction de force, la vie, pour lui comme pour tous les êtres, n'étant qu'une conquête précieuse arrachée à l'hostilité du milieu et qu'il lui faudra perpétuellement renouveler. Se préparer à la lutte est son besoin le plus essentiel. L'histoire est une longue application de cette loi générale et naturelle à laquelle sont soumises, dès leur naissance, les sociétés primitives ; celles-ci sont toutes, en effet, à type militaire et, dans un temps où l'on ne voit pas beaucoup de fonctions sociales distinctes les unes des autres, c'est le souci du salut et de l'avenir commun qui engendre la première institution nationale, l'armée.

Ce nouvel organe, pour remplir la mission qui lui est confiée de conserver intact le patrimoine des libertés, va veiller surtout au maintien de l'intégrité des frontières. Un des traits caractéristiques de la notion d'État ne réside-t-il pas en effet dans la nécessité d'un territoire ? Le champ, l'emplacement de la maison n'est-il pas la seule base matérielle de la vie publique, sans laquelle les hommes n'ont jamais pu constituer une société organisée ? Le sort des grandes villes maritimes hollandaises, jadis si florissantes, aujourd'hui presque mortes pour avoir méconnu la nécessité d'un domaine continental, est un exemple du danger de confier sa fortune uniquement aux flots.

La fonction de défense n'est pas seulement pour l'État un besoin essentiel, elle est aussi un devoir, car, seule manifestation tangible de la communauté, il lui faut assurer, avant tout, ses droits à l'indépendance, ses droits contre l'étranger. « L'État doit se charger de satisfaire aux besoins de ses nationaux lorsque, ni des particuliers, ni des associations libres, ni des associations forcées, par exemple les communes, ne peuvent le faire, ou lorsqu'ils le feraient moins bien ou à un prix plus élevé (Wagner, Vermuthung). » Parmi ces besoins, compte évidemment la sécurité intérieure et extérieure dont le maintien réclame une unité de direction et des moyens particuliers hors de la portée de l'initiative individuelle. Est-ce à dire pour cela que l'État ne pourra avoir recours à l'aide de chacun et

devra assumer seul le périlleux de voir ? Pour envisager ainsi le problème de la défense nationale, il faudrait méconnaître la nature réelle de l'État. Elle ne diffère pas substantiellement de celle de l'individu : ils naissent l'un de l'autre et chacun d'eux n'a pas une fonction spéciale et limitative au point qu'ils puissent absolument se désintéresser de leur besogne réciproque. Ils peuvent se remplacer quelquefois impunément ; on a vu dans certains pays l'État faire de l'agriculture, de l'industrie, comme un simple particulier ; ailleurs des traitants, des condottieri, la Sainte-Hermandad, l'individu enfin, prendre la place du fisc, de l'armée, de la police. En ce qui concerne plus spécialement l'œuvre de défense, elle doit être entreprise en collaboration, l'État conservant la direction et l'initiative ; cette participation de l'individu, de l'habitant, sera pour lui la juste compensation de la possession exclusive du territoire. A défaut de bon vouloir, l'État peut d'ailleurs, pour le bien commun et en vertu de la Souveraineté qui lui est conférée, employer la contrainte ; il s'adjuge le droit d'exiger ce qui est nécessaire à la persistance de son existence au nom de tous et en vertu du principe qu'un gouvernement ne peut vivre et se développer qu'en limitant les libertés de chacun de ses membres.

On ne peut s'étonner de voir ici l'État réclamer l'aide du citoyen ; ne le fait-il pas toujours plus ou moins directement au moyen de l'impôt ? Il y a toutefois une

grosse différence entre l'impôt du sang et les contributions ordinaires. Lorsque l'État prélève une quote-part des revenus de ses administrés, il se conduit à la manière d'un gérant d'affaires qui récupère ses frais d'administration. Mais lorsqu'il assure la défense nationale, il ne s'adresse plus à la bourse ; les obligations qu'il impose aux particuliers deviennent positives, c'est-à-dire qu'elles nécessitent de leur part, non plus une simple abstention, le non-exercice d'un droit, mais le concours personnel de l'individu. Il y a lieu de noter à ce propos que le service militaire est presque la seule prestation personnelle imposée par les états modernes. Il n'en était pas de même autrefois : dans les civilisations antiques l'État avait la toute puissance. Il n'y avait pas de droit privé, il n'y avait qu'un droit public qui s'imposait à tous et auquel on ne pouvait déroger. L'État grec ou romain est un véritable despote ; les citoyens passent leur vie à son service. Au contraire, dès que les fonctions sociales se différencient et deviennent plus nombreuses, lorsque les organes du gouvernement commencent à se spécialiser et qu'apparaît la propriété privée, la notion d'État s'émiette ; le droit privé prend le pas sur le droit public au point qu'au terme de l'évolution, c'est l'État qui semble être au service de l'individu. Toutefois, en raison de la nature des choses, l'État est resté, en ce qui concerne sa fonction de force, le despote qu'il était autrefois et a conservé la faculté d'exiger des citoyens jusqu'au

sacrifice de leur vie, sans avoir à promettre en échange la moindre compensation. C'est un mal certes pour l'individu, mais un mal nécessaire. Les individualistes eux-mêmes, peu suspects de favoriser l'extension des fonctions de l'État, lui reconnaissent volontiers ce droit. « Il y a beaucoup d'actes positifs pour le bien des autres, dit Stuart Mill dans son ouvrage sur la Liberté, qu'un homme peut être justement obligé à accomplir, par exemple de prendre toute sa part, soit de la défense commune, soit de toute œuvre commune qui touche aux intérêts de la société sous la protection de laquelle il vit », et plus loin, au chapitre IV : « Le fait seul de vivre en société impose à chacun une certaine ligne de conduite envers autrui. Cette conduite consiste 1°.; 2° à prendre chacun sa part, qui doit être fixée d'après quelque principe équitable, des travaux et des sacrifices nécessaires pour défendre la société ou ses membres contre tout dommage ou toute vexation. La société a le droit absolu d'imposer ces obligations à ceux qui voudraient s'en exempter. » Les États modernes usent largement de cette faculté et toutes les grandes armées sont maintenant recrutées sur la base du service personnel. La France qui est et a toujours été une grande puissance militaire, ne méconnaît pas ces principes.

La défense nationale est chez nous assurée par un service public qui comprend deux administrations distinctes ; celle de la guerre et celle de la marine. A la

tête de chacune d'elles est placé, sous l'autorité du chef de l'État, un ministre responsable.

L'administration de la guerre est guidée, dans son action, par l'ensemble de la législation militaire dont on peut répartir les prescriptions en trois groupes :

1° Règles concernant le recrutement de l'armée.

2° Règles concernant son organisation.

3° Règles concernant son administration en temps de paix ou en temps de guerre.

Les premières rentrent seules dans le cadre de cette étude.

Recruter l'armée c'est faire « croître » en hommes ses effectifs épuisés, c'est utiliser à son profit les forces vives de la nation, opération essentielle qui, mal comprise ou mal organisée, peut amener rapidement un État à sa perte. Une administration spécialisée sous les ordres du ministre de la Guerre ayant été créée pour assurer la défense nationale, il semblerait bien que c'est à cette institution responsable qu'il convient de confier la fonction délicate du recrutement. Pourtant en entamant l'étude des lois et règlements qui régissent la matière, on s'aperçoit que les autorités militaires sont, pour cette tâche, remplacées par des autorités civiles, ce terme étant entendu dans le sens de fonctionnaires ou autorités diverses non soumis hiérarchiquement au ministre de la Guerre et n'appartenant pas à son département. Le grand principe est que l'administration

militaire ne s'occupe des jeunes gens appelés à former le contingent annuel que lors de leur incorporation. Elle doit se contenter d'organiser l'armée avec les éléments qui lui sont offerts : elle ne peut aller chercher, au sein de leur famille, ceux que leur âge et leur aptitude physique désignent pour le service. Le mur de la caserne est infranchissable pour l'officier, il ne connaît les hommes qu'on lui donne à instruire que seulement le jour où ceux-ci, poussés par une main du dehors, auront franchi sa porte. Cette méthode est justifiable à deux points de vue :

En premier lieu, il faut que les jeunes Français soient garantis contre les abus possibles de l'autorité militaire, portée inconsciemment dans le but de mieux remplir sa mission à augmenter le poids de l'impôt du sang au delà des limites légales et au delà aussi des forces de la nation dont elle ne se rend pas d'ailleurs un compte exact. Ces tendances sont d'autant plus à craindre sous un régime de service obligatoire, que ce système laisse la nation désarmée devant de pareilles exigences ; c'est pourquoi l'on voit intervenir l'autorité civile, destinée à un rôle de protection, dès qu'une législation consacre l'obligation au service. Le parallélisme des deux institutions, service obligatoire et intervention de l'autorité civile, n'est pas l'effet d'une simple coïncidence ; il y a véritablement entre elles un lien étroit, au point que l'une est la conséquence de l'autre. Cette constatation, outre qu'elle

résulte de l'étude historique du recrutement français, s'explique logiquement. On ne saurait recruter en effet de la même façon celui qui se refuse au service et celui qui s'y engage volontairement. Le régime de la nation obligatoirement armée arrache les jeunes gens, en âge de servir, à leurs occupations, à leurs familles dont ils sont souvent les soutiens, sans aucune manifestation de volonté de leur part et sans la moindre compensation. C'est au détriment de la population tout entière un impôt particulièrement pénible. Il est juste que, comme tous les autres, il soit équitablement perçu. La loi, à cet effet, a entouré les levées de conscrits d'un certain nombre de formalités destinées à éviter l'arbitraire. Mais ces mesures sont par elles-mêmes insuffisantes ; car le recrutement demeure nécessairement basé sur la constatation de faits, tels que l'aptitude physique, qui, par leur nature échappent à tout contrôle et ouvrent largement la porte à la partialité. Les précautions légales demeurant inopérantes, il faut organiser pour le futur soldat des mesures de protection plus efficaces contre le zèle et quelquefois l'intransigeance d'une administration dont on ne pourrait vérifier les agissements. Mais, dira-t-on, cette défiance est bien exagérée ! Quel intérêt le commandant d'un bureau de recrutement par exemple aurait-il à incorporer irrégulièrement un conscrit qu'il ne connaît pas ? A cela on peut répondre que ce qui paraît improbable en temps de paix devient vraisemblable en temps

de guerre, alors que le patriotisme entraîne les chefs à combler les vides coûte que coûte. La crise est mauvaise conseillère et c'est alors qu'on comprend la nécessité d'une législation rigide et prudente. Une longue expérience a prouvé que l'autorité militaire laissée à elle-même manquait souvent de mesure. Sous l'ancien régime le service obligatoire était justement discrédité parce que l'obligation ne portait que sur les pauvres ; en ce qui concerne les enrôlements volontaires, on sait les pratiques des racoleurs, que le peuple appelait vendeurs de chair humaine. Ils subsistèrent cependant jusqu'en 1791 malgré les efforts des ordonnances royales. La Révolution fit table rase des abus du tirage au sort et supprima le racolage. Mais vinrent les levées en masses révolutionnaires et les conscriptions impériales qui prirent tous les hommes disponibles et même les indisponibles. Lorsqu'il fallut revenir à une méthode plus sage et laisser à la nation le temps de panser les maux causés par plus de vingt années de guerres sanglantes, si l'on admit à nouveau le principe du service obligatoire, ce fut avec des restrictions que le passé justifiait. Il fallait à tout prix que, même en temps de crise, la nation ne fût pas épuisée jusqu'à la moelle pour subvenir aux nécessités d'une politique trop ambitieuse. Il fallait en un mot faire une loi inaugurant une méthode sévère de recrutement et il fallait surtout qu'elle fût appliquée rigoureusement.

Quel meilleur moyen pour parvenir à ce résultat, que

résulte de l'étude historique du recrutement français, s'explique logiquement. On ne saurait recruter en effet de la même façon celui qui se refuse au service et celui qui s'y engage volontairement. Le régime de la nation obligatoirement armée arrache les jeunes gens, en âge de servir, à leurs occupations, à leurs familles dont ils sont souvent les soutiens, sans aucune manifestation de volonté de leur part et sans la moindre compensation. C'est au détriment de la population tout entière un impôt particulièrement pénible. Il est juste que, comme tous les autres, il soit équitablement perçu. La loi, à cet effet, a entouré les levées de conscrits d'un certain nombre de formalités destinées à éviter l'arbitraire. Mais ces mesures sont par elles-mêmes insuffisantes ; car le recrutement demeure nécessairement basé sur la constatation de faits, tels que l'aptitude physique, qui, par leur nature échappent à tout contrôle et ouvrent largement la porte à la partialité. Les précautions légales demeurant inopérantes, il faut organiser pour le futur soldat des mesures de protection plus efficaces contre le zèle et quelquefois l'intransigeance d'une administration dont on ne pourrait vérifier les agissements. Mais, dira-t-on, cette défiance est bien exagérée ! Quel intérêt le commandant d'un bureau de recrutement par exemple aurait-il à incorporer irrégulièrement un conscrit qu'il ne connaît pas ? A cela on peut répondre que ce qui paraît improbable en temps de paix devient vraisemblable en temps

de guerre, alors que le patriotisme entraîne les chefs à combler les vides coûte que coûte. La crise est mauvaise conseillère et c'est alors qu'on comprend la nécessité d'une législation rigide et prudente. Une longue expérience a prouvé que l'autorité militaire laissée à elle-même manquait souvent de mesure. Sous l'ancien régime le service obligatoire était justement discrédité parce que l'obligation ne portait que sur les pauvres ; en ce qui concerne les enrôlements volontaires, on sait les pratiques des racoleurs, que le peuple appelait vendeurs de chair humaine. Ils subsistèrent cependant jusqu'en 1791 malgré les efforts des ordonnances royales. La Révolution fit table rase des abus du tirage au sort et supprima le racolage. Mais vinrent les levées en masses révolutionnaires et les conscriptions impériales qui prirent tous les hommes disponibles et même les indisponibles. Lorsqu'il fallut revenir à une méthode plus sage et laisser à la nation le temps de panser les maux causés par plus de vingt années de guerres sanglantes, si l'on admit à nouveau le principe du service obligatoire, ce fut avec des restrictions que le passé justifiait. Il fallait à tout prix que, même en temps de crise, la nation ne fût pas épuisée jusqu'à la moelle pour subvenir aux nécessités d'une politique trop ambitieuse. Il fallait en un mot faire une loi inaugurant une méthode sévère de recrutement et il fallait surtout qu'elle fût appliquée rigoureusement.

Quel meilleur moyen pour parvenir à ce résultat, que

montre dans les faits que leur intervention s'est toujours produite toutes les fois qu'est apparue l'obligation au service. Sous l'ancien régime l'intendant, fonctionnaire civil depuis que ses attributions militaires avaient été confiées aux commissaires spéciaux des guerres, était chargé de surveiller sévèrement l'application des ordonnances des 26 février 1690 et 25 février 1726, qui organisaient les milices. De même le titre IV de la loi du 19 fructidor an VI, celle qui proclamait tous les Français en réquisition permanente, prévoyait pour assurer la justice des opérations la tenue par les administrations municipales de tableaux comprenant tous les assujettis groupés classes par classes.

De nos jours, les prérogatives de l'autorité civile paraissent encore plus précieuses en raison du besoin de justice qui a pénétré les masses et la législation. Si les lois successives de 1889 et 1905 ont voulu diminuer le poids de l'impôt militaire, elles ont essayé surtout de le mieux répartir. La France au XVIII^e siècle avait les milices provinciales, elle en a rejeté le fardeau avec impatience ; aujourd'hui elle a l'armée de réserve et l'armée territoriale, organisées comme les milices, et elle se soumet parce que entre les deux institutions il y a une différence profonde, c'est celle qui sépare la France nouvelle de la France de l'ancien régime : l'Egalité. Une expérience douloureuse a montré que le service obligatoire et personnel est une nécessité et un devoir ; mais la charge est moins lourde quand elle est

supportée également par toutes les épaules : l'autorité civile, le maire, défenseur naturel du conscrit et pour ainsi dire son homme de confiance, assume la mission d'y veiller. Il le pourra d'autant plus facilement qu'il est par la volonté de la loi directement mêlé au travail du recrutement. C'est lui qui établit les listes de conscrits appelés à servir ; c'est lui qui prépare les opérations des conseils de révision et qui veille à ce que les jeunes gens trop faibles et manifestement inaptes à subir les fatigues d'une campagne ou de l'entraînement à la guerre, ne soient pas incorporés inutilement ; c'est lui enfin qui s'occupe de faire bénéficier ses administrés des avantages auxquels ils ont droit (sursis, allocations, etc.).

Nous allons étudier successivement ces différentes attributions.

CHAPITRE PREMIER

Établissement des Tableaux de Recensement

L'armée, devenue nationale, réunit toutes les forces du pays. Chaque citoyen se doit à la patrie en temps de guerre et, dès le temps de paix, est tenu de s'imposer une certaine préparation. Pour permettre une bonne division du travail et une équitable répartition de l'effort entre tous, il faut tenir un compte exact d'une part des besoins de la défense, et d'autre part des ressources en homme de la nation. Les besoins sont appréciés par les techniciens militaires ; les ressources sont connues au moyen d'une statistique spéciale, le recensement des jeunes gens dans les conditions légales pour être appelés sous les drapeaux.

Autrefois, sous la Restauration par exemple, lorsque les contingents nécessaires à la sûreté extérieure n'épuisaient pas toutes les disponibilités du pays, l'établissement des tableaux du recensement militaire était prescrit par la loi en vue surtout de permettre le prélèvement sur chaque canton de France d'un nombre de recrues strictement proportionnel à leurs forces, par une simple opération d'arithmétique, à la manière du

calcul d'un impôt de répartition. Mais aujourd'hui que l'augmentation constante des effectifs met sur pied tous les hommes valides, il n'y a plus lieu de prévoir une équitable répartition, puisqu'il n'y a plus de répartition. Les tableaux de recensement prennent alors une importance bien plus considérable; ils ne sont pas seulement une statistique, ils deviennent le document unique qui détermine chaque année la force de la France, véritable base du recrutement et de l'armée elle-même, car il suffit qu'un conscrit, pourtant en état de porter les armes, y soit oublié pour qu'il ne puisse être, en aucun cas, contraint au service. Inversement un jeune homme étranger par exemple et indûment inscrit, serait soumis à l'obligation militaire au besoin par la force, s'il ne parvenait pas à faire reconnaître à temps son bon droit. Une seule erreur entraîne ainsi des conséquences fâcheuses autant pour le pays que pour le citoyen.

Cette matière de l'établissement des tableaux de recensement fait l'objet dans la loi du 21 mars 1903 d'un chapitre spécial au titre II « des Appels ». On sait que la loi de Fructidor an VI consacra cette institution pour la première fois (article 24), mais que ce fut la loi du 10 mars 1818 (article 2) qui l'organisa définitivement. Le maire a toujours été chargé de la confection des tableaux sous la surveillance et souvent avec l'aide du préfet. Les liens étroits qui l'unissent à ses administrés et ses fonctions d'officier de l'état civil suffisent

à justifier ce choix. On pourrait cependant objecter que le maire n'est pas tenu de posséder les connaissances juridiques nécessaires à la solution des difficultés nombreuses surgissant à propos de l'inscription des jeunes conscrits et notamment de certaines questions délicates de nationalité ; il lui faudra aussi faire preuve d'une vigilance de tous les instants pour déjouer les fraudes ingénieuses des mauvais Français espérant échapper à la loi, vigilance qui paraît incompatible avec les très nombreuses attributions qui lui sont dévolues d'autre part. Mais des instructions ministérielles très précises se sont efforcées de ramener à un certain nombre de cas nettement définis et dont la solution est toujours indiquée, les hypothèses qui se présentent dans la pratique courante ; elles prévoient également une réglementation minutieuse réduisant au minimum le danger des manœuvres frauduleuses. Ces textes seraient un guide suffisamment sûr pour un maire peu averti.

L'étude des opérations du recensement sera divisée en 5 parties : nous nous proposerons de répondre tout d'abord à cette question : qui le maire doit-il inscrire sur les listes de recensement ? Une deuxième partie précisera sur quel tableau déterminé tel conscrit devra être porté. Une troisième traitera de l'exécution matérielle des listes. Enfin dans une quatrième partie il sera parlé des recours et dans une cinquième des sanctions diverses apportées aux fraudes.

PREMIÈRE PARTIE. — Qui doit être inscrit ?

Doivent être portés sur les tableaux de recensement les noms de tous ceux qui sont légalement astreints à l'obligation militaire. Il faut donc connaître l'étendue de cette obligation et savoir préciser quels sont les jeunes gens qui ont en quelque sorte une capacité juridique à être inscrits avant d'entreprendre la confection d'un tableau de recensement.

La capacité juridique à acquérir pour pouvoir être soldat français comporte certaines conditions de nationalité et certaines conditions d'âge.

Conditions de Nationalité

L'ancien régime employait des mercenaires étrangers, serviteurs à gages, dont l'activité était louée suivant contrats établis conformément aux actes diplomatiques passés avec leurs gouvernements. Mais la Révolution a posé le principe de l'armée purement nationale sur lequel on n'est pas revenu.

La loi sur le recrutement du 21 mars 1905 le consacre à nouveau : Article 3. — « Nul n'est admis dans les troupes françaises s'il n'est français ou naturalisé français, sauf les exceptions déterminées par la présente loi » ; cette dernière restriction ne vise que la formation des troupes indigènes et coloniales et de la légion étrangère.

Article 10, § 2. — « Sont portés sur les tableaux de recensement les jeunes gens qui sont Français en vertu du Code civil et des lois sur la nationalité. »

Puisque, à l'encontre des règles appliquées d'ordinaire en matière de contributions, les Français sont seuls admis à payer l'impôt du sang, la première question que doit se poser le maire chargé de dresser la liste de ces contribuables d'un genre particulier est celle-ci : Qui est Français ? — La loi militaire ne le dit pas. A ce sujet la loi de 1905 n'a pas suivi l'exemple des législations précédentes qui avaient essayé de reproduire les lois en vigueur sur la Nationalité, procédé dangereux et inutile, une simple modification de texte pouvant entraîner en effet de grandes conséquences.

Elle renvoie purement et simplement au droit commun, c'est-à-dire aux articles 8 à 21 du Code civil, modifiés par les lois du 26 juillet 1889 et du 23 juillet 1893.

Voici un résumé des dispositions de ces articles appliquées à la matière du recrutement :

La qualité de Français s'acquiert soit au moment de la naissance, soit à la suite d'un fait postérieur.

1° Sont Français de naissance en vertu du *jus sanguinis* ou en vertu du *jus soli* :

A) Les individus nés d'un Français en France ou à l'étranger, à moins de dispositions contraires résultant d'une convention internationale. (Art. 8 du Code civil, § 1^{er}.)

S'il s'agit d'un enfant naturel, il faut distinguer :

1° S'il est reconnu pendant sa minorité ; il suit alors la nationalité de celui de ses parents qui l'a reconnu le premier. S'il a été reconnu par ses deux parents dans le même acte, il suit la nationalité de son père ;

2° S'il est reconnu pendant sa majorité ; dans ce cas, la reconnaissance n'a plus aucun effet sur sa nationalité.

B) L'individu né en France, de parents inconnus ou dont la nationalité est inconnue. S'il est étranger, c'est à lui de le prouver. Les enfants adultérins ou incestueux sont en général sous le rapport de la nationalité traités comme les enfants de parents inconnus. (Art. 8 du Code civil, § 2.)

C) Les individus nés en France ou dans les Colonies, d'un étranger qui lui-même y est né (art. 8, § 3). Une exception est faite pour les enfants des agents diplomatiques qui sont tenus à résidence en France par le fait de leur fonction. Si c'est la mère qui est née en France, l'enfant pourra, dans l'année qui suit sa majorité, décliner la qualité de Français. S'il s'agit d'un enfant naturel il pourra répudier la qualité de Français si le parent qui est né en France n'est pas celui dont il aurait dû suivre la nationalité.

En principe, la nationalité de l'enfant se détermine au moment de la conception, lorsqu'il suit la condition du père et au moment de la naissance lorsqu'il suit celle de la mère ; mais en réalité on considère l'enfant comme né dès le moment de la conception toutes les

fois que cela est de nature à lui procurer un avantage : il faudra lui accorder par exemple la qualité de Français lorsque le parent, dont il suit la condition, a été Français à un moment quelconque de la grossesse. Beaucoup d'auteurs considèrent cependant que la date de la conception étant trop incertaine, on doit prendre la date de naissance comme point de départ.

Dans tous les cas précédents la nationalité de l'enfant est celle qu'avait le père ou la mère au moment de la naissance et non pas à l'époque de la reconnaissance. (Arrêt de la Cour d'appel de Nancy du 25 mars 1890.)

Quant à l'enfant adoptif il conserve la nationalité que sa filiation naturelle, légitime ou non, lui a conférée. (Art. 348 du Code civil.)

A remarquer aussi que d'après l'article 19 du Code civil la femme née Française et qui d'après les lois étrangères, comme autrefois les lois anglaises, ne suit pas la nationalité de l'étranger qu'elle a épousé, reste Française, et que par suite l'enfant né à l'étranger d'une femme dans ces conditions plus de trois cents jours après la dissolution du mariage doit être considéré comme Français.

Enfin un fils d'Alsacien-Lorrain, né en France, dont le père est lui-même né en Alsace avant l'annexion, est Français en vertu de l'article 8, § 3 précité. Si le père a opté pour la France avant l'expiration des délais (1^{er} octobre 1872, s'il résidait en Europe et 1^{er} octobre 1873 s'il résidait hors d'Europe) et a transporté son

domicile hors des territoires cédés conformément aux clauses du traité de Francfort, il est Français en vertu de l'article 8, § 1.

2° Certains individus peuvent acquérir la nationalité française par un fait postérieur à leur naissance ; ce fait sera soit le bienfait de la loi, ou naturalisation privilégiée, qui est un droit pour l'étranger satisfaisant aux conditions requises, soit la naturalisation proprement dite qui est une faveur.

A. — *Bienfait de la loi.* — Les individus bénéficiant du bienfait de la loi se classent en deux groupes :

1° *Ceux qui acquièrent la qualité de Français sous condition résolutoire*, c'est-à-dire ceux qui ont la faculté de répudier la qualité de Français dans l'année qui suit leur majorité (entre 21 et 22 ans). Ce sont :

A) « Tout individu né en France d'un étranger et qui, à l'époque de sa majorité, est domicilié (1) en France, à moins que dans l'année qui suit l'époque de sa majorité, telle qu'elle est réglée par la loi française, il n'ait décliné la qualité de Français et prouvé qu'il a conservé la nationalité de ses parents par une attestation en due forme de son gouvernement, laquelle demeurera annexée à la déclaration et qu'il n'ait en outre produit, s'il y a lieu, un certificat constatant qu'il a répondu à l'appel sous les drapeaux, conformément

1. D'après la jurisprudence en vigueur la simple résidence de l'intéressé en France suffit à constituer le domicile.

à la loi militaire de son pays, sauf les exceptions prévues aux traités. » (Art. 8, § 4.)

On peut se demander si les jeunes gens de cette catégorie ont le droit d'opter par anticipation pour la nationalité française. La théorie et la doctrine sont d'accord pour leur reconnaître cette faculté (1).

B) Sont également Français sous condition résolutoire les enfants mineurs d'un père ou d'une mère survivant, qui se font naturaliser ou réintégrer Français (article 12 § 3 et article 18).

Il faut rappeler ici l'article 8, § 3, précédemment cité qui autorise certains Français de naissance à répudier la qualité de Français à titre résolutoire.

Les formalités à remplir pour répudier la qualité de Français sont les suivantes :

1° Une déclaration souscrite par les intéressés et enregistrée au ministère de la Justice.

2° Une attestation en due forme du gouvernement par l'intermédiaire de l'agent diplomatique. (Avis du Conseil d'État du 29 avril 1890.)

3° Un certificat constatant qu'ils ont satisfait à la loi militaire de leur pays, lorsque le service y est obligatoire (même avis).

2° Ceux qui acquièrent la qualité de Français définitivement.

1. La chancellerie exigeait que ces mineurs fussent domiciliés en France au moment de leur option. Mais cette pratique n'a pas été admise par les tribunaux.

I. — *Sans aucune déclaration de leur part.* — Ce sont :

A) Les individus mineurs qui avaient la faculté de répudier la qualité de Français et dont les représentants légaux ont renoncé, par avance pour eux, à ce droit de répudiation.

La loi du 5 avril 1909 dit en effet : « Il est ajouté à l'article 20 du Code civil, un paragraphe 2 ainsi conçu : Quand les personnes désignées à l'article 9, paragraphe 10, auront, au nom d'un mineur, renoncé à la faculté qui lui appartiendrait à sa majorité, dans le cas de l'article 8, § 3 et 4, de l'article 12, § 3 et de l'article 18, de décliner la qualité de Français, celui-ci ne sera plus recevable à user de cette faculté. »

B) Les jeunes gens ayant satisfait à la loi française sur le recrutement sans exciper de leur extranéité (article 9 du Code civil, dernier paragraphe). Ce paragraphe s'appliquerait seulement aux jeunes gens en résidence à l'étranger, d'après une interprétation du ministère de la Justice ; mais on peut remarquer que la participation de ces jeunes gens au recrutement de l'armée française ne peut être que le résultat d'une erreur ; les étrangers d'origine ne doivent être inscrits en effet sur les tableaux qu'avec la classe dont la formation suit l'époque de leur majorité et les étrangers de l'article 9, s'ils ne sont pas domiciliés en France à l'époque de leur majorité, doivent avoir réclamé expressément la nationalité française avant d'être ins-

crits. On admet cependant que, lorsque l'erreur est commise, elle n'en entraîne pas moins l'acquisition définitive de la nationalité Française (Cassation, 9 février 1904, affaire Lovera).

C) L'étrangère qui épouse un Français.

II. — *Par déclaration. Ce sont :*

A) « Tout individu né en France d'un étranger et qui n'y est pas domicilié à l'époque de sa majorité pourra, jusqu'à l'âge de 22 ans accomplis, faire sa soumission de fixer son domicile en France et s'il l'y établit dans l'année à compter de l'acte de soumission, réclamer la qualité de Français par une déclaration qui sera, à peine de nullité, enregistrée au ministère de la Justice... Si l'individu qui réclame la qualité de Français est âgé de moins de 21 ans accomplis, la déclaration sera faite en son nom par son père ; en cas de décès du père et de la mère ou de leur exclusion de la tutelle, ou dans les cas prévus par les articles 141, 142 et 143 du Code civil, par le tuteur autorisé par délibération du Conseil de famille. » (Article 9.)

L'individu qui a souscrit la déclaration de l'article 9, est Français seulement depuis la date de sa déclaration et l'on ne doit pas faire remonter cette qualité jusqu'à la naissance, contrairement à ce qui est admis pour les Français sous condition résolutoire.

B) « Les enfants majeurs de l'étranger naturalisé Français pourront, s'ils le demandent, obtenir la qualité de Français sans condition de stage, soit par le

décret qui confère cette qualité au père ou à la mère, soit comme conséquence de la déclaration qu'ils feront dans les termes et sous les conditions de l'article 9. » (Art. 12, § 2.)

L'article 12 ne dit pas si l'enfant majeur doit être né en France ou à l'étranger et bien que le dit article vise les conditions de l'article 9 qui suppose la naissance en France, on est en droit d'admettre que le bénéfice de l'article 12 doit être étendu à l'enfant né à l'étranger. D'ailleurs s'il n'en était pas ainsi l'article 12 ne se comprendrait pas car il ne créerait aucun droit nouveau par rapport à l'article 9.

C) « Tout individu né en France ou à l'étranger, de parents dont l'un a perdu la qualité de Français pourra réclamer cette qualité à tout âge aux conditions fixées par l'article 9, à moins que domicilié en France et appelé sous les drapeaux lors de sa majorité, il n'ait revendiqué la qualité d'étranger. » (Art. 10.)

D) La naturalisation de faveur est accordée de plein droit aux descendants des familles proscrites lors de la révocation de l'Édit de Nantes, pourvu qu'ils reviennent en France et y fixent leur domicile. (Lois du 15 décembre 1790 et du 25 juin 1889, art. 4.)

B. — *Naturalisation.* — La nécessité d'un décret préalable d'admission à domicile caractérise une série de cas de naturalisation, savoir :

1° Article 8, § 5 : peuvent être naturalisés après un an d'admission à domicile :

A) L'étranger qui a épousé une Française.

B) Les étrangers qui ont rendu des services importants à la France.

2° Après trois ans d'admission à domicile :

A) Les étrangers sans qualité particulière.

B) Art. 21. — Les Français qui, sans autorisation du Gouvernement prendraient du service militaire à l'étranger ne pourront rentrer en France qu'en vertu d'une permission accordée par décret, et recouvrer la qualité de Français qu'en remplissant les conditions imposées en France à l'étranger pour obtenir la naturalisation ordinaire.

L'effet de l'admission à domicile cesse au bout de cinq années (art. 13) si l'étranger ne demande pas pendant ce délai la naturalisation ou si sa demande est rejetée. En cas de décès avant la naturalisation, l'autorisation et le temps de stage qui a suivi profitent aux enfants qui étaient mineur au moment du décret d'autorisation.

Dans une autre série de cas, l'admission à domicile n'est pas nécessaire :

1° Peuvent être naturalisés les étrangers qui justifient d'une résidence non interrompue de dix années (Art. 8, § 5).

2° Certains individus sont même dispensés de toute condition de stage ; ce sont notamment les enfants majeurs d'un étranger naturalisé qui, indépendamment de la faculté qui leur est accordée de se prévaloir des

dispositions de l'article 9, peuvent acquérir la qualité de Français par le décret qui confère cette qualité au père ou à la mère (art. 12). Les enfants mineurs, on l'a vu, deviennent Français sous condition résolutoire.

La qualité d'étranger peut appartenir à des ex-Français qui ont perdu leur nationalité par l'effet de l'article 17 du Code civil. Pour ceux-ci l'article 18 a pris des dispositions spéciales : « Le Français qui a perdu sa qualité de Français peut la recouvrer pourvu qu'il réside en France, en obtenant sa réintégration par décret. La qualité de Français pourra être accordée par le même décret à la femme et aux enfants majeurs s'ils en font la demande. Les enfants mineurs du père ou de la mère réintégré deviennent Français, à moins que dans l'année qui suivra leur majorité, ils ne déclinent cette qualité en se conformant aux dispositions de l'article 854. »

Toutefois les Français qui ont pris du service à l'étranger ne pourront se faire réintégrer qu'en remplissant les conditions de la naturalisation ordinaire.

L'article 8, § 4 fait allusion à des exceptions à la loi française prévues par les traités. Il s'agit de conventions internationales concernant les Alsaciens-Lorrains, les Belges, les Espagnols et les Suisses.

Alsaciens-Lorrains. — Deux conventions ont été signées entre la France et l'Allemagne : le traité de paix du 10 mai 1871 et la convention additionnelle de Francfort du 11 décembre 1871. Un certain laps de

temps était accordé aux originaires des pays annexés pour opter entre les nationalités française et allemande (Art. 2 du deuxième document) : « Les sujets Français, originaires des territoires cédés, domiciliés actuellement sur ces territoires, qui entendront conserver la nationalité française jouiront jusqu'au 1^{er} octobre 1872 et moyennant une déclaration préalable faite à l'autorité compétente, de la faculté de transporter leur domicile en France et de s'y fixer, sans que ce droit puisse être altéré par les lois sur le service militaire, auquel cas la qualité de citoyen français leur sera maintenue. »

Les Alsaciens-Lorrains, nés avant l'annexion, devaient donc pour conserver la qualité de Français :

1^o Opter pour la France avant l'expiration des délais ;

2^o Transférer effectivement leur domicile en France.

Pour les mineurs, enfants légitimes ou naturels, l'option devait être faite par les ayants droit.

L'Alsacien qui n'a pas opté perd sa qualité de Français le jour de l'expiration des délais. Toutefois il peut réacquérir par la suite la nationalité française par un décret de réintégration ou de naturalisation ; en effet si le gouverneur allemand reconnaît l'Alsacien-Lorrain comme sujet allemand, la France, pour donner plus de garanties à l'intéressé, le naturalise au lieu de le réintégrer ; mais si l'Allemagne ne considère pas l'impétrant comme Allemand (par exemple, si elle lui a délivré un certificat d'émigration), les autorités françaises

lui confèrent dans ce cas la nationalité française par réintégration.

En ce qui concerne les Alsaciens nés après l'annexion, l'article 10 leur est applicable.

Il faut remarquer aussi que tout individu né en France, d'un père originaire d'Alsace-Lorraine (si le père est né avant les délais d'option), est Français à titre définitif, aux termes de l'article 8, § 3, comme étant né en France d'un père qui lui-même y est né, la Cour de cassation ayant, par arrêts en dates des 7 octobre 1883, 25 février et 22 avril 1890, déclaré que les cessions territoriales n'ont pas de caractère rétroactif.

Belges. — Leur situation est réglée par la Convention franco-belge du 30 juillet 1891. L'article 2 de cette Convention, dont il sera parlé ci-après, concerne la situation militaire des individus nés en Belgique d'un Français, ou nés d'un Français naturalisé Belge pendant leur minorité et de certains individus pouvant décliner la nationalité française.

Espagnols. — L'application de la Convention franco-espagnole du 7 janvier 1862, a été suspendue jusqu'à nouvel avis et les fils d'Espagnols, visés par la dite Convention, rentrent maintenant dans le droit commun de tous les fils d'étrangers. Les négociations de 1862 avaient en effet entendu appliquer l'accord à des Espagnols nés en France ou à des Français nés en Espagne, c'est-à-dire dans le premier cas, si on s'en tient

aux termes de la Convention, à des individus dont l'extranéité n'était pas contestée par le gouvernement français et qui pouvaient seulement réclamer la nationalité française dans l'année de leur majorité par application de l'article 9 du Code civil ; tandis que dans le deuxième cas, les autorités espagnoles avaient la faculté d'incorporer des individus dont l'origine française n'était pas suffisamment établie. L'acte diplomatique de 1862 ne régissait donc, au point de vue Français, que la situation militaire des Espagnols nés en France de parents nés eux-mêmes hors de notre territoire, dont la condition se trouve déterminée, dans le cas le plus favorable du domicile en France au moment de la majorité, par l'article 8 § 4 du Code civil, modifié par la loi du 26 juin 1889. Dès la promulgation de cette loi, en ce qui concerne ces individus, l'accord était déjà devenu dans la plupart des cas inopérant, puisque s'ils étaient encore domiciliés en France lors de leur majorité, ils devenaient Français et que dès lors la justification du service militaire en Espagne ne suffisait pas à la démonstration de leur extranéité, qui était subordonnée à la répudiation de la qualité de Français dans les seuls délais et formes prévus par la loi française ; d'autre part l'accord était devenu inutile puisque ces individus ne pouvaient exciper de leur extranéité sans justifier désormais de l'accomplissement de leur obligation militaire dans leur pays d'origine. Enfin depuis que la loi espagnole de

1899 sur le recrutement militaire a reculé l'âge de la conscription de 19 à 21 ans, la Convention de 1862 est devenue entièrement inapplicable aux Espagnols nés en France. Pour en respecter la lettre, les autorités françaises seraient en effet conduites à en violer manifestement l'esprit et le but, qui demeurent au contraire observés si les individus, visés par l'accord, ne sont appelés sous les drapeaux en France, comme tous les autres étrangers, que dans l'année qui suit leur majorité, conformément à l'article 11 de la loi du 21 mars 1905, après avoir exercé leur droit de répudiation selon les formes prévues par la loi française. (Jugement du Tribunal de la Seine du 20 avril 1909.)

Suisses. — Le décret du 13 août 1889, appliquant la loi sur la nationalité du 26 juin, stipule que les déclarations en vue de l'acquisition ou de la répudiation de la qualité de Français seront toujours reçues par les juges de paix ; or il est un cas où elles continuent à être reçues en France par les maires, à l'étranger par les agents diplomatiques ; c'est celui prévu par la Convention du 23 juillet 1879 passée avec la Suisse.

Art. 2. — « L'option pour la nationalité suisse résultera d'une déclaration faite par l'intéressé devant l'autorité municipale française ou suisse au lieu de sa résidence. Si l'intéressé ne réside ni sur le territoire français ni sur le territoire suisse, il pourra faire cette déclaration devant les agents diplomatiques ou consulaires

de l'un ou de l'autre Etat. Il pourra se faire représenter par un mandataire pourvu d'une procuration spéciale et légalisée. Ceux qui n'auront pas effectué cette déclaration dans le cours de leur vingt-deuxième année seront considérés comme ayant définitivement conservé la nationalité française. »

Art. 3. — « Les jeunes gens à qui est conféré ce droit d'option, ne seront pas astreints au service militaire en France avant d'avoir accompli leur vingt-deuxième année. Toutefois ils pourront, sur leur demande, remplir avant leur majorité leurs obligations militaires ou s'engager dans l'armée française, à la condition de renoncer à leur droit pour la nationalité suisse. Cette renonciation devra être faite par les intéressés avec le consentement de leurs représentants légaux, dans les formes et devant les mêmes autorités que les déclarations d'option. »

Telles sont les principales règles de nationalité que le maire devra connaître afin de n'inscrire sur les tableaux de recensement que les seuls Français. Il n'aura d'ailleurs la plupart du temps qu'à vérifier les pièces remises et dans le cas où une déclaration ou une naturalisation serait nécessaire, qu'à envoyer les intéressés devant l'autorité compétente. S'il y a contestation, les tribunaux civils ont seuls qualité pour juger. Mais quel que soit le cas, les maires doivent inscrire les conscrits sur la nationalité desquels ils auraient des

doutes (à l'exception des jeunes gens expulsés) ; ils sont tenus toutefois de signaler les inscriptions douteuses aux préfets qui introduisent, s'il y a lieu, au nom de l'Etat une instance devant le Tribunal du domicile de l'inscrit pour obtenir un jugement au plus tard à l'époque de la révision des tableaux de recensement.

Conditions d'âge

Le problème de la nationalité résolu, le maire devra reporter son attention sur la question de l'âge. La loi n'autorise pas l'inscription d'hommes trop jeunes ou trop âgés qui seraient manifestement inaptes à supporter les fatigues d'une campagne ou même simplement de l'entraînement en temps de paix. Il ressort en effet des articles 12 et 15 de la loi du 21 mars 1905, que les Français ayant dépassé l'âge de 50 ans ne seront, dans aucun cas, soumis à une incorporation. D'ailleurs la durée normale du service étant de vingt-cinq ans, pour des jeunes gens recensés habituellement à 21 ans, ceux-ci doivent être définitivement libérés à 46 ans et des dispositions exceptionnelles seulement pourraient prolonger les obligations militaires des assujettis jusqu'à cette limite extrême de la cinquantième année. Les maires se refuseront donc à porter sur leurs tableaux ceux qui ayant 49 ans révolus ne pourraient être appelés avant l'âge de 50 ans.

L'article 10 de la même loi fixe la limite inverse avant laquelle un jeune conscrit ne doit pas être inscrit.

« Chaque année, pour la formation de la classe, les tableaux de recensement des jeunes gens ayant atteint l'âge de 20 ans révolus dans l'année précédente (jusqu'au 31 décembre à minuit) sont dressés par les maires. » La limite est reculée à 18 ans pour les engagés volontaires. A remarquer qu'après 27 ans les inscrits ne doivent plus être incorporés dans l'armée active, sauf exception en ce qui concerne les omis par exemple ou les engagés et les rengagés.

Il résulte de ces textes divers que les hommes de 20 à 50 ans, régulièrement inscrits, fournissent seuls les contingents de l'armée ; ils sont groupés par classes de recrutement ou classes d'âge, chacune comprenant tous les hommes nés la même année. Si l'on se reporte aux lois sur la nationalité, ces classes de recrutement se composent :

1° Des individus nés en France d'un Français.

2° De ceux qui sont nés à l'étranger d'un Français, à moins de dispositions contraires résultant d'une convention internationale.

3° Des individus nés en France de parents inconnus ou dont la nationalité est inconnue (article 8, § 2 du Code civil).

4° Des individus nés en France d'un père étranger qui lui-même y est né (article 8, § 3).

5° Des individus auxquels la loi réserve la faculté de répudier la qualité de Français dans l'année qui suit la majorité lorsque leur représentant légal aura, pen-

dant la minorité, renoncé en leur nom à cette faculté.

6° Des individus nés en France ou à l'étranger, de parents dont l'un a perdu la qualité de Français, lorsque le représentant légal a réclamé cette qualité pour eux pendant leur minorité en vertu de l'article 10 du Code civil (instruction ministérielle du 20 octobre 1905, n° 22).

Ces appelés sont Français à titre définitif, soit en vertu du *jus sanguinis*, soit parce qu'ils ont acquis irrévocablement cette qualité pendant leur minorité.

Toutefois certains individus ne sont pas inscrits avec leur classe d'âge ; la loi elle-même (articles 11 et 12) prévoit un certain nombre d'exceptions à la règle générale de l'inscription à 21 ans ; des conventions internationales en augmentent le nombre.

Art. 11. — « Sont portés sur les tableaux de recensement de la Classe dont la formation suit l'époque de leur majorité les jeunes gens qui, en vertu du Code civil et des lois sur la nationalité, sont Français, sauf faculté de répudier la nationalité française au cours de leur vingt-deuxième année, lorsqu'il n'aura pas été renoncé en leur nom et pendant leur minorité à l'exercice de cette faculté. »

Il s'agit ici des jeunes Français sous condition résolutoire en vertu du *jus soli*. Ils seront inscrits sur les tableaux formés le 1^{er} janvier qui suivra l'année où ils auront accompli leur vingt et unième année (et non plus leur vingtième comme dans les cas précé-

dents) le 31 décembre à minuit au plus tard « lorsqu'il n'aura pas été renoncé en leur nom et pendant leur minorité à l'exercice de la faculté de répudier la nationalité française ». Cette dernière disposition, rédigée d'accord avec le ministre de la Justice par le ministre de la Guerre, semblait consacrer l'article 11 du Décret du 13 août 1889, pris en exécution du paragraphe 2 de l'article 5 de la loi du 26 juin 1889, que beaucoup d'auteurs considéraient cependant comme illégal ; ce texte donnait aux représentants légaux des mineurs la faculté de décliner pour eux la qualité de Français par application des articles 8 § 4, 12 et 18 du Code civil, faculté expressément réservée par la loi aux mineurs devenus majeurs et qui constitue un droit attaché à leur personne. Mais la loi du 5 avril 1909, déjà citée, en consacrant définitivement cette interprétation du décret de 1889, mit fin à la controverse soulevée au sujet de l'article 11 de la loi militaire, qui était ainsi, avant 1909, en contradiction avec les lois sur la nationalité. Les jeunes gens dans cette situation, pour lesquels on a renoncé par avance à la faculté de répudiation de la qualité de Français, échappent à l'article 11 et doivent être inscrits avec leur classe d'âge pourvu qu'ils produisent une copie conforme de la déclaration souscrite en leur nom devant le juge de paix ou, si la déclaration n'est pas encore enregistrée au ministère de la Justice, un simple récépissé retiré au greffe. L'inscription spéciale de l'article 11 peut toujours être effec-

tuée d'office, sauf s'il s'agit d'un fils d'étranger frappé d'un arrêté d'expulsion. La circulaire ministérielle du 20 octobre 1905 (n° 23) fait remarquer « que les jeunes gens qui ont fait l'objet pendant leur minorité d'un arrêté d'expulsion doivent être signalés en temps utile aux maires par les préfets. Si l'arrêté n'est pas rapporté lors de l'établissement des tableaux de recensement, les maires doivent refuser d'inscrire les intéressés sur les tableaux par les motifs que cette inscription aurait pour conséquence, au cas où les jeunes gens dont il s'agit participeraient aux opérations de la révision, de les faire déclarer *ipso facto* Français à titre définitif. » (Arrêt de la Cour de cassation du 9 février 1904, affaire Lovera.)

A remarquer enfin que les jeunes gens de l'article 11 seront inscrits en fait avant que leur vingt-deuxième année ne soit écoulée et que leur faculté de répudiation subsiste par suite après leur inscription. S'ils l'utilisent, ils seront rayés purement et simplement des tableaux, soit par le Conseil de Révision, soit ultérieurement par décision ministérielle sur le signalement des commandants des bureaux de recrutement.

Art. 12. — « Les individus devenus Français par voie de naturalisation, réintégration ou déclaration faite conformément aux lois sont portés sur les tableaux de recensement de la 1^{re} Classe formée après leur changement de nationalité... »

Le terme de « déclaration faite conformément aux

lois » vise les enfants mineurs ou majeurs de réintégrés ou naturalisés qui peuvent acquérir la nouvelle nationalité de leurs parents dans certaines conditions par le Décret qui confère la réintégration ou la naturalisation à leurs parents, ou par la déclaration de l'article 9.

La loi ne parle pas expressément de l'inscription des individus bénéficiant de l'article 9 ; on peut cependant leur appliquer les règles de l'article 12. C'est la solution adoptée par l'instruction du 20 octobre 1905 (n° 25) ; si la déclaration est souscrite par un majeur, les maires inscriront l'intéressé avec la première classe formée après l'enregistrement de la déclaration ; si elle est souscrite par un mineur, ce dernier sera inscrit d'office dès la formation de la classe à laquelle il appartient par son âge.

L'article 12 doit être étendu aux individus excipant de l'article 10 du Code civil, c'est-à-dire à ceux qui sont nés en France ou à l'étranger de parents dont l'un a perdu la qualité de Français et qui peuvent réclamer la qualité de Français à tout âge, à moins que domiciliés en France à l'époque de leur majorité et appelés sous les drapeaux ils n'aient revendiqué la qualité d'étranger. En conséquence les maires comme précédemment devront inscrire ces individus au besoin d'office sur les tableaux de recensement de la première classe formée après l'acceptation de leur déclaration.

Bien entendu dans tous ces cas aucune inscription ne devra être effectuée si les hommes à inscrire ont plus de 49 ans révolus.

Conventions. — Les conventions franco-belge et franco-suisse apportent elles aussi des dérogations au principe de l'article 10 de la loi militaire.

A. — *Convention franco-belge du 30 juillet 1891.* — L'article 2 a trait particulièrement au recrutement. Il est ainsi rédigé :

« Ne seront pas inscrits d'office, avant l'âge de 22 ans accomplis, sur les listes du recrutement français :

« 1° Les individus nés en Belgique qui peuvent invoquer l'article 9 du Code civil belge (1).

« 2° Les individus nés d'un Français naturalisé Belge pendant leur minorité, lesquels peuvent acquérir la nationalité belge conformément à l'article 4, § 1, de la loi belge du 6 août 1881 (2). »

1. L'article 9 du Code civil belge est l'ancien article 9 du Code civil français : « Tout individu né en Belgique d'un étranger pourra, dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité réclamer la qualité de Belge pourvu que, dans le cas où il résiderait en Belgique, il déclare que son intention est d'y fixer son domicile ; et que, dans le cas où il résiderait en pays étranger, il fasse sa soumission de fixer en Belgique son domicile et qu'il l'y établisse dans l'année à compter de l'acte de soumission. »

2. Loi belge du 6 août 1881, article 4, § 1 : « La naturalisation du père assure à ses enfants mineurs la faculté de jouir du même avantage, pourvu qu'ils déclarent, dans l'année de leur majorité, devant l'autorité communale du lieu où ils ont leur domicile ou leur résidence,

« 3^e Les individus qui peuvent décliner la nationalité française conformément aux articles 8, § 4, 12, § 3 et 18 du Code civil français à moins que pendant leur minorité il y ait eu renonciation à leur droit d'option. »

Il faut ajouter aux catégories prévues les individus qui, nés en France d'un père Belge, né lui-même en Belgique, et d'une mère née en France peuvent, au terme de l'article 8, § 3 du Code civil, décliner la qualité de Français.

La Convention franco-belge s'est proposée de régulariser la situation des individus ayant la faculté de modifier leur nationalité dans l'année de leur majorité et astreints au service à la fois dans les deux pays, en ajournant leur appel sous les drapeaux jusqu'à l'âge de 22 ans accomplis. La situation de ces jeunes gens était auparavant très pénible. Les règles de nationalité étant

conformément à l'article 8, que leur intention est de jouir du bénéfice de la présente disposition. La déclaration pourra être faite dès l'âge de 18 ans accomplis, tant par les jeunes gens désignés ci-dessus que par ceux qui ont, en vertu de toute autre loi en vigueur, le droit d'opter à leur majorité pour la nationalité belge, avec le consentement du père, ou, à défaut du père, avec celui de la mère, ou à défaut de père et de mère, avec l'autorisation des autres ascendants ou de la famille donnée suivant les conditions prescrites pour le mariage au chapitre I du titre IV du livre I du Code civil. Le consentement du père ou de la mère de même que celui des autres ascendants, sera donné soit verbalement lors de la déclaration, soit par acte authentique. Mention expresse de ce consentement ou de l'autorisation de la famille sera faite dans l'acte dressé pour constater l'option.

à peu près les mêmes en Belgique qu'en France, il en résultait que les Belges qui par exemple étaient nés en France et considérés de ce fait comme Français en vertu des articles 8 § 3 ou 4 de notre Code civil, restaient Belges selon la loi belge et *vice-versa* ; ils s'exposaient donc à être poursuivis pour insoumission s'ils ne satisfaisaient pas à la loi militaire dans l'un ou l'autre pays. La Convention a mis fin aux conflits de ce genre en laissant aux intéressés le temps de déclarer formellement à quelle nationalité ils entendent appartenir.

Les jeunes gens visés par la Convention et qui seraient inscrits sur les tableaux de recensement avant 22 ans peuvent exiger leur radiation devant le conseil de révision chargé de les examiner en fournissant la justification qu'ils rentrent dans l'une des catégories énumérées. Le Conseil d'État a en effet annulé par arrêt du 8 août 1896 (Affaire Castryck), la décision par laquelle un conseil de révision avait maintenu malgré la production des pièces réglementaires l'inscription d'un fils de Belge qui n'avait pas atteint l'âge de 22 ans. Il reste d'ailleurs bien entendu, fait remarquer la circulaire ministérielle du 20 octobre 1905, que cette inscription après 22 ans est spéciale aux hommes de la Convention franco-belge. C'est ainsi que les Français sous condition résolutoire qui ne se rattachent pas à la Belgique ni par le lieu de naissance, ni par la naturalisation ou la nationalité belges de leurs parents, sont ins-

crits avec la 1^{re} classe formée après leur majorité, conformément à l'article 11 de la loi du 21 mars 1905. Les jeunes gens nés de parents français (art. 2 de la Convention, § 1) et par conséquent Français de droit peuvent d'ailleurs être inscrits dès l'âge de 20 ans sur leur demande sans que l'autorisation écrite des parents soit nécessaire. Si au contraire étant nés de parents belges ils n'ont la qualité de Français que sous condition résolutoire, leur inscription avant 21 ans leur sera refusée. Toutefois les intéressés ont la faculté de renoncer aux avantages de la Convention et de se faire inscrire sur les tableaux de leur classe d'âge en déposant à la mairie du lieu d'inscription une demande écrite par eux accompagnée d'une déclaration faite en leur nom devant le juge de paix de leur domicile par leurs représentants légaux, déclaration portant formellement qu'ils renoncent à la faculté de se prévaloir dans l'année de leur majorité de la nationalité belge ; cette pièce doit être enregistrée au ministère de la Justice. L'inscription faite dans ces conditions est en soi parfaitement régulière et conforme aux stipulations de la Convention du 30 juillet 1891 puisqu'elle n'est pas effectuée d'office, mais bien sur la propre demande des intéressés. La Convention franco-belge est d'une application fréquente en raison du nombre considérable de Belges qui résident en France (18 % de la population du département du Nord).

B) *Convention franco-suisse du 23 juillet 1879.* —

Cette deuxième convention règle le sort des enfants mineurs de Français naturalisés Suisses :

Article premier. — « Les individus dont les parents, Français d'origine, obtiendront la naturalisation suisse et qui seront mineurs au moment de cette naturalisation, ont le droit de choisir, dans le cours de leur vingt-deuxième année, entre les deux nationalités. Ils seront réputés Français jusqu'à ce qu'ils aient opté pour la nationalité suisse. »

Les dispositions principales et les particularités de cette Convention ont été exposées plus haut. Il est utile cependant de rappeler que les maires n'ont pas à se préoccuper particulièrement de la situation des jeunes gens qui en bénéficient, ceux-ci étant réputés Français tant qu'ils n'ont pas opté. Ceux qui régulièrement recensés désirent ne pas être incorporés immédiatement et se réserver le droit d'option, devront faire une réclamation au Préfet de leur département d'origine par la voie diplomatique dans l'année où ils atteignent l'âge de 20 ans (1). Le Préfet prescrira alors les mesures nécessaires pour qu'ils ne soient pas inscrits avant leurs 22 ans accomplis ou si leur inscription a déjà été opérée pour qu'elle soit annulée par le Conseil de révision compétent dans sa plus prochaine session. L'intéressé, ultérieurement et s'il y a lieu, aura soin de

1. C'est d'ailleurs la règle générale pour tous les jeunes gens pouvant se prévaloir d'une Convention internationale.

notifier son option au même fonctionnaire ; faute par lui d'y avoir procédé il sera recensé d'office dès qu'il atteindra l'âge de 22 ans (circulaires ministérielles du 16 octobre 1880 et du 10 novembre 1881).

Telles sont les exceptions légales et conventionnelles à la règle de l'inscription des jeunes gens assujettis dans l'année où ils atteignent leurs 21 ans. Il reste à examiner la situation, premièrement de ceux qui n'ont pas attendu l'âge légal pour demander à servir sous les drapeaux, c'est-à-dire les engagés volontaires, et deuxièmement de ceux qui, au contraire, ne se sont pas soumis a temps aux obligations qui leur étaient imposées par la loi militaire et ont été omis sur les tableaux de leur classe d'âge.

1^o *Engagés volontaires.* — Les règles qui régissent les formalités d'inscription des engagés sont basées sur la distinction de la classe de recrutement et de la classe de mobilisation. Les volontaires ayant la faculté de contracter un engagement à une date quelconque dans l'année participent à l'instruction militaire de la classe qui vient d'être incorporée et sont soumis aux mêmes obligations qu'elle. Comme d'autre part les jeunes gens qui ont reçu le même entraînement et qui sont convoqués aux mêmes périodes d'exercices forment au point de vue de la mobilisation un groupe indivisible appelé classe de mobilisation, les engagés se trouvent être à ce point de vue liés au sort de la classe à

laquelle ils correspondent par la date de leur engagement. Mais ils peuvent avoir une classe de recrutement distincte ; celle-ci comprend en effet les jeunes gens inscrits la même année sur tous les tableaux de recensement de la France et des Colonies. Or les engagés volontaires peuvent ne pas être inscrits l'année où ils ont contracté leur engagement, attendu que cette faculté leur est accordée depuis l'âge de 18 ans, tandis qu'ils ne doivent être régulièrement recensés que lors de leur vingtième année. Leur classe de mobilisation peut se trouver ainsi distante de trois années de leur classe de recrutement. Cette dualité de classe s'explique, car il est juste que des jeunes gens qui ont pu devancer l'appel parce qu'ils ont été reconnus exceptionnellement aptes au service armé à un âge inférieur à celui exigé ordinairement par la loi, soient complètement assimilés aux conscrits dont ils sont les égaux. Quant à leur inscription avec leur classe d'âge, elle est nécessaire pour ne pas créer au point de vue administratif des complications inutiles et faciliter les recherches ultérieures.

2° *Omis*. — D'autre part certains jeunes gens qui n'ont pas demandé à être recensés et dont la famille n'a pas fait de son côté la déclaration prescrite, peuvent avoir été omis sur les tableaux de leur classe d'âge s'ils n'ont pas été inscrits d'office par la mairie de leur lieu de naissance. La loi du 21 mars 1905 consacre tout un article (l'article 15) à ce cas spécial.

« Si dans les tableaux de recensement des années précédentes des jeunes gens ont été omis, ils sont inscrits sur les tableaux de recensement de la classe qui est appelée après la découverte de l'omission, à moins qu'ils n'aient 49 ans accomplis à l'époque de la clôture des tableaux, et sont soumis à toutes les obligations qu'ils auraient eu à accomplir s'ils avaient été inscrits en temps utile. Toutefois ils sont libérés à titre définitif à l'âge de 50 ans au plus tard. » Le fait pour un conscrit de ne pas être porté sur les tableaux avec sa classe d'âge ne constitue pas à lui seul l'omission ; d'autres conditions sont nécessaires : il faut notamment que l'obligation de figurer sur lesdits tableaux soit établie avant leur clôture. Ainsi on ne pourrait considérer comme omis un naturalisé ou un réintégré dont le décret de naturalisation ou de réintégration n'était pas signé le jour de la clôture des tableaux, pas plus que les fils d'étrangers nés en France qui ont un délai jusqu'à 21 ans pour réclamer ou répudier la nationalité française (Cassation, arrêt du 27 janvier 1869, affaire Siven). D'une manière générale toutes les fois qu'il y a doute sur la nationalité d'un conscrit l'article 15 ne lui est pas applicable, car alors l'intéressé n'avait pas toutes les qualités requises de nationalité et d'âge pour être inscrit le 31 décembre de l'année précédente. Mais peuvent être considérés comme omis les individus qui ont acquis la nationalité française définitivement avant la clôture des opérations du recensement

ou qui auraient dû être déjà inscrits en vertu d'une législation précédente et formelle (circulaire ministérielle du 7 décembre 1905); il en est ainsi par exemple en ce qui concerne les jeunes gens français sous condition résolutoire, pour lesquels un représentant légal aura pendant leur minorité renoncé à se prévaloir de la qualité d'étranger et qui n'auront pas été inscrits dans l'année où ils auront eu 20 ans.

Les omis ne sont pas recensés, selon la règle habituelle, après l'âge de 49 ans; mais cette restriction mise à part, ils sont astreints aux mêmes obligations que la classe avec laquelle ils sont incorporés; c'est-à-dire à toutes les obligations qu'ils auraient eu à accomplir s'ils avaient été inscrits à temps. En conséquence les omis naturalisés, réintégrés ou fils d'étrangers, qui, s'ils avaient été inscrits à temps auraient échappé à tout service, ne sont pas tenus au moment de la découverte de leur omission d'effectuer leurs deux années d'activité ainsi que les circulaires ministérielles annuelles sur l'inscription des classes le prescrivaient autrefois injustement. Une meilleure interprétation de l'article 15 ne fut admise qu'à la suite d'un arrêt du Conseil d'État du 4 juillet 1908 (Affaire Clément) (1).

1. « Que d'ailleurs, à supposer que par le fait de l'omission ci-dessus indiquée le sieur Clément tombait sous l'application de la loi du 21 mars 1905, il résulte de la combinaison des articles 12 et 15 de ladite loi qu'il n'aurait pu être maintenu sous les drapeaux au delà de sa 27^e année révolue: que dès lors le ministre de la Guerre, en décidant

Les dispositions de la loi de 1905 concernant l'inscription des conscrits sont applicables à l'Algérie, à la Tunisie et aux autres colonies et pays de protectorat (articles 89 et 90), sauf naturellement les réserves que comportent leur organisation administrative spéciale.

Il n'en a pas toujours été ainsi ; jusqu'à la loi du 15 juillet 1889 les Français des colonies n'étaient pas astreints au service militaire.

DEUXIÈME PARTIE. — Où l'Inscription doit-elle être opérée

Dans chaque commune de France et des Colonies un registre est ouvert tous les ans par les soins du maire pour le recensement des jeunes gens assujettis à la loi. Mais sur quel registre chacun d'eux sera-t-il inscrit ? Le recensement ne doit pas être fait au hasard ; certaines qualités d'ordre général ont désigné les conscrits susceptibles d'être appelés sous les drapeaux ; il faut maintenant rechercher certaines qualités qui leur sont particulières et qui permettront de les porter sur tel registre déterminé plutôt que sur tel autre. Le législateur a combiné à ce sujet un ensemble très complet de règles réduisant au minimum les dangers de l'omission et des inscriptions multiples concernant

qu'il serait incorporé pour deux ans dans l'armée active alors qu'il avait passé l'âge de 27 ans, a excédé ses pouvoirs, »

un même individu, mais qui présente l'inconvénient d'une grande complication. Il a voulu concilier en même temps les intérêts du conscrit et ceux de l'État en évitant aux intéressés des déplacements inutiles pour l'accomplissement des formalités obligatoires, et d'autre part en essayant d'empêcher les fraudes à la loi. A cet égard certaines critiques, comme on le verra, sont permises et le système employé ne donne pas entièrement satisfaction. Voici les principes de la loi de 1905 : l'article 10 ordonne l'inscription des jeunes gens en premier lieu à leur domicile. Mais s'agit-il ici du domicile tel que le définit le Code civil dans son article 102, c'est-à-dire le lieu du principal établissement ? Non, la loi militaire (article 13) sans le caractériser avec précision, édicte des règles particulières qui font du domicile légal de recrutement un domicile spécial. Ce texte ne distingue pas en effet les majeurs des mineurs et les mineurs ordinaires des mineurs émancipés ; dans tous les cas le domicile légal du conscrit se trouve au domicile de ses parents. Il en résulte que ceux qui sont inscrits pendant leur majorité, naturalisés ou fils d'étrangers par exemple, sont portés sur les tableaux de recensement du lieu du domicile de leurs parents quel que soit leur âge.

Dans le cas où ce domicile n'est pas connu, l'inscription devra être opérée au lieu de la résidence (article 13 § 5) et à défaut au lieu de naissance. Cette dernière règle qui résulte implicitement de l'article 10 § 2

a été consacrée par les circulaires ministérielles et notamment par celle du 14 janvier 1912; celle-ci préfère nettement l'inscription au lieu de naissance à l'inscription au dernier domicile connu qui était autrefois pratiquée. Enfin si le lieu de naissance n'est pas connu ou se trouve en pays étranger, l'inscription doit être effectuée d'office sur l'ordre de l'autorité compétente à la mairie du IV^e arrondissement de Paris, mairie de l'Hôtel de Ville.

En ce qui concerne l'application de ces principes généraux l'article 13 de la loi militaire donne la solution d'une série de cas : « Sont considérés comme légalement domiciliés dans le canton :

« 1^o Les jeunes gens, même émancipés, engagés, établis au dehors, expatriés, absents ou en état d'emprisonnement, si d'ailleurs leur père, ou en cas de décès ou de déchéance de la puissance paternelle du père, leur mère ou leur tuteur est domicilié dans une des communes du canton, ou si leur père expatrié avait son domicile dans une des dites communes ;

« 2^o Les jeunes gens mariés dont le père ou la mère, à défaut du père, sont domiciliés dans le canton à moins qu'ils ne justifient de leur domicile réel dans un autre canton ;

« 3^o Les jeunes gens mariés domiciliés dans le canton, alors même que leur père et leur mère n'y seraient pas domiciliés ;

« 4^o Les jeunes gens nés et résidant dans le canton qui

n'auraient ni leur père, ni leur mère, ni un tuteur ;

« 5° Les jeunes gens résidant dans le canton qui ne seraient dans aucun des cas précédents et qui ne justifieraient pas de leur inscription dans un autre canton. »

D'après ce texte, les jeunes gens à inscrire peuvent être classés en trois catégories :

1° Ceux qui doivent être inscrits à la mairie de leur domicile légal.

2° Ceux qui doivent être inscrits à la mairie du lieu de leur résidence.

3° Ceux qui doivent être inscrits à la mairie du lieu de leur naissance.

1° *Jeunes gens à inscrire à la mairie de leur domicile légal.* — Tous les jeunes gens astreints au service doivent, à moins de disposition spéciale, être inscrits au domicile de leurs parents ; c'est la règle générale. Certaines hypothèses réclament quelques explications complémentaires :

A) Les jeunes gens mariés, dit la loi (article 13 § 2), sont inscrits au domicile de leurs parents à moins qu'ils ne justifient de leur domicile réel dans un autre canton (domicile réel signifie domicile au sens du Code civil, article 102). La loi ne parle pas des jeunes gens veufs ou divorcés. L'émancipation par le mariage étant définitive, il semble bien qu'il y ait lieu de leur appliquer les mêmes règles.

B) En cas d'interdiction du père, c'est au domicile

de la mère ou en cas de décès de celle-ci au domicile du tuteur que l'inscription sera faite. Même solution si le père est déclaré absent ou déchu de la puissance paternelle (article 13, § 1). En cas de décès du père, le domicile de la mère, qu'elle soit tutrice ou non, doit seul être pris en considération; si le père est simplement interné sans être interdit, l'inscription sera opérée à son domicile au moment de l'internement.

C) En cas de divorce ou de séparation de corps, au domicile du père, même s'il n'a pas la garde des enfants.

D) Les enfants naturels non reconnus et sans tuteur ont leur domicile au lieu de leur principal établissement, conformément au droit commun, c'est-à-dire chez la personne qui les a recueillis et élevés, à moins qu'ils ne soient majeurs. L'enfant reconnu a son domicile légal chez celui qui l'a reconnu, et l'enfant assisté au lieu de sa résidence.

E) D'après l'article 13, § 1, les engagés présents au corps au moment du recensement ne sont pas inscrits dans le canton de leur garnison, mais au domicile actuel de leurs parents. Si ce domicile n'est pas connu, il est d'usage d'opérer l'inscription au lieu de leur domicile au moment de l'engagement qui se confond en général avec le lieu même où l'engagement a été contracté.

Les étrangers qui se sont engagés dans la légion étrangère et qui pendant la durée de leur service ac-

quièrent la nationalité française par naturalisation ou réintégration, sont inscrits sur les tableaux de recensement des villes où se trouve stationnée la portion centrale de leur corps, quelle que soit l'époque de leur libération par rapport à l'époque fixée pour l'établissement des travaux de recensement de la classe formée après leur changement de nationalité. Toutefois ceux qui en font la demande au moment où ils reçoivent avis de leur naturalisation ou de leur réintégration sont inscrits sur les tableaux de recensement de la localité qu'ils indiquent. Le domicile spécial ainsi donné aux légionnaires est imposé par les circonstances.

Lorsque l'engagé a été réformé ou a fini son temps d'activité lors de son inscription sur les tableaux de sa classe d'âge, on applique les règles du droit commun.

F) Les jeunes gens qui sont nés de parents Français à l'étranger et expatriés avec leur famille, doivent être inscrits au dernier domicile connu de la famille en France. Quant à ceux qui se trouvent en pays étranger, mais dont la famille est domiciliée en France, ils seront portés sur les tableaux de recensement de la commune où leur père, leur mère ou leur tuteur a son domicile (Cirulaire ministérielle du 20 octobre 1905, numéro 33.)

2° *Jeunes gens à inscrire au lieu de leur résidence.* — On peut conclure de l'article 13 précité (n° 4 et 5) qu'on doit inscrire au lieu de leur résidence tous les jeunes gens dont le domicile légal est inconnu. (Pour

les engagés l'inscription se fera au lieu de la résidence au moment de l'engagement.) La loi prévoit en outre des cas où l'inscription devra être opérée au lieu de la résidence, bien que le domicile légal soit connu. C'est ainsi que d'après l'article 13 *in fine* « les jeunes gens résidant, soit en Algérie, soit aux Colonies, soit dans les pays de protectorat, sont toujours inscrits sur les tableaux de recensement du lieu de leur résidence. Sur la justification de cette inscription ils sont, dans ce cas, rayés des tableaux où ils auraient pu être portés en France par application des dispositions du présent article ». L'article 13 entend par « résidence » une résidence effective et habituelle et non une résidence temporaire de quelques mois, sans intention de se fixer dans le pays.

Si ces jeunes gens sont domiciliés avec leur famille aux colonies tout en ayant une résidence personnelle dans la même colonie, ils sont inscrits naturellement au lieu de leur domicile légal. L'article 13 précité s'applique seulement au cas où leur famille habite la France ou l'étranger ou une autre Colonie. (Article 34 de la circulaire ministérielle du 20 octobre 1905.) Une des conséquences les plus heureuses de cette règle est de faciliter l'incorporation de ces jeunes gens sur place dans les troupes coloniales; il en résulte pour eux de sérieux avantages énumérés à l'article 90 de la loi :

« En dehors des exceptions motivées et dont il serait fait mention dans le compte rendu prévu par l'article 95

ci-après, les Français et naturalisés Français résidant dans une de ces colonies ou pays de protectorat (colonies et pays autres que l'Algérie, la Tunisie, la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion) sont incorporés dans les corps les plus voisins et après une année de présence sous les drapeaux, au maximum, ils sont envoyés en congé s'ils ont satisfait aux conditions de conduite et d'instruction militaire déterminées par le ministre de la Guerre. S'il ne se trouve pas de corps stationnés dans un rayon fixé par arrêté ministériel, ces jeunes gens sont dispensés de la présence effective sous les drapeaux. Dans le cas où cette situation viendrait à se modifier avant qu'ils aient atteint l'âge de 30 ans révolus ils seraient appelés dans le corps de troupe le plus voisin pour y recevoir l'instruction militaire pendant un laps de temps qui ne pourrait dépasser une année.» Ces avantages sont toutefois compensés par une charge supplémentaire : « En cas de mobilisation générale, les hommes valides qui ont terminé leurs vingt-cinq ans de service sont réincorporés avec la réserve de l'armée territoriale sans cependant pouvoir être appelés à servir hors du territoire de la colonie où ils résident. » Ces dispositions sont complétées par l'article 94 qui fait bénéficier du même régime exceptionnel les jeunes gens inscrits sur les listes de recrutement de la métropole et qui, après cette inscription, seraient allés s'établir dans une colonie ou un pays de protectorat. Mais il faut alors

l'avis conforme du gouverneur ou résident de la colonie ou du pays de protectorat.

Les jeunes gens des articles 90 et 91 ne devant pas rentrer en France avant 30 ans révolus, sauf temporairement en cas de force majeure ou pour raison de santé, il convient d'exercer sur eux une surveillance au point de vue de la conservation de leur établissement aux colonies. La circulaire ministérielle du 13 juillet 1908 charge de ce soin les gouverneurs ou leurs suppléants. Ces fonctionnaires devront noter sur un registre spécial certaines déclarations obligatoires pour les intéressés, savoir, la date de leur départ, l'indication de la localité où ils doivent se rendre, la durée probable de leur absence; ils vérifient par tous les moyens possibles si les intéressés ont réellement conservé leur établissement aux Colonies (emploi, position, etc.) et signalent au ministre de la Guerre ceux qui, par suite d'une absence plus ou moins prolongée, leur sembleraient avoir quitté les colonies sans esprit de retour.

Une autre catégorie de jeunes gens doit être également portée sur les tableaux de leur résidence. Il s'agit de ceux qui sont placés sous la tutelle des commissions administratives des hospices, savoir :

A) Les enfants trouvés nés de père et mère inconnus.

B) Les enfants abandonnés nés de père et mère connus, mais délaissés sans qu'on puisse recourir contre leurs ascendants.

C) Les orphelins pauvres, sans ascendants contre lesquels on puisse recourir.

D) Les enfants maltraités ou moralement abandonnés de la loi du 24 juillet 1889.

Ils devraient être régulièrement inscrits dans la commune où l'hospice a son siège. Il a été décidé cependant dans un but de simplification des opérations administratives qu'ils seraient recensés à leur résidence de fait, qu'ils soient majeurs ou mineurs. C'est une mesure d'ordre, ainsi que le dit la circulaire du 20 octobre 1905 (n° 16) ; elle ne se trouve pas d'ailleurs dans la loi de 1905, mais elle avait déjà paru nécessaire sous l'empire de la loi de 1889.

3° *Jeunes gens à inscrire au lieu de leur naissance.*

— « Lorsque les jeunes gens originaires d'une commune où ils ont cessé d'habiter et qui sont appelés par leur âge à concourir à la formation de la classe, ont un domicile ou une résidence inconnus, ils sont portés d'office sur le tableau de recensement de la commune où ils sont nés, commune qui dans ce cas est présumée être le dernier domicile connu de l'intéressé (circulaire du 20 octobre 1905, n° 13). »

Pendant longtemps la pratique n'a pas été fixée ; les maires inscrivaient volontiers les jeunes gens dans cette situation au dernier domicile connu de leurs parents, procédé illogique, car ce domicile antérieur, souvent mal connu, ne constitue pas un lien réel entre la commune d'inscription et le conscrit ; celui-ci en

effet n'y aura souvent jamais résidé, ou s'il y a résidé, il peut ne subsister aucune trace de son passage. Une circulaire du 14 juillet 1912 a insisté de nouveau sur l'importance de cette règle : « Il est rappelé que les maires doivent en vue de diminuer le nombre des omis inscrire sur les tableaux, parapplication de l'article 13 de l'instruction du 20 octobre 1905, les jeunes gens nés dans leur commune même quand leur domicile ou leur résidence sont inconnus. » La base légale du principe se trouve dans l'interprétation élargie de l'article 13 de la loi militaire et notamment de son paragraphe 4.

Le numéro 33 de l'instruction du 20 octobre 1905 offre une application du n° 13 précité dans le cas spécial des jeunes gens établis avec leur famille à l'étranger mais qui sont nés en France. Il interprète un passage de l'article 13 de la loi militaire dont la forme est assez vague. Le paragraphe 1 de cet article dit en effet que le jeune homme, né en France et dont le père est expatrié, sera inscrit dans la commune où ce dernier avait son domicile.

On peut se demander ce que signifie ce terme de « domicile ». Doit-on comprendre le domicile au moment de la naissance ou le dernier domicile en France au moment de l'expatriation ? Les lois de 1818 et de 1832 étaient plus explicites en spécifiant que le conscrit dans ces conditions aurait son domicile légal « au dernier domicile » du père en France. Mais les textes pos-

térieurs, sans motif apparent, n'ont pas reproduit le mot « dernier ». On peut cependant supposer que si le législateur de 1872 n'a pas adopté l'ancienne formule, c'est que l'expérience n'avait pas donné de bons résultats et que des omissions s'étaient produites lorsque par exemple l'appelé n'était pas né dans la commune du dernier domicile. La circulaire de 1905 semble donc avoir interprété sagement l'article 13 de la loi en décidant que « domicile » signifie dans ce cas « lieu de naissance ».

Dans toute cette matière, l'écueil à éviter est non seulement l'omission mais aussi la double inscription, c'est-à-dire l'inscription du même conscrit sur deux tableaux de recensement différents, soit de la même classe, soit de deux classes successives. Le moyen préventif contre les erreurs administratives de cette nature est donné par l'instruction du 10 octobre 1905 n° 10 qui prévoit l'envoi à tous les maires intéressés d'avis les informant des inscriptions opérées. En comparant les avis reçus et leurs tableaux, ils pourront se rendre compte si le même individu a été recensé deux fois. Si cependant la double inscription se produit et si elle est découverte avant que les listes de recensement ne soient déclarées définitives par le Conseil de révision, celui-ci pourra opérer la radiation de l'inscription irrégulière. Si elle n'est découverte que par la suite, l'inscription irrégulière sera annulée l'année suivante au moyen de la procédure de révision. Le plus grand

inconvenient de la double inscription, c'est de mettre le conscrit dans l'impossibilité de répondre à l'un des deux ordres d'appel qui lui sont adressés par deux bureaux de recrutement différents ; il sera donc considéré comme insoumis par l'un de ces deux bureaux.

La double inscription ne peut d'ailleurs, comme l'omission, être mise à la charge de l'inscrit et comporter une sanction à son égard.

TROISIÈME PARTIE. — Comment les maires opèrent-ils les inscriptions ?

Une circulaire annuelle du ministre de la Guerre rappelle aux préfets, lors de la formation de la classe, les formalités à observer pour l'établissement des tableaux de recensement ; elle complète les dispositions légales.

Pour faciliter le travail préparatoire, l'article 10 de la loi militaire et la circulaire ministérielle du 20 octobre 1905 ordonnent la confection dans chaque commune d'une liste communale de tous les jeunes gens qui seront légalement astreints au service l'année suivante. Ces listes ou minutes de toutes les communes du canton sont réunies et recopiées pour former le tableau cantonal. A Paris il y a un tableau par arrondissement. Ces tableaux devant comprendre tous les jeunes Français du canton ayant atteint l'âge de

20 ans avant le 31 décembre à minuit de l'année de la formation de la classe ne seront clos qu'au 1^{er} janvier de l'année suivante. Toutefois les minutes seront commencées dès les premiers jours du mois de décembre en raison des nombreuses difficultés que les maires auront à résoudre avant de pouvoir opérer définitivement les inscriptions.

Les inscriptions se font de deux manières : par voie de déclaration ou d'office.

1° *Par voie de déclaration.* — C'est le mode normal prescrit par l'article 10 de la loi : «... Les tableaux de recensement sont dressés par les maires : 1° sur la déclaration à laquelle sont tenus les jeunes gens, leurs parents ou leurs tuteurs... » La déclaration est obligatoire pour les personnes désignées au texte ; cette obligation est dépourvue d'ailleurs de toute sanction ; la loi (article 79) ne réprime en effet que les fraudes ou manœuvres par suite desquelles un citoyen a été omis sur les tableaux de recensement ; or le silence des intéressés n'est pas une fraude ou une manœuvre. La déclaration est provoquée au moyen d'avis publics qui doivent rappeler aux familles l'intérêt qu'il y a pour elles à faire la déclaration prescrite, puisque ceux des jeunes gens qui seraient omis sont repris lors du recensement de la classe appelée après la découverte de l'omission et passibles des sanctions prévues aux articles 16 et 79 de la loi. Les maires doivent accepter toutes les demandes d'inscription, car ils

n'ont pas qualité pour statuer sur leur validité, et délivrer en outre récépissé des dites demandes pour permettre d'en retrouver trace dans le cas où une réclamation viendrait à se produire, si l'intéressé par exemple était porté ultérieurement comme omis.

2° *Inscription d'Office.* — L'article 10 de la loi prévoit, à défaut de la déclaration obligatoire des intéressés ou de leurs ayants droit, une inscription d'office confiée aux maires. La portée du texte est générale ; il est du devoir absolu des magistrats municipaux de rechercher au mois de décembre de chaque année les jeunes gens de leurs communes rentrant dans les prévisions de la loi militaire. Ils compulsent à cet effet les registres de l'état civil (naissances, mariages et décès) et tous actes ou documents authentiques qu'ils pourront réclamer aux intéressés et, si besoin est, aux maires des autres communes, parquets, etc. Ils consulteront également les listes nominatives de dénombrement de la population, les rôles des contributions, tout écrit enfin de nature à les éclairer sur l'âge, le domicile ou la résidence de leurs administrés qu'ils supposent être soumis au recrutement.

L'article 14 de la loi militaire envisage même le cas de conscrits n'ayant pas été déclarés sur les registres de l'état civil et sur l'âge desquels on n'a aucune indication précise : « Sont d'après la notoriété publique considérés comme ayant l'âge requis pour l'inscription sur les tableaux de recensement, les jeunes gens qui ne

peuvent produire ou n'ont pas produit, avant la vérification des tableaux de recensement, un extrait des registres de l'état civil constatant un âge différent ou qui, à défaut des registres de l'état civil, ne peuvent prouver ou n'ont pas prouvé leur âge conformément à l'article 46 du Code civil (1). » Que faut-il entendre par l'expression notoriété publique ? Le Code civil (articles 70-71 et 72) fait mention d'actes de notoriété dressés par le juge de paix d'après les déclarations de 7 témoins pour suppléer à l'absence d'acte de naissance de l'un des futurs époux en vue de la célébration d'un mariage. Il prévoit également (article 155) un acte de notoriété constatant l'absence d'un ascendant dont le consentement au mariage est nécessaire. Mais ces règles, spéciales au mariage, ne sont pas applicables à la matière du recrutement. Aussi la circulaire ministérielle du 20 octobre 1905 précise-t-elle la notion de notoriété publique : elle sera consultée, dit-elle dans son numéro 12, par enquête administrative du maire. Celui-ci ne se contentera pas de recevoir les déclarations des témoins produits par les intéressés, mais devra procéder à l'interrogatoire des administrés susceptibles de fournir des renseignements et notamment de ceux qui

1. Article 46 du Code civil. — « Lorsqu'il n'aura pas existé de registres ou qu'ils seront perdus, la preuve en sera reçue tant par titres que par témoins et dans ce cas les mariages, naissances ou décès pourront être prouvés tant par les registres et papiers émanés des pères et mères décédés que par témoins. »

ont des fils inscrits sur les tableaux de la classe. Ceux-ci ont moins d'intérêt qu'autrefois à ce que le nombre des inscrits soit aussi élevé que possible, puisque le tirage au sort est supprimé, mais en général ils sont mieux placés que d'autres pour fournir des renseignements sur des jeunes gens supposés avoir le même âge que leurs fils. Il n'est d'ailleurs pas nécessaire, ajoute l'instruction ministérielle, en l'absence des registres de l'état civil, de consulter la notoriété publique pour les jeunes gens qui produisent à la place de leur acte de naissance un jugement régulier constatant leur âge et rendu contradictoirement avec le ministère public. Mais si la découverte de nouveaux documents permet aux intéressés de faire déterminer par le tribunal de première instance la date de leur naissance à une époque différente de celle fixée par la notoriété publique ou un jugement antérieur et si de ce fait ils ont été inscrits trop tard à l'âge de 25 ans par exemple, alors qu'on leur attribuait l'âge de 20 ans, devront-ils être considérés comme des omis? Les dispositions de la loi conduisent à cette conclusion ; les individus dans ces conditions seront donc astreints à toutes les obligations de leur classe de recrutement. Toutefois le conseil de révision les excusera d'office en raison de leur bonne foi évidente. Dans le cas où ces mêmes individus auraient été inscrits trop tôt, ils seraient assimilés, si leur inscription était définitive, aux engagés volontaires, et devraient être inscrits une deuxième fois avec

leur classe d'âge après radiation de la première inscription.

Tout ceci suppose que le maire a à recenser des jeunes gens nés dans sa commune et qui y sont également domiciliés ou résidants. Mais il n'en est pas toujours ainsi ; il communique alors les documents qu'il a découverts au maire de la commune du domicile ou de la résidence qui doit opérer l'inscription. Ce dernier accuse réception de l'envoi. L'instruction du 20 octobre 1905 (n° 5) recommande aux maires d'apporter à cette tâche un soin particulier pour éviter les omissions et par suite un retard à la libération des jeunes gens. Cette transmission de renseignements est en effet le seul moyen véritablement efficace d'obtenir un bon recensement et constitue la clef de voûte du système de la loi de 1905.

Les pièces qui sont ainsi communiquées par les maires ou qui sont réclamées aux intéressés, certificats, extraits d'actes de l'état civil, etc., sont affranchies du droit de timbre et délivrées sans frais (lois du 13 brumaire et 22 primaire an VII). De plus, « afin de prévenir toute difficulté en ce qui concerne la légalisation des extraits d'actes de l'état civil, il a été arrêté de concert entre les départements de la Justice et de la Guerre que les préfets et les sous-préfets légaliseraient ces pièces ». (Circulaire ministérielle du 20 octobre 1905, n° 40.) Pour éviter les abus la mention de l'emploi spécial qui doit en être fait est portée sur ces documents. A

remarquer aussi que dans l'intérêt d'une solution plus rapide des questions, les maires peuvent s'adresser directement aux généraux commandant les subdivisions de région et aux préfets maritimes. Enfin, aux termes d'un arrangement conclu le 14 juin 1872 entre la France et l'Allemagne, les actes de l'état civil et autres extraits de même nature doivent être admis par les autorités françaises lorsque, délivrés en Alsace-Lorraine, ils auront été légalisés par le Président d'un tribunal allemand ou par un juge de paix.

Certains jeunes gens sont inscrits d'office soit parce qu'ils sont placés dans des conditions telles qu'ils ne peuvent demander eux-mêmes leur inscription, soit parce que l'administration assume volontairement le soin d'accomplir pour eux cette formalité.

Ce sont notamment :

1° Les jeunes gens originaires d'une commune où ils ont cessé d'habiter et qui ont un domicile et une résidence inconnus. Ils sont portés d'office sur les tableaux de la commune où ils sont nés. Les maires consignent dans la colonne d'observations les renseignements qu'ils auront pu recueillir auprès des parents ou des voisins.

2° Les élèves des hospices civils; en ce qui les concerne le préfet dresse chaque année dans la première quinzaine de décembre, un état de tous les élèves de son département qui appartiennent à la classe par leur

âge. Les renseignements nécessaires sont ensuite adressés par ses soins, en vue de leur inscription, soit au maire de la commune de leur résidence, s'ils résident dans le département, soit au préfet intéressé, s'ils résident dans un autre département.

3° Les engagés volontaires sont signalés le 31 décembre de l'année où ils ont atteint l'âge légal par les chefs de corps ou de service aux préfets des départements dans lesquels ces jeunes gens ont à ce moment leur domicile légal. Quant aux élèves des hospices civils engagés, leur signalement est communiqué au préfet du département dans lequel ils résidaient au moment de leur engagement. Si l'inscription ne peut avoir lieu dans la commune indiquée comme étant le domicile légal de l'engagé, le conseil d'administration du corps, prévenu par le préfet, demande à l'intéressé des renseignements complémentaires.

Les engagés qui ne sont plus présents au corps pour cause de réforme, sont signalés par les commandants de recrutement le 31 décembre de chaque année dans les conditions prévues pour les corps, afin que mention de leur situation spéciale soit faite sur les tableaux de recensement.

4° Les jeunes gens établis avec leur famille à l'étranger. L'inscription de ces jeunes gens se fait d'office au lieu de naissance ou au dernier domicile connu de leur famille, quelque éloignée que soit la date de leur départ, toutes les fois que leur existence est certaine.

Elle doit être considérée comme certaine s'ils ont donné de leurs nouvelles pendant l'année qui précède leur inscription, ce dont les maires doivent s'assurer. « Si au contraire les nouvelles reçues de ces jeunes gens remontent à une date plus ancienne, tout en procédant à l'inscription les maires les signalent immédiatement au préfet du département en lui indiquant aussi exactement que possible le lieu de leur résidence à l'étranger. De son côté le préfet doit s'adresser sans délai au département des Affaires étrangères ou des Colonies, suivant le cas, afin d'obtenir par son intermédiaire les renseignements nécessaires pour éclairer le conseil de révision sur la décision à prendre à leur égard. » (Instruction ministérielle du 20 octobre 1903, n° 33.)

D'une manière générale tous les jeunes Français, résidant ou domiciliés à l'étranger et en âge d'être inscrits, doivent être signalés par nos consuls ou agents diplomatiques ; ces fonctionnaires tiennent à cet effet une minute provisoire dont ils adressent des extraits aux préfets intéressés avec tous les renseignements qu'ils auront pu recueillir.

5° Les omis des classes précédentes. Chaque année, au mois de décembre, les préfets font dresser pour chaque commune et transmettent aux maires par l'intermédiaire des sous-préfets la liste des jeunes gens qui ont été signalés comme omis sur les tableaux de recensement des années précédentes et qui aux termes de

l'article 15 de la loi militaire doivent être inscrits d'office sur les tableaux en préparation.

Soit par les déclarations des intéressés, soit par leurs recherches personnelles, les maires sont suffisamment renseignés pour pouvoir procéder désormais à l'établissement des tableaux de recensement. Mais comment vont-ils coordonner tous les éléments qu'ils ont réunis ?

Les maires remplissent d'abord pour chaque conscrit une notice individuelle conforme au modèle réglementaire annexé à l'instruction du 20 octobre 1905. Après l'indication du département, de la commune d'inscription et de la classe, cette notice porte les noms et prénoms du conscrit dans le même ordre et avec la même orthographe que sur l'acte de naissance, ses surnoms s'il y a lieu, puis la date et le lieu de naissance, la résidence, la profession du jeune homme (1) et les noms, prénoms et domicile des père, mère ou tuteur. Elle comprend en outre un signalement complet (2) et

1. L'instruction du 20 octobre 1905 (n° 37) recommande d'indiquer très exactement la profession, qui peut avoir une importance au point de vue de l'affectation du conscrit. Il avait été constaté à plusieurs reprises que quelques jeunes gens se rendaient coupables de fausses déclarations sur leur profession dans le but d'obtenir une affectation à un régiment de leur choix. Pour prévenir le retour de tels abus, les maires doivent contrôler sur ce point dans la mesure du possible les déclarations des intéressés ou de leur famille.

2. Le signalement a fait l'objet de nombreuses circulaires ministérielles dont la dernière porte la date du 10 mai 1912.

des renseignements divers sur le degré d'instruction de l'inscrit (1), sa qualité de célibataire, d'homme marié ou de veuf avec ou sans enfants (2), etc. Dans une colonne « observations » sera signalée la condition, s'il y a lieu, de soutien de famille, d'omis, de fils d'étranger, de naturalisé, de réintégré ou d'engagé volontaire, ainsi que la mention des demandes de visite au lieu de la résidence ou de sursis d'incorporation, etc. La notice est datée et signée par l'intéressé, son représentant légal ou le déclarant, à moins que l'inscription n'ait eu lieu d'office, mais elle est dans tous les cas signée par le maire. La formalité de la signature a une importance, elle certifie en effet exactes, en cas de contestations ultérieures, les déclarations contenues dans la notice ; aussi en cas d'empêchement le maire est-il tenu d'indiquer sur la pièce les circonstances par suite desquelles les intéressés n'ont pu signer. De plus les signataires

1. Le degré d'instruction est coté de 0 à 5, savoir : 0, ne sait ni lire ni écrire ; 1, sait lire seulement, 2, sait lire et écrire, 3, possède une instruction primaire développée, 4, possède un brevet d'enseignement primaire, 5, bachelier, licencié, etc. Si les maires ne peuvent apprécier eux-mêmes le degré d'instruction des conscrits, ils peuvent faire appel à des instituteurs publics.

2. Afin d'éviter des erreurs à ce sujet, les officiers de l'état civil doivent toujours consigner en marge des copies d'actes de naissance délivrés pour le recrutement, la mention du mariage contracté avant l'inscription des jeunes gens ou avant leur incorporation. Les maires et les préfets veillent à ce que ces renseignements soient reproduits successivement sur le tableau et la liste de recrutement.

ne pourront pas prétendre ainsi avoir ignoré les formalités à remplir pour faire valoir leurs droits (sursis, allocation, etc.), car il leur est délivré avec le récépissé de leur déclaration un bulletin de renseignements.

La notice est établie au moment où l'homme se présente à la mairie (celui-ci doit être muni d'une pièce d'identité, ordinairement un bulletin de naissance). Elle sera par la suite adressée au sous-préfet avec une expédition du tableau de recensement et visée par lui. Ce fonctionnaire la transmettra au Préfet pour être conservée dans les archives de la Préfecture.

Les renseignements consignés sur la notice servent à établir les minutes communales des tableaux de recensement ; les minutes comprennent en outre un numéro d'ordre pour chaque conscrit, l'indication de la classe à laquelle ils appartiennent par leur âge s'ils sont omis, leurs motifs d'exemption, et enfin la mention de certaines condamnations qui pourraient entraîner l'application des articles 4 et 5 de la loi militaire, avec la restriction s'il y a lieu de l'article 93 (1), ces derniers renseignements ne devant pas toutefois figurer sur le tableau destiné à être affiché. Mais ne pour-

1. L'article 4 de la loi du 21 mars 1905 énumère un certain nombre de condamnations entraînant l'exclusion de l'armée.

Les individus de l'article 5 sont incorporés dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique. Quant à l'article 93, il écarte l'application de ces articles 4 et 5 pour ceux qui bénéficient de la loi de sursis du 26 mars 1891.

ront être portées sur les minutes des annotations de nature à nuire aux jeunes gens telles que : fils d'aliéné, de détenu, de déporté, etc. (Circulaire ministérielle du 27 novembre 1883) ; de plus le maire ne posera aux jeunes gens aucune question sur le culte qu'ils professent (Circulaire du 15 décembre 1879).

Ces restrictions mises à part, les indications devront être très détaillées de manière à éclairer le plus complètement possible le conseil de révision et l'autorité militaire sur la situation des appelés.

Dans quel ordre les conscrits seront-ils inscrits sur les tableaux de recensement ? Cette question n'est pas indifférente. Avant la loi du 21 mars 1905 le tirage au sort donnait à chaque appelé un numéro en vertu duquel une certaine affectation lui était attribuée, les garnisons les moins avantageuses et les plus éloignées revenant de droit aux jeunes gens pourvus des numéros les plus faibles. Mais la loi de 1905 ayant supprimé le tirage au sort, l'ordre des numéros d'inscription sur les tableaux de recensement s'est substitué à l'ordre des anciens numéros de tirage.

La circulaire du 20 octobre 1905 (n° 11) édictait que les conscrits seraient portés sur les tableaux par ordre de date de naissance, en tenant compte du jour et de l'heure, les plus âgés en tête, les omis en fin de liste. Ceux nés à la même heure devaient être classés par ordre alphabétique. Les jeunes gens naturalisés Français, réintégrés, fils d'étrangers bénéficiant de la con-

vention franco-belge ou franco-suisse, etc., étaient intercalés dans les tableaux d'après leur date de naissance, abstraction faite du millésime de l'année. Ce mode d'affectation selon la date de naissance avait l'avantage d'envoyer les hommes les plus âgés, c'est-à-dire les plus robustes, dans les garnisons à climat extrême. Pourtant ce procédé avait paru choquant à nombre de bons esprits. Sans revenir complètement au tirage au sort il paraissait désirable que le hasard intervienne seul désormais dans la répartition des jeunes soldats. Le décret du 9 août 1911 suivi d'une circulaire du 30 octobre 1911 donne satisfaction aux nouvelles tendances. Désormais les conscrits seront portés sur les tableaux par ordre alphabétique, les omis en fin de liste et également par ordre alphabétique (1).

Les inscriptions étant opérées de cette manière, les maires ainsi qu'il a été dit, en donnent avis à leurs

1. Voici comment se font les affectations dans les corps de troupe d'après le nouveau système : après une affectation générale par arme ou service, selon l'aptitude physique des conscrits, une liste est établie dans chaque subdivision ainsi qu'il suit : toutes les listes de recrutement d'une même subdivision de région sont fusionnées dans une liste unique établie dans l'ordre alphabétique en commençant par une lettre désignée chaque année par le tirage au sort et indiquée aux bureaux de recrutement par arrêté ministériel. Le tirage au sort a lieu au ministère de la Guerre par les soins du chef d'état-major de l'armée, en présence des sous-chefs d'état-major. Les premiers inscrits de chaque arme ou service sur la liste ainsi établie et dénommée liste de répartition sont envoyés dans les corps de troupe les plus éloignés.

collègues intéressés pour éviter des inscriptions faisant double emploi (article 10 de la Circulaire ministérielle du 20 octobre 1905).

Les tableaux de recensement sont provisoires tant qu'ils n'ont pas été examinés et arrêtés par le Conseil de révision : ils peuvent subir toutes les modifications qu'exige la position des jeunes gens et être complétés le cas échéant par des inscriptions nouvelles. A l'inverse une inscription peut-être rayée si par exemple les renseignements fournis ont été reconnus inexacts après enquête ou si l'intéressé ayant changé de domicile a été inscrit une deuxième fois au moment de son nouvel établissement. Ces modifications doivent d'ailleurs être sanctionnées, par le Conseil de révision. Enfin « les tableaux de recensement, dit l'article 10 de la loi militaire, sont publiés et affichés dans chaque commune suivant les formes prescrites par les articles 63 et 64 (1) du Code civil. La dernière publi-

1. Articles 63 et 64 du Code civil modifiés par la loi du 21 juin 1907.

Article 63. — Avant la célébration du mariage, l'officier de l'état civil fera une publication par voie d'affiches apposées à la porte de la maison commune. Cette publication énoncera les prénoms, noms, professions, domiciles et résidences des futurs époux, leur qualité de majeur ou de mineur et les prénoms, noms, professions et domiciles de leurs pères et mères. Elle énoncera en outre les jours, lieu et heure où elle a été faite. Elle sera transcrite sur un seul registre coté et paraphé comme il est dit à l'article 41 du Code civil et déposé à la fin de chaque année au greffe du Tribunal de l'Arrondissement.

Article 64. — L'affiche prévue à l'article précédent restera appo-

cation doit avoir lieu au plus tard le 15 janvier ». Ces formes sont celles des publications de mariage. Les tableaux sont affichés dans chaque commune les premiers et deuxième dimanches du mois de janvier, mêmes les années où le 1^{er} janvier tombe un dimanche. Les préfets rappellent ces dispositions aux maires par un avis inséré dès les premiers jours de décembre au recueil des actes administratifs.

Les tableaux affichés ne contiennent pas certains renseignements utiles seulement aux Conseils de révision et concernant notamment la situation des jeunes gens, les motifs qu'ils invoquent pour obtenir l'exemption, etc. La publication ayant simplement pour but de provoquer les réclamations des intéressés ainsi que les déclarations des jeunes gens omis par négligence, l'affichage des noms et prénoms des intéressés suffirait au besoin. Si des réclamations se produisent, le maire doit les vérifier avec soin et compléter ou modifier s'il y a lieu les tableaux de recensement.

sée à la porte de la maison pendant dix jours, lesquels devront comprendre deux dimanches. Le mariage ne pourra être célébré avant le dixième jour depuis et non compris celui de la publication.

Quelques auteurs prétendent que les modifications, apportées par la loi du 21 juin 1907 à ces deux articles ne concernent pas l'article 10 de la loi militaire qui visait les anciens articles du Code ; ils donnent pour motif de leur thèse qu'il faudrait admettre que si le législateur de 1907 avait supprimé toute publication du mariage, on devrait également s'abstenir de toute publication des tableaux du recensement, ce qui est inadmissible.

Les tableaux communaux définitivement établis sont transmis aux sous-préfets qui les fusionnent par canton et toujours dans l'ordre alphabétique des conscrits en tableaux de recensement cantonaux. Ces nouveaux tableaux sont communiqués à leur tour au préfet avec les notices individuelles et les tableaux communaux. C'est le tableau de recensement cantonnal qui sera présenté au Conseil de révision, vérifié et arrêté par lui.

Il n'y a pas de règles spéciales pour l'établissement des tableaux de recensement en Algérie et dans les colonies.

QUATRIÈME PARTIE. — Recours.

Les tribunaux peuvent avoir à intervenir soit à propos de questions préjudicielles d'état ou de droits civils soit à propos de contestations s'élevant à l'occasion des opérations d'inscription elles-mêmes.

L'article 28 de la loi militaire s'occupe des questions préjudicielles; en voici le texte : « Lorsque les jeunes gens portés sur les tableaux de recensement ont fait des déclarations dont l'admission ou le rejet dépend de la décision à intervenir sur des questions judiciaires relatives à leur état ou à leurs droits civils, le Conseil de révision ajourne sa décision ou ne prend qu'une décision conditionnelle. Les questions sont jugées contradictoirement avec le préfet à la requête de la partie

la plus diligente. Le tribunal civil du lieu du domicile statue sans délai, le ministère public entendu. Le délai de l'appel et du recours en cassation est de quinze jours francs à partir de la signification de la décision attaquée. Le recours est ainsi que l'appel dispensé de la consignation d'amende. L'affaire est portée directement devant la Chambre civile. Les actes faits en exécution du présent article sont visés pour timbre et enregistrés gratis. Les paragraphes 2, 3, 4, 5 et 6 du présent article sont applicables au cas prévu à l'article 6. »

D'après le droit commun les questions d'état ou relatives à l'exercice des droits civils étant strictement de la compétence judiciaire, il en résulte que les difficultés relatives à l'âge, à la filiation, à la légitimité, à la fixation du domicile légal, etc., soulevée à propos d'une inscription sur les tableaux de recensement sont autant de questions préjudicielles à trancher par les tribunaux judiciaires. Toutefois l'inscription sur le tableau communal n'ayant pas un caractère définitif, le maire pourra opérer l'inscription douteuse sans surseoir (1); mais il devra signaler d'urgence cette circonstance au préfet, qui introduira au nom de l'État l'instance devant le tribunal compétent pour obtenir un jugement au plus tard à l'époque de la réunion du

1. Le maire doit délivrer au jeune homme dont le cas est douteux et qui demande son inscription une pièce constatant la date de cette demande et la réponse qui a été faite.

Conseil de révision. Dans le cas où le tribunal n'aurait pas encore statué à cette date, le Conseil de révision ne pourrait rendre qu'une décision conditionnelle. Le seul tribunal compétent en matière de questions d'État des personnes (1) est le tribunal civil. Le Conseil d'État en a décidé ainsi à plusieurs reprises (2).

Pour qu'il y ait question préjudicielle d'État, il faut que la contestation soit d'une nature telle qu'elle exige effectivement l'intervention des tribunaux judiciaires. Si la réclamation de l'intéressé n'est pas sérieuse, le maire pourra passer outre, sauf naturellement le recours que pourra élever le conscrit lui-même. Lorsque les pièces établiront nettement la filiation du jeune homme et sa nationalité, l'inscription sera opérée d'office. La jurisprudence du Conseil d'État (3) et de la Cour de

1. L'expression de l'article 28 « questions judiciaires relatives à leur état ou à leurs droits civils » doit être entendue *lato sensu* ; elle embrasse à la fois le statut personnel (nationalité) et l'état de la personne.

2. Question d'âge : Conseil d'État, arrêt du 8 juin 1877, affaire Sartor. Question de domicile : 12 décembre 1873, affaire Vidal ; 17 juillet 1874, affaire Jacquet (Dal. 75.3.70) ; 19 janvier 1877, affaire Gilles. Question de légitimité, 23 juin 1893, Dal. 94.3.58 ; 20 Mars 1894, affaire Conté, Dal. 92 5.529.

Question de nationalité, 23 novembre 1890, affaire Ben Yami, Dal. 92.3.52 ; 17 février 1899, affaire Pingonot ; 29 juillet 1898, affaire Sekfali-Saïd-ben Thar, Dal. 99.5.585 ; 25 mai 1900. Dal. 01.3.95.

3. Conseil d'État, 20 novembre 1874, affaire Fevre (filiation naturelle établie par extrait des registres de l'État civil) ; 15 janvier 1892, affaire Wadsworth ; 31 mai 1895, affaire Almonsaron.

cassation (1) sont d'accord sur ce point. En dehors de cette première condition, il faut encore que la contestation d'état résulte directement des pièces remises pour l'inscription, toute autre question n'intéressant pas directement l'état actuel du jeune conscrit au point de vue spécial du recrutement ne devant pas intervenir.

Les questions d'état, intéressantes autrefois sous l'ancienne législation en raison des dispenses, ne se posent plus guère aujourd'hui qu'en matière de sursis (2).

La procédure a été organisée par l'article 16 de la loi du 10 mars 1828 dont les dispositions ont été reproduites successivement par les législations ultérieures :

Le tribunal de l'arrondissement, dans lequel le conscrit a son domicile selon la loi de recrutement, est saisi à la requête de la partie la plus diligente. Le représentant de l'État, c'est-à-dire le Préfet, peut donc agir de deux manières : soit comme demandeur lorsque le cas qui lui a été soumis par le maire lui paraît réellement douteux ; soit comme défendeur, si malgré les réclamations de l'intéressé, il a jugé bon de passer outre et ordonné l'inscription. Conformément aux règles du droit commun, ce fonctionnaire fournit, sans ministère d'avoué, un simple mémoire qui doit être communiqué au ministère public, chargé de soutenir les intérêts de

1. Cassation, 8 avril 1891, affaire Wantier.

2. L'obtention des sursis prévus à l'article 20 de la loi est subordonnée en effet à l'existence d'un frère, existence dont l'intéressé doit apporter la preuve.

l'administration. Le ministère public lit le mémoire à l'audience et conclut au nom de l'État (1) ; mais il ne peut intenter directement l'action, ce droit étant explicitement réservé au préfet (2). Le jugement doit intervenir sans délai. Le préfet agissant dans l'intérêt général et non dans l'intérêt départemental, « il ne peut jamais être prononcé ni contre lui personnellement, ni contre l'État en sa personne, une condamnation aux frais comme s'il était une partie qui succombât (3) ». Le jugement n'est pas susceptible d'opposition ; la cause étant obligatoirement communiquée au ministère public chargé de déposer les conclusions, il ne saurait en l'espèce y avoir défaut. Mais il est susceptible d'appel et de recours en cassation dans un délai de quinze jours francs à partir de la signification du jugement ou de l'arrêt. Ces règles ont été édictées pour favoriser la conclusion rapide d'affaires qui requièrent toujours par leur nature une grande célérité. Dans le même but, l'article 28 permet que la cause soit portée directement devant la Chambre civile de cassation sans être sou-

1. Circulaire ministérielle du 20 octobre 1835. (*Bulletin officiel du ministère de la Justice*, année 1879, pages 425 et 426, et du 7 avril 1876, page 134).

2. Cassation. Req. 10 janvier 1827 ; Cassation civile, 10 décembre 1878, Dal. 79.1 113.

3. Cassation, Cour de Toulouse, arrêt du 26 janvier 1876. Dall. 1877.2.65 ; Cassation civile, 10 décembre 1878. Dal. 79.1.113 ; Req., 30 juillet 1883 et 19 mars 1888. Dal. 1884.1.406 et 1888.5.266 ; Pau, 22 juin 1892. Dal. 93.2.48 ; Dijon, 13 juillet 1894. Dal. 95.2.61.

mise à l'examen préalable de la Chambre des requêtes. Le pourvoi en cassation n'est pas suspensif. Enfin tous les actes de procédure sont visés pour timbre et enregistrés gratis (1).

En dehors des recours devant les tribunaux civils pour la solution des questions préjudicielles d'état et de statut personnel, subsiste le recours ordinaire devant les tribunaux administratifs en ce qui concerne les opérations proprement dites de l'inscription. Elles constituent en effet des actes d'autorité qui dans certaines conditions sont susceptibles d'annulation. Mais un recours de cette nature ne pourra être entrepris qu'autant que le Conseil de révision aura rendu définitive l'inscription incriminée ; il s'agira alors d'un recours contre une décision du Conseil de révision et la question rentre dans le domaine de l'article 29 qui sera commenté plus loin.

1. Il y a lieu de remarquer que si un Conseil de révision ne peut préjuger des questions d'État, réciproquement il n'appartient pas aux tribunaux civils de connaître des questions de la compétence des Conseils de révision, par exemple de décider par voie de conséquence qu'un jeune homme fait partie de telle ou telle classe ou qu'il doit être ou non maintenu sur les listes de recrutement. C'est au Conseil de révision à appliquer les jugements de la justice civile. Ainsi en a décidé par deux fois en 1873 la Cour d'Aix

CINQUIÈME PARTIE. — Fraudes et sanctions

Le titre V de la loi du 21 mars 1905 et quelques autres articles épars dans son texte (articles 7 et 16) sont consacrés à la répression des fraudes. Il importe en effet, aussi bien au point de vue moral qu'au point de vue des nécessités de la défense nationale, que sous un régime d'égalité et d'obligation universelle aucun assujetti ne puisse passer au travers des mailles de la loi. Aussi des peines sévères sont prévues à l'égard des fonctionnaires qui favorisent la fraude et des fraudeurs eux-mêmes.

L'article 82 frappe les maires qui dans la rédaction des tableaux de recensement auraient commis un abus d'autorité, d'une amende de 200 à 500 francs et de l'interdiction temporaire des fonctions publiques (article 185 du Code pénal) « sans préjudice des peines plus graves prononcées par ce Code dans les autres cas qu'il a prévus ». La jurisprudence n'offre pas d'application de ce texte.

Quant aux fraudeurs eux-mêmes, ils peuvent se rendre coupables de deux sortes de fraudes : 1° de celles qui aboutissent à l'ommission et 2° de fausses déclarations.

1° *Omission.* — Il y a 3 catégories d'omis :

A) L'omis de bonne foi ; il a péché par ignorance de la loi ou impossibilité matérielle de se faire inscrire. Il

est excusé par le Conseil de révision à la condition essentielle qu'il ait déposé 8 jours au moins avant la séance du Conseil une lettre d'excuses contenant la preuve que son omission ne peut être imputée à sa négligence (article 16 de la loi militaire). Si ses excuses sont admises il n'y a pas de sanction.

B) L'omis qui, sans avoir d'excuses valables à produire, ne s'est pas livré à des manœuvres frauduleuses. Celui-ci doit également présenter une lettre d'excuses, mais il ne l'a pas fait ou ses excuses n'ont pas été admises. Dans les deux cas une sanction est appliquée ; c'est l'incorporation dans l'armée coloniale, obligatoire pour les commandants de recrutement, sans que l'envoi effectif dans les colonies soit exigé ; il demeure subordonné à l'état physique du conscrit.

C) L'omis qui s'est livré à des manœuvres frauduleuses. « Dans le cas où une intention frauduleuse aurait été relevée, dit l'article 16 de la loi, le Conseil renverra ces jeunes gens devant les tribunaux. » L'article 19 prévoit la peine applicable : « Toutes fraudes ou manœuvres par suite desquelles un jeune homme a été omis sur les tableaux de recensement sont déférées aux tribunaux ordinaires et punies d'un empoisonnement d'un mois à un an. » Le préfet dénonce la fraude au procureur de la République qui, après enquête, saisit directement le tribunal ou le juge d'instruction si la nature ou la gravité de l'affaire rend nécessaire l'ouverture d'une information. Les tribunaux correctionnels sont

compétents; lorsque toutefois un faux a été commis, la Cour d'assises est appelée à juger. Les faits qui peuvent constituer les fraudes et manœuvres prévues par la loi sont laissées à l'entière appréciation des tribunaux; le délit est en général suffisamment caractérisé par l'intention d'échapper aux obligations militaires au moyen d'actes dolosifs, falsifications de pièces ou certificats, par exemple la production de l'acte de décès d'un frère, etc. Les complices sont également poursuivis. Bien entendu, les omis qui ne sont ni les auteurs, ni les complices des manœuvres dont ils ont cependant bénéficié, ne sont pas inquiétés.

Indépendamment de la sanction de l'article 79, les omis de la troisième catégorie sont atteints par l'article 16 au même titre que ceux de la deuxième. De plus, aux omis des trois catégories s'applique l'article 15 en vertu duquel les omis sont astreints quelle que soit la date de leur inscription à leurs obligations militaires dans l'armée active sans diminution de durée jusqu'à l'âge de 50 ans.

Il y a lieu de mentionner à ce propos une fraude assez ingénieuse. Certains fils d'étrangers installés en France, qui sont Français sous condition résolutoire, excipent au moment de leur inscription sur les tableaux de recensement de leur service préalable dans une armée étrangère. Ils prétendent avoir ainsi encouru la déchéance de la qualité de Français, prévue à l'article 17 du Code civil; or pour certains fils d'étrangers,

cette prétendue incorporation dans une armée étrangère est purement administrative ; la Belgique et l'Italie dispensent en effet leurs nationaux en résidence à l'étranger de tout service effectif. Dans ces conditions beaucoup de Belges et d'Italiens préfèrent renoncer à la nationalité française afin d'échapper à leurs obligations militaires aussi bien dans leur pays d'origine qu'en France. Cette véritable fraude morale, sinon légale, a trouvé son appui dans la jurisprudence (notamment : Cassation, affaire Parente, 15 janvier 1912). Une telle jurisprudence paraît contestable. Indépendamment de la réalité de l'incorporation effective exigée par l'article 17 du Code civil pour que la déchéance de la qualité de Français puisse être prononcée, il faut que la prise de service ait été faite en toute liberté. Est-ce le cas lorsque la loi étrangère ordonne l'inscription d'office des jeunes gens résidant en France ? De plus l'article 17 aboutirait, interprété de cette manière, à accorder une véritable faveur. Les Italiens par exemple, qui par suite de leur simple résidence en France sont placés en congé illimité, à titre de dispensés, dans la troisième catégorie de l'armée italienne, ne manquent pas, pour éviter en Italie les pénalités visant les insoumis, de se faire inscrire sur les listes de ce pays, et pour échapper au recrutement français d'invoquer en France, où ils sont établis, leur prétendue dénationalisation, c'est-à-dire, par une contradiction anti-juridique, d'invoquer à leur avantage une déchéance

introduite contre eux dans la loi à titre de peine. La jurisprudence de la Cour de cassation ne donne satisfaction ni aux intentions exprimées par l'article 17 lui-même, ni aux désirs plus larges du législateur de 1889 et 1893, qui voulait faciliter aux étrangers l'accès de la nationalité française. Les départements de la Guerre et de la Justice ont aperçu les conséquences d'une iniquité qui est en même temps un danger social, c'est pourquoi un projet de loi serait prochainement soumis au Parlement pour modifier l'article 17, § 4 du Code civil et écarter définitivement cette fraude d'autant plus pratiquée que les avantages en sont de plus en plus connus des intéressés.

A noter enfin l'article 7 de la loi : « Nul n'est admis dans une administration de l'État ou ne peut-être investi des fonctions publiques, même électives, s'il ne justifie avoir satisfait aux obligations imposées par la présente loi. » Le nouveau texte vise toutes les administrations publiques sans distinction et toutes les fonctions électives, et marque un progrès sur la législation précédente qui ne concernait que les administrations de l'État. L'exercice de cette dernière sanction appartient, pour les fonctions électives, au juge de l'élection et en ce qui concerne les fonctions administratives, aux chefs des administrations publiques qui ne devront ni nommer, ni maintenir dans les emplois, ni admettre aux concours qui y donnent accès, les individus ne justifiant pas avoir accompli, jusqu'à ce jour, leurs obligations

militaires. Un omis ne pourra donc obtenir un mandat électif ou faire partie d'une administration publique qu'à la condition de se faire inscrire immédiatement.

2° *Faussees déclarations.* — Le conscrit inscrit d'office ou sur déclaration d'un parent peut encore essayer de se soustraire à ses obligations militaires en s'attribuant par exemple un état civil imaginaire, qui lui permettra de tenter une substitution de personne lors de sa comparution devant le Conseil de révision et d'obtenir ainsi l'exemption. Les fraudes de cette sorte sont assez fréquentes et diverses. Les textes précédemment cités et notamment l'article 72 de la loi s'appliquent encore; les peines sont les mêmes que pour les omissions frauduleuses.

La loi du 12 juillet 1906 a accordé une amnistie conditionnelle aux hommes omis sur les tableaux de recensement antérieurement au 10 juillet 1906; s'ils ont moins de 30 ans ils seront astreints à servir; s'ils ont plus de 30 ans ou si âgés de moins de 30 ans, ils sont mariés avec ou sans enfants, ou veufs avec un ou plusieurs enfants, ou divorcés avec garde d'enfants, ou ayant un ou plusieurs enfants reconnus, ils ne seront soumis qu'aux obligations de la classe à laquelle ils appartiennent par leur âge (article 1^{er} de la loi, paragraphe 6, alinéa B). Les omis susceptibles de bénéficier de l'amnistie avec condition de servir devront formuler leur déclaration de retour avant l'expiration des délais ci-après, qui comptent à partir de la promulgation de la loi,

savoir : trois mois pour ceux qui sont dans l'intérieur de la France et en Corse ; six mois pour ceux qui sont en Europe et dans les pays du littoral de la Méditerranée et de la mer Noire ; un an pour ceux qui sont en Amérique, Afrique et Asie, hors des territoires énumérés ci-dessus ; dix-huit mois pour ceux qui sont dans les îles du Pacifique ou les régions polaires. A l'expiration de ces délais les omis qui ne se seront pas présentés ne seront pas admis à se prévaloir de la loi d'amnistie. Cependant l'instruction ministérielle jointe à la loi (article 10, 4^e paragraphe) semble lui donner une interprétation beaucoup plus large : « Il est et demeure entendu que le bénéfice de l'amnistie est acquis dans tous les cas à ceux qui étaient omis antérieurement au 10 juillet 1906 sans qu'il puisse leur être opposé ni délai, ni défaut d'inscription ou de présentation. » Le ministre considère que les délais précités ne visent que les déserteurs et les insoumis ; les omis antérieurement au 10 juillet 1906 peuvent en vertu de ce principe réclamer encore aujourd'hui l'application de la loi d'amnistie.

CHAPITRE DEUXIÈME

Opérations des Conseils de Révision

Les tableaux dressés par l'Administration municipale n'ont pas un caractère définitif. La loi refuse sa confiance entière au maire qui, non spécialisé dans la matière du recrutement, peut avoir commis des erreurs involontaires. En raison de l'importance considérable du recensement, il importe que cette opération soit minutieusement vérifiée.

D'autre part, la liste cantonale, en somme simple liste de noms, ne constitue point un document suffisant pour permettre sans autre formalité l'incorporation des inscrits ; les malades et les infirmes n'étant pas admis dans les rangs de l'armée, une constatation de l'aptitude physique des recrues s'impose. Un organe d'un ordre spécial va prendre la responsabilité de ces deux séries d'opérations ; c'est le Conseil de révision, véritable juridiction d'exception, à décisions sans appel. Le Conseil de révision est de caractère nettement civil ; il est présidé par le préfet, supérieur hiérarchique immédiat du maire, et ne comprend qu'un seul

membre militaire. L'ensemble des motifs indiqués précédemment qui a déterminé le législateur à enlever à l'autorité militaire la préparation des tableaux de recensement, retrouve évidemment toute sa valeur lorsqu'il s'agit de leur donner un caractère d'authenticité officielle, car c'est à ce moment surtout que les inscrits doivent être efficacement protégés contre l'illégalité. On n'a pas cru cependant devoir écarter complètement l'influence de l'autorité militaire qui est particulièrement intéressée à ce qu'on ne lui envoie pas des conscrits trop faibles pour pouvoir être utilisés ; aussi une voix lui est-elle réservée. La loi l'autorise également à entretenir auprès du Conseil un témoin, le sous-intendant militaire, chargé d'un contrôle incessant, et qui, en informant le ministre des irrégularités qu'il a surprises, lui permet de faire casser s'il y a lieu, par le Conseil d'État, les décisions litigieuses.

Les Conseils de révision furent créés en 1818 ; l'institution subit à cette époque des attaques violentes, car elle rappelait, au dire de certains, « les abus monstrueux de la conscription et du tirage au sort ». Elle passa cependant dans la loi (article 13) et persista dans toutes les législations ultérieures. Les principaux textes qui la concernent sont les ordonnances des 30 mars 1820, 14 novembre 1827 et 5 juin 1828, la loi du 21 mars 1832 (article 15), l'instruction du 25 juin 1834, les lois des 27 juillet 1872 (article 27) et 15 juillet 1889 (article 18), et surtout la loi du 21 mars 1905 (article 16) qui lui con-

fié la revision des listes de recensement autrefois réservée aux sous-préfets.

L'organisation actuelle des Conseils de révision offre quatre caractères principaux qui seront successivement étudiés :

- 1° Ils ont un caractère départemental ;
- 2° Ils ont un caractère ambulatoire ;
- 3° Ils ont un caractère mixte quant à leur composition ;
- 4° Ils ont un caractère mixte quant à leurs attributions.

I. — *Le Conseil de révision est départemental.*

Il n'y a qu'un Conseil par département, seul chargé sur l'étendue de cette circonscription administrative de toutes les opérations de la revision. Cette organisation qui résulte implicitement de l'article 16 de la loi du 21 mars 1905, paraît rationnelle et concilie toutes les préoccupations du législateur, à savoir que s'il est nécessaire de ne pas multiplier les rouages administratifs et de simplifier la besogne du recensement, il est bon que les jeunes gens soient examinés par les autorités qui sont le plus près de lui. Une organisation plus centralisée aurait été insuffisante ; une organisation plus décentralisée aurait été inutile (1).

1. Il faut remarquer que s'il n'y a qu'un Conseil constitué pour le département il est modifié dans sa composition suivant les cantons en ce qui concerne le conseiller général et le conseiller d'arrondissement.

II. — *Le Conseil de Révision a un caractère ambulatoire.*

Ce deuxième principe vient à l'appui du premier et le fortifie. Il faut que l'intérêt des populations soit sauvegardé par leurs défenseurs naturels. Or, non seulement ces défenseurs seront choisis dans le département, l'arrondissement ou le canton, mais encore ils se déplaceront pour venir examiner les intéressés sur place, dans des séances publiques, auxquelles assisteront les maires. Ce sera en quelque sorte en présence de la famille que les décisions seront prises et les réclamations faites s'il y a lieu. Cette circonstance aura aussi l'avantage d'éviter aux conscrits un déplacement onéreux et une perte de temps auxquels certains ne pourraient se résoudre ; or dans l'intérêt de l'armée, il importe qu'il n'y ait pas d'absents. La règle est écrite dans l'article 17 de la loi ainsi rédigé : « Le Conseil de révision se transporte dans les divers cantons. » Le paragraphe suivant du même texte apporte une modification importante à la législation antérieure en ajoutant, dans le but d'éviter une précipitation nuisible aux intérêts des conscrits et de la défense nationale : « Sauf en cas de mobilisation il ne peut opérer le même jour que dans un seul canton (1). » Les séan-

1. Quelques préfets ont réclamé en faisant observer que dans certains cantons le nombre des conscrits était insuffisant pour nécessiter

ces sont tenues au chef-lieu de canton. Il ne peut être dérogé à cette règle que dans des circonstances graves, telles qu'épidémies, état de siège, etc., ou encore lorsque les locaux dont le maire dispose sont manifestement insuffisants pour permettre l'examen des conscrits.

Un décret fixe annuellement le commencement et la fin des opérations de la révision (1). Elles ont toujours lieu au printemps pour laisser aux bureaux de recrutement le temps de terminer leurs travaux d'affectation avant l'incorporation de la classe au mois d'octobre. Dès la réception du décret, notifié par le ministère de la Guerre aux préfets, ceux-ci règlent l'itinéraire du Conseil de révision de concert avec le général commandant le corps d'armée, de manière à réduire les dépen-

un déplacement du conseil. Un projet de loi a été déposé pour permettre de procéder à la visite des jeunes gens dans plusieurs cantons à la fois, quand le nombre des inscrits ne dépasserait pas 50 par canton, ni 100 au total pour les cantons réunis.

1. Sil importe de terminer les opérations de révision dans les délais, les jeunes gens doivent être toutefois examinés avec le plus grand soin. A ce sujet la circulaire du 27 décembre 1911 prescrit que l'itinéraire sera calculé de manière à ce que le Conseil de révision n'ait à visiter que 30 hommes par heure au plus, et le cas échéant en 2 séances d'une durée maxima de trois heures chacune. Toutefois et sous réserve d'en rendre compte au ministre, il pourra être apporté des tempéraments aux limitations ci-dessus dans les grands centres où la présence de plusieurs médecins militaires permettra d'effectuer en un même temps la visite d'un plus grand nombre d'inscrits.

ses au minimum et éviter les pertes de temps (1). En conséquence tout séjour sans séance dans une localité, même au chef-lieu du département, et toute interruption de la tournée sont interdits à moins d'absolue nécessité. Le préfet fera également en sorte que le Conseil de révision soit réuni de bonne heure dans la localité où il doit siéger afin qu'il puisse examiner sans précipitation les jeunes gens et entendre leurs réclamations. Il est essentiel que le conseil ait le temps de recueillir sur les lieux mêmes les renseignements nécessaires pour statuer en connaissance de cause à l'égard des jeunes gens qui ont négligé de répondre à leur ordre de convocation et plus particulièrement encore au sujet de ceux qui sont atteints d'infirmités faciles à simuler, telles que la surdité, l'épilepsie, l'idiotisme, etc. Il convient également qu'il ne s'écoule pas un laps de temps trop considérable entre la séance du matin et celle du soir, car cette dernière séance se trouverait ainsi soit raccourcie, soit prolongée à la lumière dans des conditions moins favorables à un bon examen médical. Pour éviter cet inconvénient les préfets veillent à ce que l'interruption entre les deux séances soit réduite au strict nécessaire. Ils doivent rendre compte de toute interruption

1. Pour 1912 le décret du 14 juillet 1912 a fixé la période de révision du 17 février au 20 mai. Toutefois dans le département de la Seine avec les séances hors session et celles dites de régularisation, les opérations ont duré en réalité du 15 février au 30 mai inclusivement.

qui dans les cantons populeux sera prolongée au delà de deux heures (circulaire ministérielle du 29 décembre 1905 n° 6).

Les séances du Conseil de révision se tiennent à la mairie du chef-lieu pour les cantons ruraux, et, pour les cantons urbains, à l'Hôtel de Ville, à la sous-préfecture ou à la préfecture, suivant que l'un ou l'autre de ces édifices répond le mieux aux convenances de l'opération. Mais si les bâtiments de la préfecture ou de la sous-préfecture sont insuffisants et s'il faut louer un plus vaste emplacement, la dépense ne saurait être mise à la charge de la commune du chef-lieu. Aucune loi en effet n'astreint les communes à fournir un local pour le service du recrutement (Décret min. int. du 23 avril 1884, Deux-Sèvres). Les dépenses seront supportées par l'État puisqu'il s'agit d'intérêts généraux. Aussitôt que l'itinéraire est arrêté, le préfet en adresse une copie au ministère de la Guerre. Cet envoi doit être fait quatre jours au plus tard avant la date de l'ouverture des opérations de révision.

Pour indemniser les membres du Conseil de leurs frais de voyage et de séjour, il leur est alloué une indemnité journalière de 15 francs pour les officiers généraux, de 12 francs pour les officiers supérieurs et les fonctionnaires civils et de 10 francs pour les officiers subalternes. Les membres civils sont en outre remboursés de leurs dépenses de transport par voie ferrée au plein tarif de première classe. En ce qui concerne les

transports effectués sur les routes ordinaires, une indemnité à forfait de 5 francs par journée de voyage en voiture est prévue. Les médecins civils appelés exceptionnellement à remplacer les médecins militaires reçoivent une indemnité de 15 francs par jour quand ils se déplacent du lieu de leur résidence. A leur résidence ils sont payés suivant un tarif fixé selon la durée de la séance. Les membres des assemblées électorales n'ont droit à aucune indemnité (loi du 10 août 1871, art. 75).

Le préfet ou le fonctionnaire qui le remplace, ne sont pas plus favorisés ; cependant, outre ses dépenses personnelles proportionnées au rang qu'il doit tenir, le préfet est obligé d'emmener avec lui un employé dont l'assistance lui est indispensable : les dépenses et le séjour de cet employé restent à sa charge. Le département de la Guerre accorde il est vrai au chef de l'Administration départementale une indemnité pour le service du recrutement mais, dit l'arrêté du 16 février 1906, cette indemnité est destinée à le rembourser d'une partie des dépenses d'impression que lui occasionne la formation des classes. Les sous-préfets reçoivent pour leurs frais généraux une somme de 140 francs par an, qui ne représente qu'une base minimum (même arrêté).

Les indemnités sont ordonnancées à la fin seulement de la tournée de révision. En cas de mutation de préfets pendant la tournée, le partage a lieu sur l'avis du

ministre de l'Intérieur, les intéressés entendus (Circulaires du 15 avril et 29 juin 1878).

III. — *Composition du Conseil de Révision.*

Le Conseil de révision est composé de membres civils et d'un membre militaire. Lors de la discussion de la loi de 1889, on avait proposé de créer un Conseil purement militaire, analogue à une commission de réforme ; mais sur l'insistance du rapporteur, la Chambre repoussa cet amendement pour le motif qu'il eût méconnu les garanties des jeunes gens soumis au recrutement. Le Conseil de révision a donc conservé son caractère mixte ; cependant il a paru nécessaire, comme il a été dit, de donner une prédominance à l'élément civil en confiant notamment la présidence au fonctionnaire qui représente dans le département la principale autorité de cet ordre :

« Le Conseil de révision est composé, dit l'article 16 de la loi de 1905 : Du préfet président, à son défaut du secrétaire général et exceptionnellement du vice-président du Conseil de préfecture ou d'un conseiller de préfecture délégué par le préfet ;

D'un conseiller de préfecture délégué par le préfet ;

D'un membre du Conseil général du département autre que le représentant élu dans le canton où la révision a lieu, désigné par la Commission départementale,

conformément à l'article 82 de la loi du 10 août 1871 ;

D'un membre du Conseil d'arrondissement autre que le représentant élu dans le canton où la révision a lieu, désigné comme ci-dessus, et, dans le territoire de Belfort, d'un deuxième membre du Conseil général ;

D'un officier général ou supérieur désigné par l'autorité militaire.

Un sous-intendant militaire, le commandant de recrutement, un médecin militaire, ou à défaut un médecin civil désigné par l'autorité militaire, assistent aux opérations du Conseil de révision. »

A) *Président.* — Le préfet préside en personne le Conseil de révision (instruction ministérielle du 27 décembre 1911). Il ne doit se faire suppléer qu'exceptionnellement, ceci dans l'intérêt des conscrits et de l'État, et aussi parce qu'il importe que le président ne soit pas trop inférieur dans l'ordre des préséances au représentant de l'autorité militaire qui occupe toujours un grade élevé. (A cet effet, une circulaire du ministre de l'Intérieur du 23 février 1898 a prescrit au préfet d'éviter de se faire remplacer par un fonctionnaire officier de réserve ou de l'armée territoriale.) En autorisant la faculté de remplacement, le législateur avait en vue les circonstances d'une mobilisation générale qui nécessiteraient la réunion de plusieurs Conseils opérant simultanément (séance du Sénat du 16 mai 1889). Il résulte également des travaux préparatoires que la suppléance appartient d'abord au Secrétaire général, à défaut au

président du Conseil de préfecture, à défaut au conseiller de préfecture délégué.

B) *Conseiller de Préfecture.* — Le conseiller de Préfecture qui fait partie du Conseil ne peut remplacer le préfet comme président que lorsqu'un événement imprévu nécessite l'absence de son chef (1). Si l'absence du préfet se prolonge et s'il ne peut être suppléé ni par le secrétaire général ni par le vice-président du Conseil de préfecture, un nouveau conseiller est immédiatement appelé dans le Conseil (instruction ministérielle du 29 décembre 1905, n° 9).

C) *Membres des corps électifs.* — Pour assurer aux appelés toutes les garanties d'impartialité désirables, les corps électifs des départements sont représentés dans le Conseil de revision par un conseiller général et un conseiller d'arrondissement autres que le conseiller général ou d'arrondissement élu dans le canton où a lieu la revision. Ils sont désignés tous les deux par la Commission départementale, en conformité de l'article 82 de la loi du 10 août 1871, portant que « la Commission départementale assigne à chaque membre

1. En cas de décès subit du président pendant une séance, le conseiller de Préfecture prend la présidence jusqu'à la fin de la séance ; s'il est lui-même absent, le Conseil doit suspendre ses opérations. En cas de décès pendant la session, le conseiller de Préfecture, le premier dans l'ordre du tableau, est appelé à prendre la présidence (instruction du 19 mars 1911) en attendant la nomination d'un nouveau préfet.

du Conseil général et aux membres des autres Conseils électifs, le canton pour lequel ils devront siéger dans le Conseil de revision ». Toute désignation faite en violation de cette disposition impérative, par le préfet ou le Conseil général par exemple, entache de nullité toutes les opérations de recrutement auxquelles a pris part le membre illégalement nommé (décisions ministérielles des 16 juillet 1873, Gard, et 27 octobre 1874, Marne, et Conseil d'État, arrêt du 16 décembre 1881, Dal., 83.3.35, et 22 mai 1886. Dal., 87.5.376). A l'inverse la Commission départementale ne peut sans excès de pouvoir exclure un des membres des assemblées départementales ou d'arrondissement et est tenue d'attribuer un canton à chacun d'eux. A Paris le conseiller d'arrondissement est remplacé par un conseiller général ; les deux conseillers généraux qui doivent être désignés par leurs collègues, le sont en fait par le bureau du Conseil opérant par la voie du sort. Chaque membre des Conseils électifs est appelé à siéger dans le canton qui lui est ainsi attribué (avis du Conseil d'État du 16 novembre 1882), alors même que leurs pouvoirs ne seraient pas encore validés (avis ministère Intérieur, 8 avril 1884). L'application de ces principes peut entraîner des difficultés dans les villes divisées en plusieurs cantons, où des conseillers généraux ou d'arrondissement sont en même temps conseillers municipaux, maires ou adjoints. M. Leydet lors de la discussion à la Chambre de la loi de 1889 appela

sur ce point l'attention du ministre de la Guerre en faisant remarquer que si un maire ou un conseiller municipal était appelé à siéger au Conseil de révision en sa qualité de conseiller général ou d'arrondissement, il y aurait une infraction à l'esprit de la loi. M. de Freycinet, alors ministre de la Guerre, soumit la question à son collègue de l'Intérieur, lequel adressa aux préfets des instructions « faisant ressortir l'incompatibilité morale qui existe dans les villes divisées en plusieurs cantons, entre la situation de représentant, soit de la ville entière comme conseiller municipal, comme maire ou adjoint, soit d'une fraction de la ville comme conseiller général ou d'arrondissement, et celle de membre du Conseil de révision pour une autre fraction de la même ville. La commission départementale doit donc désigner de préférence les représentants des cantons ruraux pour siéger au Conseil de révision dans les cantons urbains et réciproquement. De même il y a lieu d'écarter autant que possible des cantons urbains les conseillers municipaux, les maires et les adjoints. S'il n'était pas possible d'arriver à une exclusion complète, il faudrait assigner en premier lieu des cantons ruraux aux maires et aux adjoints dont l'autorité s'étend au point de vue municipal sur la ville entière ; il faudrait surtout éviter d'assigner aux conseillers municipaux en même temps conseillers généraux ou d'arrondissement, le canton compris dans la section qu'ils représentent au Conseil municipal si la ville est sec-

tionnée. Il s'agit en effet d'empêcher que l'impartialité des membres du Conseil puisse être soupçonnée et il faut pour cela qu'il n'existe aucun lien électoral entre eux et les jeunes gens qu'ils ont à examiner ou leurs familles (Circulaire, ministère intérieur, 4 mars 1889). » Si la Commission départementale est renouvelée entre l'époque où les désignations ont été faites et le moment où les conseillers appelés doivent siéger, la nouvelle Commission peut modifier les premières désignations (Avis, ministère de la Guerre, 17 septembre 1881). Les commissions départementales du territoire de Belfort et d'Algérie sont appelées à désigner un second conseiller général pour chaque canton ou centre de réunion, à défaut de membre du Conseil d'arrondissement (Circulaire ministérielle du 29 décembre 1905, n° 10).

La loi ne s'explique pas sur le mode de désignation ni sur la durée de la délégation conférée à chacun des membres des Conseils généraux et d'arrondissement pour siéger au Conseil de révision. La Commission départementale est donc libre sur ce point ; la délégation est ordinairement annuelle.

Lorsque les conseillers généraux ou d'arrondissement se trouvent dans l'impossibilité de répondre à leur convocation, ils doivent prévenir le préfet dans un délai suffisant pour que ce fonctionnaire puisse réunir la Commission départementale avant la séance de révision en vue de la désignation des suppléants. Si l'avis lui parvient tardivement « le préfet les fait suppléer

d'office par des membres appartenant à la même assemblée que l'absent; ces membres désignés d'office ne peuvent être les représentants élus du canton où la révision a lieu » (article 16 de la loi). A défaut du préfet, le président du Conseil de révision a les mêmes pouvoirs (1). En effet, l'absence simultanée du conseiller général et du conseiller d'arrondissement obligerait le Conseil de révision à s'ajourner et à convoquer de nouveau les conscrits et les maires pour une date ultérieure.

Les conseillers qui sans excuse valable refusent de siéger au Conseil de révision après avoir été régulièrement désignés et convoqués, tombent sous le coup de la pénalité édictée par la loi du 7 juin 1873 et peuvent être déclarés démissionnaires par le Conseil d'État, statuant au Contentieux, sur le recours du ministre de l'Intérieur; le délai de réélection est d'un an.

La pénalité de la loi de 1873 n'est prononcée que si le refus de siéger « résulte soit d'une déclaration expresse adressée à qui de droit ou rendue publique par son auteur, soit de l'abstention persistante, après avertissement de l'autorité chargée de la convocation », ce qui rend l'application du texte très difficile en fait.

1. Certains auteurs, s'appuyant sur un avis du Conseil d'État du 16 novembre 1882, prétendent que la Commission départementale peut et doit désigner des suppléants en même temps que les conseillers appelés à siéger; le paragraphe précité de l'article 16 paraît rendre cette mesure inutile.

Le conseiller général ou d'arrondissement du canton dans lequel les opérations du Conseil de révision sont effectuées, non admis à siéger au Conseil, sont autorisés à assister aux opérations. Cette faculté résulte d'une lettre du ministre de la Guerre du 13 mai 1901, adressée au ministre de l'Intérieur, et faisant observer que « si dans l'intérêt de la décence ou de l'ordre public il convient de soustraire autant que possible les jeunes gens à une curiosité indiscrete, cette mesure ne concerne évidemment pas les personnes que leur caractère met à l'abri d'un tel soupçon et que leur qualité de représentants élus indique comme plus particulièrement dignes de la confiance des populations ». La Circulaire ministérielle du 29 décembre 1903, n° 39, va plus loin en accordant le même droit aux membres du Sénat ou de la Chambre des députés représentant la circonscription.

« Le sous-préfet de l'arrondissement et les maires des communes auxquelles appartiennent les jeunes gens appelés devant le Conseil de révision assistent aux séances. Ils ont le droit de présenter des observations », dit l'article 16 de la loi. En cas d'empêchement ils ont la faculté de se faire remplacer par leurs suppléants légaux ; le sous-préfet est suppléé par un conseiller de préfecture désigné par le préfet ou un conseiller d'arrondissement (Ordonnance du 29 mars 1821, article 3) et dans l'arrondissement chef-lieu par le secrétaire général ou un conseiller de préfecture délégué. Si le maire est absent, un adjoint le remplace dans l'ordre des no-

minations, à défaut un conseiller municipal désigné par le Conseil ou choisi dans l'ordre du tableau (loi du 5 mai 1884, article 84). La présence de ces fonctionnaires est obligatoire même si le tableau de leur commune est négatif ; ils sont chargés selon les circonstances de renseigner le Conseil de révision (identité des conscrits, infirmités de notoriété publique, présomptions de mutilations volontaires, dossiers incomplets, etc.), et peuvent prendre au besoin la parole pour soutenir les revendications des inscrits. On s'est demandé à ce propos si les intéressés avaient la faculté de faire présenter leurs observations orales par un membre du barreau. La question est controversée ; certains auteurs (Le Noir de Tourteauville) ont fait remarquer que la loi a pris soin de limiter restrictivement le nombre des personnes ayant un droit à pénétrer dans la salle de séance et que d'autre part aucun texte n'admet au point de vue juridique la plaidoirie d'un avocat devant le Conseil ; d'autres (Rabany, Dalloz) soutiennent au contraire que les opérations de révision ayant un caractère public, les jeunes gens doivent être autorisés à se présenter assistés d'un défenseur, qui sera là au même titre que les parents ou tuteurs ; la jurisprudence n'a-t-elle pas d'ailleurs toujours accordé aux avocats la faculté de plaider devant les tribunaux administratifs (notamment Conseil d'État, 5 mars 1886, affaire Legré) ; or les Conseils de révision sont bien des tribunaux administratifs. Toutefois la coutume des Conseils de révision

ne permet aux membres du barreau que des conclusions écrites, et non des plaidoiries orales, dont la longueur serait susceptible d'entraver la bonne marche des opérations.

D) *Membres militaires.* — Un seul représentant de l'autorité militaire a voix délibérative ; c'est l'officier général ou supérieur.

Deux autres membres militaires ont voix consultative et peuvent présenter des observations ; ce sont :

1^{er} Le sous-intendant militaire, hors de la présence duquel le Conseil ne peut ni délibérer ni prendre une décision. Il est entendu dans l'intérêt de la loi toutes les fois qu'il le demande. Il rend compte de ses observations au ministre, à l'issue de la séance, dans un rapport spécial. Le préfet doit, comme président du Conseil, veiller à ce que ce fonctionnaire puisse efficacement et librement remplir sa mission.

2^e Le médecin militaire. La Circulaire du 27 décembre 1911 exige que deux médecins au moins soient appelés dans tous les cas pour la visite des inscrits ; lorsque le nombre des inscrits dépassera 150 et jusqu'à 300 il y aura lieu de convoquer trois médecins. Enfin quatre ou cinq médecins assisteront le Conseil dans les cantons ayant un nombre d'inscrits supérieur à 300 ou 400. Le Conseil ne statue qu'après avoir entendu leur avis qui sera toujours consigné pour chaque conscrit examiné dans une colonne spéciale des tableaux de recensement. A défaut de médecin militaire un médecin

civil serait désigné par l'autorité militaire. Mais dans le cas où aucun médecin ne se présenterait au moment de la séance, le préfet pourrait-il lui-même procéder à leur remplacement ? Ce pouvoir paraît formellement réservé à l'autorité militaire ; en fait il y aura accord entre les deux autorités.

Un troisième membre militaire, le commandant de recrutement, véritable secrétaire du Conseil, n'a voix ni délibérative, ni même consultative. Quelques auteurs donnent à cet officier voix consultative. En réalité le Conseil peut réclamer son avis sur les matières de sa compétence, mais le commandant de recrutement ne peut ni imposer ses conseils, ni demander l'inscription de ses observations au procès verbal. Il est tenu d'assister à toutes les séances du Conseil ; or, certaines subdivisions de région sont à cheval sur plusieurs départements (1) ; les préfets intéressés devront se concerter entre eux de telle sorte que les itinéraires des Conseils de révision dans les portions de départements faisant partie de la même subdivision, soient établis en vue de permettre aux commandants de recrutement d'assister à toutes les séances.

Dans les colonies les attributions du préfet sont dévolues au gouverneur ; celles des conseillers de préfecture aux conseillers privés ; celles des conseillers d'arrondissement, fonction qui n'existe plus dans nos posses-

1. Il y a un bureau de recrutement par subdivision de région.

sions coloniales, aux conseillers généraux. Quant aux sous-intendants ils sont remplacés par des fonctionnaires du commissariat des troupes coloniales qui ont des attributions analogues. Certaines colonies n'ont pas de Conseil privé ni de Conseil général; en pareil cas un décret réglera la composition du Conseil de révision.

Les membres du Conseil de révision civils ou militaires et les fonctionnaires appelés par la loi à assister aux séances doivent s'y rendre revêtus du costume ou des insignes extérieurs auxquels on peut reconnaître leur caractère public. Le président occupe la première place quel que soit son rang; le général ou l'officier supérieur prend rang après le président et s'assied à sa droite, le conseiller de préfecture à sa gauche, le conseiller général occupe la deuxième place à droite et le conseiller d'arrondissement la deuxième place à gauche.

IV. — *Attributions du Conseil de Révision.*

Le Conseil de révision a pour mission de vérifier les tableaux de recensement et de juger sur les réclamations formées contre les opérations du recrutement et sur les cas d'exemptions, d'ajournements ou de sursis d'incorporation invoqués par les conscrits. En raison de l'importance de ses attributions, le Conseil de révision forme un corps constitué et de ce chef recevable à se prévaloir des dispositions de l'article 30 de la loi du

29 juillet 1881 sur la liberté de la presse (dans ce sens, Cassation criminelle, 13 août 1874. Dal. 75.1.41) et des articles 222 et 223 du Code pénal (1). L'action publique est engagée sur la plainte du Conseil après délibération en séance publique. Le Conseil est d'ailleurs incompétent pour prononcer lui-même les peines prévues aux textes. Le président a toutefois la faculté de faire expulser les perturbateurs ou même en cas de résistance de leur part de les faire incarcérer pour vingt-quatre heures à la maison d'arrêt, à charge de faire mention de cette incarcération au procès-verbal (art. 504 et 509 du Code d'instruction criminelle). Pour lui permettre d'exercer sa fonction de police, il est en outre autorisé à requérir l'officier de gendarmerie commandant l'arrondissement ou son suppléant et le nombre de gendarmes nécessaire.

1. Art. 222. — Lorsqu'un ou plusieurs magistrats de l'ordre administratif ou judiciaire, lorsqu'un ou plusieurs jurés auront reçu dans l'exercice de leurs fonctions, ou à l'occasion de cet exercice, quelque outrage par paroles, par écrit ou dessins non rendus publics, tendant dans ces divers cas à inculper leur honneur ou leur délicatesse, celui qui leur aura adressé cet outrage sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans. Si l'outrage par paroles a eu lieu à l'audience d'une Cour ou d'un tribunal, l'emprisonnement sera de deux à cinq ans.

Art. 223. — L'outrage fait par gestes ou menaces à un magistrat ou à un juré dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions sera puni d'un mois à six mois d'emprisonnement, et si l'outrage a eu lieu à l'audience d'une Cour ou d'un tribunal il sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans.

Avant de rentrer dans le détail des attributions proprement dites du conseil de révision, il convient d'étudier quelques opérations préliminaires se rattachant étroitement à son fonctionnement.

A. — *Opérations préliminaires*

Le Conseil de révision ne disposant que d'un temps assez court pour l'examen d'un grand nombre de conscrits, il importe que toutes les pièces nécessaires et les renseignements dont il aura besoin pour pouvoir statuer en connaissance de cause soient groupés à l'avance. Il faut aussi que le Conseil de révision soit prêt à instruire à l'heure fixée par l'itinéraire, que ses membres et les conscrits soient réunis, les locaux mis en état. Les opérations préliminaires intéressent donc soit la situation des conscrits, soit une certaine préparation matérielle nécessaire à la bonne marche des opérations.

1° Opérations intéressant la situation des conscrits. — Il s'agit d'abord de la recherche d'informations diverses permettant d'établir définitivement la capacité légale des jeunes gens à être inscrits. Dans cet ordre d'idées rentre l'exercice déjà étudié du droit laissé au préfet de saisir les tribunaux des questions préjudicielles et litigieuses, l'envoi aux préfetures intéressées par les chefs de corps de troupe des certificats de présence au corps des engagés, etc. En ce qui concerne les détenus, les directeurs des maisons de

détention communiquent chaque année dès le commencement de janvier au préfet du domicile légal la liste des détenus qui seront appelés à comparaître devant le Conseil de révision. Quant aux ajournés de la classe antérieure, huit jours au moins avant l'ouverture de la session de révision, le préfet en dresse la liste par canton et dans l'ordre alphabétique; il établit aussi l'état des jeunes gens classés dans le service auxiliaire conformément à l'article 19 de la loi, § 4.

Mais certaines mesures doivent être également prises pour renseigner le Conseil de révision sur l'aptitude physique des jeunes gens qu'il aura à examiner. Certains d'entre eux en raison de la nature de leurs infirmités exigeraient en effet une visite minutieuse qu'il sera impossible d'effectuer devant le Conseil. Cette difficulté dont la solution a provoqué de longues discussions lors des travaux préparatoires de la loi de 1905, a été résolue par l'article 10, § 5 : « Dans le mois qui suivra la publication des travaux de recensement et jusqu'au 15 février au plus tard, tout inscrit qui aurait à faire valoir des infirmités ou maladies pouvant le rendre impropre au service militaire devra en faire la déclaration à la mairie de sa commune en y joignant pour constituer son dossier sanitaire, tous les certificats utiles. Il lui en sera délivré récépissé. » Le dossier sanitaire est une innovation heureuse qui a eu pour effet immédiat de garantir la santé de l'armée nationale en écartant des hommes atteints de maladies trans-

missibles pouvant échapper à l'examen rapide du médecin. La Chambre des députés avait proposé comme remède un Conseil de révision préparatoire fonctionnant au chef-lieu d'arrondissement et composé du sous-préfet président, d'un officier de recrutement et d'un médecin militaire, devant lequel les jeunes gens auraient eu la faculté de produire leurs certificats médicaux. Cette Commission préliminaire aurait noté les conscrits au point de vue de leur état physique et de leurs aptitudes et enregistré leurs désirs quant à leur affectation, le tout à titre de renseignements. La Commission du Sénat a repoussé ce système trop compliqué et qui aurait pu avoir l'inconvénient de créer un conflit fâcheux entre le Conseil préparatoire et le Conseil de révision. C'est l'amendement de MM. Treille et de Tréveneuc qui passa dans la loi. Le nouveau texte a l'avantage de ne pas créer un organe administratif supplémentaire et d'atteindre cependant le but proposé.

L'intéressé n'est pas astreint à faire lui-même la déclaration de maladie, à son défaut « la même déclaration pourra être faite par ses ascendants, ses parents ou tout autre personne qualifiée », c'est-à-dire toute personne lui portant intérêt et à même de connaître sa constitution physique, par exemple le tuteur, le curateur ou le directeur de l'assistance publique pour les enfants assistés, l'épouse, etc., et même le médecin habituel. Il va de soi que nul ne peut intervenir dans ce sens contre la volonté de l'inscrit. La déclara-

tion est facultative pour les personnes énumérées.

« Cette déclaration sera, à l'expiration des délais, transmise par le maire à l'autorité compétente, c'est-à-dire au sous-préfet qui la comprendra avec toutes les pièces s'y rapportant dans le dossier de l'inscrit. » Les certificats déposés et les renseignements recueillis par le maire constituent le dossier sanitaire qui est communiqué par la suite au préfet avec les tableaux de recensement.

Dans la pensée de M. Treille, auteur de ces dispositions, le dossier devait être mis par le préfet à la disposition du médecin militaire la veille de chaque séance de révision pour lui permettre de s'éclairer à l'avance sur les cas exceptionnels. Cette prescription est rarement appliquée en fait.

Enfin si malgré les infirmités ou maladies invoquées l'inscrit est déclaré bon pour le service, son dossier sanitaire le suivra à son corps d'affectation afin de renseigner ses chefs sur son état de santé qui, dans certains cas, peut être la cause déterminante de fautes contre la discipline.

Avant l'ouverture de la session de révision il y aura également lieu de régler le sort des jeunes gens qui, ne résidant pas dans le département où ils ont été inscrits, ont demandé au préfet de ce département l'autorisation de subir la visite médicale devant le Conseil de révision du département où ils ont leur résidence.

La loi de 1905 est muette à leur égard, mais celle

de 1889 avait institué un régime de tolérance, qui est toujours appliqué (circulaire ministérielle du 20 octobre 1905, n° 35), et consacré d'ailleurs en termes formels par le nouvel article 19 en ce qui concerne tout au moins les ajournés. Les demandes d'autorisation qui doivent être produites au moins vingt jours avant l'ouverture des opérations ne seront accordées par les préfets qu'avec la plus grande réserve; elles seront notamment toujours refusées quand les réclamants invoqueront leur état de santé en s'appuyant sur des infirmités mal définies ou prêtant à la simulation, ou lorsque les intéressés résideront dans leur département d'inscription. Si la demande est accueillie, un avis de l'autorisation est adressé au maire du domicile et au préfet du département de la résidence qui le fait notifier à l'intéressé. Les détenus sont visités de droit au lieu de leur détention.

En ce qui concerne les jeunes gens fixés à l'étranger qui désirent être visités au lieu de leur résidence, ils doivent faire à cet effet soit directement à la mairie de leur domicile de recrutement, soit par l'intermédiaire de l'agent diplomatique ou consulaire de France à leur résidence, une demande qui doit parvenir au préfet du département où ils sont inscrits le 15 janvier au plus tard. Cette demande doit contenir une attestation de l'agent diplomatique certifiant que les intéressés étaient bien en résidence à l'étranger avant le 1^{er} janvier de l'année où ils doivent comparaître devant le Conseil de révision. Le 20 janvier au plus tard les maires adres-

sont aux préfets, par l'intermédiaire des sous-préfets, un extrait des tableaux de recensement avec tous les renseignements qu'ils auront pu recueillir sur l'identité des jeunes gens ou leur position de famille. Les préfets transmettent directement ces pièces aux agents diplomatiques à l'étranger avant le 1^{er} février. Nos agents après réception font alors procéder en leur présence, par le médecin qu'ils ont désigné, à la visite des jeunes gens après avoir vérifié leur identité. Ils transmettent sans retard aux préfets le résultat de cette visite, en précisant la nature des maladies ou infirmités qui pourraient rendre les jeunes conscrits impropres au service (Circulaire ministérielle du 20 octobre 1905, n° 36). Les frais de visite, mis à la charge des intéressés, sont souvent fixés par les médecins des consulats à un taux exagéré ; dans telle ville d'Allemagne la visite se paie 9 marks alors que le prix courant est de 3 marks, à Londres elle est tarifée à 10 francs. Ces abus qui ont fait l'objet de nombreuses réclamations ne permettent pas aux jeunes gens sans ressources ou simplement dans une situation embarrassée de faire constater, s'il y a lieu, leur inaptitude physique.

Les conscrits fixés dans les pays d'Europe limitrophes ne sont autorisés à être visités à leur consulat que si le prix du voyage de la localité où ils habitent au chef-lieu du canton français le plus rapproché de la frontière excède 10 francs aller et retour en dernière classe.

Quant aux jeunes gens qui ont fait la demande d'un

sursis, un dossier spécial doit leur être constitué par les soins des municipalités. Il comprend une demande écrite et signée par l'intéressé à laquelle seront jointes des justifications diverses selon la nature du sursis demandé ; s'agit-il du sursis accordé conformément à l'article 20 de la loi à l'un des deux frères appelés en même temps sous les drapeaux, le bénéficiaire devra fournir son extrait d'acte de naissance ainsi que celui de son frère et un certificat d'inscription sur les tableaux de la même classe que le dit frère ou le cas échéant le certificat d'ajournement^e de ce dernier ou son certificat de présence sous les drapeaux s'il est déjà incorporé. S'agit-il au contraire du sursis accordé dans un intérêt de famille ou de carrière par l'article 21 de la loi et renouvelable jusqu'à vingt-cinq ans, il lui faudra joindre à sa demande un certificat dressé par le maire, par le patron, par le directeur de l'école, doyen, proviseur ou principal ou par un de nos agents diplomatiques ou consulaires, selon que le sursis sera motivé par un intérêt de famille, d'exploitation, d'apprentissage, d'études ou d'entreprise à l'étranger. Les demandes de sursis de cette nature sont instruites par le maire ; le Conseil municipal est appelé à donner son avis motivé.

Tous les dossiers de sursis sont communiqués au préfet pour être soumis au Conseil de révision.

2° *Opérations matérielles nécessaires pour le bon fonctionnement du Conseil de révision.* — Elles con-

cernent la préparation de l'itinéraire, la convocation des membres du Conseil et des jeunes gens à examiner et la préparation des locaux. On a confié au préfet les deux premières opérations ; le maire, chargé des deux dernières, devra faire parvenir à tous les inscrits valides, aux ajournés de l'année précédente et aux engagés volontaires réformés temporairement, huit jours au moins à l'avance, les ordres individuels de convocation préparés par le préfet indiquant pour chaque canton le lieu, le jour et l'heure de la réunion. Des affiches reproduisant les avis généraux portés à ces ordres sont apposées dans chaque commune. Les préfets avisent directement les jeunes gens qui ont demandé à subir la visite médicale dans le département de leur résidence. Les maires veilleront en outre à ce que les locaux nécessaires soient aménagés et chauffés pour la date et l'heure fixés par la séance.

Avant 1905 une autre opération importante précédait les opérations proprement dites de révision ; c'était le tirage au sort. Lors de la discussion de la loi plusieurs amendements, notamment ceux de M. M. de Montfort et Boudenoot, ont proposé le maintien de cette institution ; ils furent combattus avec succès par la commission de la Chambre et on décida que désormais si des difficultés venaient à se produire relativement à l'affectation des conscrits dans les corps de troupe plus ou moins éloignés, il appartiendrait au ministre d'y mettre un terme par la voie administrative. M. Ber-

teaux, dans son rapport au Sénat, a soutenu cette dernière méthode.

Après avoir exposé les difficultés du recrutement régional, « il y a là, dit-il, une question extrêmement intéressante au point de vue de la défense nationale et qui pose un problème particulièrement ardu en ce qui concerne l'affectation équitable des jeunes conscrits. Mais faut-il pour cela introduire dans le texte de la loi les mots de tirage au sort ? Pour ma part je ne le crois pas.

« Permettez-moi de n'indiquer cet argument qu'avec beaucoup de circonspection, mais mon expérience de rapporteur de la commission de l'armée à la Chambre des députés m'a appris qu'on n'éprouverait pas moins de répugnance au Palais Bourbon qu'ici même à insérer ces mots dans la loi. Et pourquoi ?

« C'est que le tirage au sort représente dans l'esprit de nos concitoyens, que vous le vouliez ou non, tout un passé que la loi nouvelle a précisément pour but d'abolir. Il ne faut plus qu'il y ait de privilèges, privilèges à raison des numéros de tirage au sort. Est-ce à dire que nous n'aurons pas recours dans certains cas à un procédé de ce genre ? Je crois que nous y serons certainement conduits, mais nous prendrons à cet égard des dispositions réglementaires spéciales en dehors de la loi et, s'il y a tirage au sort, ce ne pourra être que dans le seul but de régler ultérieurement les affectations. » L'expérience lui a donné raison.

B. — *Opérations proprement dites.*

Les membres des Conseils de révision doivent se réunir aux lieux et heures fixés par l'itinéraire dans les locaux préparés par le maire. Mais il ne peuvent valablement délibérer que si 4 d'entre eux aux moins sont présents, savoir le président, l'officier général ou supérieur et deux membres civils; la majorité serait dans ce cas représentée par 3 voix, la voix du président n'étant pas prépondérante. En cas de partage la décision est ajournée à une séance suivante ou très prochaine (Déclaration du rapporteur de la loi de 1889, séance du 17 mai 1889). La loi est muette sur la forme des délibérations, qui est seulement fixée par la circulaire du 29 décembre 1905 (n° 44) ; les votes sont recueillis publiquement en commençant par celui du membre qui prend séance le dernier (le conseiller d'arrondissement) et en remontant successivement jusqu'au président. Pourtant sans qu'aucun texte le permette et par assimilation à ce qui est autorisé aux tribunaux judiciaires, on admet que la délibération est valablement prise en dehors de l'assemblée sur la demande d'un ou plusieurs membres, le scrutin toutefois restant public. Les décisions peuvent être rédigées d'une façon très sommaire car il a été jugé qu'une décision ne saurait être annulée pour défaut de motifs (Conseil d'État, 13 août 1852. Dal. 53.3.9). Elles sont signées par tous

les membres présents ; le Conseil est solidaire et l'avis de la minorité ne doit pas figurer au procès-verbal de la séance ; mais cette minorité peut signaler au ministre de la Guerre les décisions qui lui auront paru irrégulières. Aux termes de l'article 29 de la loi, les décisions du Conseil de révision sont définitives sauf recours ; cela signifie que dès que le président a proclamé une décision elle est acquise à l'intéressé et ne peut plus être modifiée par le Conseil dans la même séance, ni dans la même session. Aussi afin d'éviter toute réclamation ultérieure, le président questionne les jeunes gens sur les demandes qu'ils pourraient avoir à formuler et invite les maires, s'il y a lieu, à présenter leurs observations. La mention des réponses faites aux questions posées sera insérée au procès-verbal de la séance.

Les séances du Conseil de révision sont publiques ; « la publicité est la garantie des conscrits et de la justice » (discours de M. Guyot Dessaigne à la Chambre). Toutefois la constatation de l'aptitude physique des jeunes gens a lieu à huis-clos pour les soustraire à une indiscrete curiosité et pour des raisons de bienséance ; quelques personnes seulement sont tolérées dans les locaux où la visite médicale est effectuée ; ce sont : le père ou le tuteur du jeune homme, les membres du Sénat ou de la Chambre des députés représentant la circonscription à laquelle appartient le jeune homme et le conseiller général ou d'arrondissement.

Mais le public doit toujours être admis à entendre

la lecture des décisions prises ; cette dernière formalité est requise à peine de nullité. Elle est d'ailleurs suffisante pour satisfaire aux conditions de publicité exigées par la loi et le Conseil peut si cela lui convient refuser l'accès de la séance aux personnes qui n'ont pas un droit consacré par la loi à y assister, à un avocat par exemple, pourvu que la salle d'assemblée soit largement ouverte pendant la lecture du procès-verbal.

Quant au fond, les délibérations des Conseils de révision peuvent être groupés en trois catégories :

1^{er} Les décisions concernant l'aptitude légale des concrits à être inscrits.

2^o Les décisions concernant leur aptitude physique à être incorporés.

3^o Un groupe de décisions diverses ne concernant ni leur aptitude physique, ni leur aptitude légale.

1^o *Décisions concernant l'aptitude légale.* — Article 16, paragraphe 10 de la loi du 21 mars 1905 : « A l'ouverture de la séance les tableaux de recensement de chaque commune sont examinés ; ils sont lus à haute voix. Les jeunes gens, leurs parents ou représentants sont entendus dans leurs observations. »

Sous le régime de la loi du 15 juillet 1889, la révision des tableaux de recensement était confiée aux sous-préfets assistés des maires ; elle avait lieu au moment des opérations du tirage au sort, en séance publique. Il est à remarquer que la révision opérée maintenant en premier et dernier ressort par le Conseil de révision

ne dispense pas les sous-préfets de leur ancien examen, mais il est devenu purement officieux (n° 52 de la Circulaire du 20 octobre 1905).

La révision des tableaux de recensement entraîne deux séries de conséquences :

1° Le Conseil de révision peut apporter des modifications dans la composition des tableaux en opérant soit de nouvelles inscriptions, soit des radiations.

A) *Additions*. — Le Conseil de révision doit inscrire en séance tous les jeunes gens ayant les qualités requises et qui, pour un motif quelconque, ne l'auraient pas encore été. Ces inscriptions peuvent être effectuées soit d'office, au vu des pièces produites par le préfet ou le maire, soit sur la demande des intéressés eux-mêmes. Les tableaux demeurent ouverts tant que les membres du Conseil n'y ont pas apposé leur signature.

B) *Radiations*. — Sont rayés tous les jeunes gens irrégulièrement inscrits, notamment : 1° Les individus décédés entre la date de leur inscription et celle de la clôture des tableaux ; 2° Les individus signalés comme ayant été régulièrement inscrits dans un autre canton ; 3° Les individus qui justifient par la production de leur acte de naissance avoir été inscrits avant l'âge légal (dans le cas par exemple où ils seraient Français à titre résolutoire) ; 4° Les omis qui établissent par leur acte de naissance avoir 49 ans révolus à l'époque de la clôture des tableaux ; 5° Les jeunes gens résidant en Algérie, aux Colonies ou dans les pays de protectorat, qui jus-

tifient avoir été inscrits au lieu de leur résidence ; 6° Ceux qui produisent des pièces authentiques prouvant leur qualité d'étranger ; 7° Les fils de Belges ou d'individus nés en Belgique qui, ayant été inscrits d'office avant 22 ans accomplis, justifient se trouver dans l'un des cas prévus à l'article 2 de la Convention franco-belge du 30 juillet 1891 ; 8° Les jeunes gens établissant par pièces authentiques avoir droit au bénéfice de la Convention franco-suisse du 29 juillet 1879 et les Espagnols nés en France qui fournissent un certificat attestant qu'ils ont satisfait à la loi militaire espagnole. Le Conseil de révision qui n'a pas qualité pour trancher les questions préjudicielles de nationalité peut cependant opérer la radiation d'un jeune homme dont la nationalité étrangère n'est pas douteuse.

2° Le président du Conseil de révision, dit le n° 32 de la Circulaire du 29 décembre 1905, après avoir proclamé qu'il y a conformité entre les tableaux de recensement communaux et le tableau de recensement cantonal, dans lequel les premiers sont fusionnés, déclare que les tableaux de recensement sont définitivement clos, les signe et les fait signer par les membres du Conseil et par les maires. La signature du sous-intendant n'est pas exigée. Désormais aucune radiation ou inscription ne peut plus être opérée que par la voie du recours. C'est sur le tableau cantonal ainsi arrêté et certifié que sont portées les décisions du Conseil de révision concernant l'aptitude physique des jeunes gens.

2° *Décisions concernant l'aptitude physique.* — Les jeunes gens dont l'inscription a été maintenue sont examinés successivement quant à leur aptitude physique dans l'ordre des cantons fixé par l'itinéraire et dans chaque canton dans l'ordre où ils figurent sur les tableaux de recensement cantonaux.

Ils sont tenus de se présenter sous peine d'être déchus de la faculté de faire valoir leurs raisons de santé car dans le cas où ils auraient négligé de comparaître ou tout au moins de se faire représenter devant le Conseil de révision, ils seraient déclarés d'office bons absents (article 17, § 4) ; c'est-à-dire qu'ils seraient astreints à leurs deux années de service, jour pour jour, et ne pourraient être ultérieurement réformés à leur arrivée au Corps que s'il était absolument impossible de les utiliser dans un service quelconque. Lors des travaux préparatoires de la loi, M. Berteaux a précisé que ces absents ne seraient versés dans aucun cas dans l'armée auxiliaire et pourraient tout au plus bénéficier d'une exemption par décision d'une Commission de réforme. Mais il faisait remarquer que ces conditions de réforme sont beaucoup plus rigoureuses que celles de l'exemption qui est souvent prononcée pour des causes relativement légères. Les intéressés sont d'ailleurs prévenus au moment de leur inscription des dispositions de l'article 17. Toutefois, dans certains cas, le Conseil de révision peut, en vertu de son pouvoir discréditionnaire, statuer à l'égard de jeunes gens ab-

sents et même leur appliquer l'exemption quand l'incapacité lui paraît suffisamment établie tant par les pièces produites que par les renseignements recueillis par l'administration locale. Mais afin d'éviter les abus et la fraude, le Conseil ne doit user de cette faculté qu'avec circonspection.

D'une façon générale, en ce qui concerne les absents, il n'est pas d'usage de les déclarer de suite absents bons pour le service armé; la coutume des Conseils de révision leur accorde d'office et dans une large mesure un délai pour se présenter, au même titre qu'à ceux qui en ont fait la demande, sans que ce délai puisse toutefois s'étendre après la séance de clôture, c'est-à-dire au delà du dixième jour qui suit la date fixée par décret pour la fin de la tournée. La séance de clôture ne pouvant jamais être placée avant ou après ce dixième jour, les jeunes gens qui auraient obtenu un délai jusqu'à cette extrême limite et qui ne se seraient pas encore présentés devant le Conseil de révision, seraient considérés définitivement comme aptes au service armé (article 17). Quand le Conseil statue sur l'aptitude d'un conscrit qui a bénéficié d'un délai il s'assure de son identité afin d'éviter une substitution de personne d'autant plus à craindre que l'appelé se présente dans un canton où il n'est pas connu (1).

1. Sur les 316,200 jeunes gens qui formaient le contingent de la classe 1909, 15,117 ne se sont ni présentés ni fait représenter.

Les détenus sont visités d'office dans le département et le canton où se trouve leur lieu de détention. Le Conseil de revision peut à son gré et selon les circonstances, soit les faire visiter à l'intérieur de la prison par un médecin militaire assisté d'un officier de gendarmerie, soit les faire comparaître devant lui.

Quand un inscrit établit par documents authentiques qu'il est atteint d'une maladie ou d'une infirmité le mettant dans l'impossibilité matérielle absolue de se rendre devant le Conseil de revision, un délai doit lui être accordé si les motifs allégués permettent d'espérer qu'il pourra comparaître en personne. Dans le cas contraire le Conseil autorise la visite du malade ou de l'infirmes à son domicile par un médecin militaire assisté d'un officier de gendarmerie.

À l'égard des jeunes gens qui se présentent devant lui, le Conseil de revision prend deux sortes de décisions; des décisions définitives et des décisions conditionnelles.

1° *Décisions définitives.* — Le Conseil de révision opère la répartition des conscrits dans les sept parties de la liste de recrutement cantonale (article 30 de la loi), savoir :

Première partie. — Jeunes gens déclarés propres au service armé, sauf ceux visés au paragraphe 7 ;

Deuxième partie. — Jeunes gens classés dans le service auxiliaire de l'armée sauf ceux visés au paragraphe 6 ,

Troisième partie. — Jeunes gens liés au service en vertu d'un engagement volontaire, d'un brevet ou d'une commission et les jeunes marins inscrits ;

Quatrième partie. — Jeunes gens exclus en vertu des dispositions de l'article 4 ;

Cinquième partie. — Jeunes gens ajournés d'office conformément au paragraphe 3 de l'article 18 ;

Sixième partie. — Jeunes gens classés dans les services auxiliaires qui ont obtenu, sur leur demande, un ajournement conformément au quatrième alinéa de l'article 19 ;

Septième partie. — Jeunes gens qui ont obtenu un sursis conformément aux articles 20 et 21.

Au point de vue spécial de l'aptitude physique des jeunes gens, le Conseil de révision devra donc les classer ainsi qu'il suit en quatre catégories correspondantes :

« 1° Ceux qui sont reconnus bons pour le service armé (1^{re} partie de la liste).

« 2° Ceux qui, étant atteints d'une infirmité relative sans que leur constitution soit douteuse, sont reconnus bons pour le service auxiliaire (2^e partie de la liste).

« 3° Ceux qui étant d'une constitution physique trop faible sont ajournés à un nouvel examen (3^e partie de la liste).

« 4° Ceux chez qui une constitution générale mauvaise ou certaines infirmités déterminent une impotence fonctionnelle, partielle ou totale, et qui sont

exemptés de tout service militaire, soit armé, soit auxiliaire. » (Art. 18 de la loi du 21 mars 1905.)

Lors de la discussion de cet article 18 qui a remplacé l'ancien article 20 de la loi du 15 juillet 1839, ainsi rédigé en ce qui concerne les exemptions : « Sont exemptés par le Conseil de révision siégeant au chef-lieu du canton, les jeunes gens que leurs infirmités rendent impropres à tout service actif ou auxiliaire », la Commission de la Chambre des députés, chargée de l'élaboration de la loi de 1905, jugeant le texte insuffisant, avait proposé de classer les exemptés en deux classes : ceux qui sont et ceux qui ne sont pas incapables de tout travail, ces derniers devant être soumis à une taxe. Mais le Sénat ayant maintenu la suppression de la taxe militaire, le projet primitif fut abandonné et il n'y a plus dans la loi nouvelle qu'une seule catégorie d'exemptés.

Le classement de l'article 18 est opéré par le Conseil de révision après constatation par un homme de l'art de l'aptitude physique de chacun des conscrits ; le médecin est l'expert du Conseil ; c'est lui qui, au nom de la science et de son expérience, doit guider sa décision.

Nous allons maintenant étudier successivement les qualités physiques exigées des quatre catégories de conscrits prévues à l'article 18.

A) *Jeunes gens bons pour le service armé (1^{re} partie de la liste).* — Cette catégorie comprend tous les jeu-

nes gens sans tares ni maladies et ceux qui, convalescents d'une maladie grave, se trouveront d'une manière évidente en état de partir à l'appel de leur classe. Mais en aucun cas ne devra être déclaré bon, même sur sa demande, le jeune homme trop faible pour pouvoir acquérir la vigueur nécessaire avant son incorporation. Le Conseil tiendra également compte qu'un même sujet peut offrir à la fois plusieurs maladies ou infirmités qui, prises isolément, sont compatibles avec le service, tandis que réunies, elles peuvent constituer un ensemble assez defectueux pour motiver l'exemption. De même le Conseil de révision, qui n'a bien entendu aucune qualité pour prendre une décision ou même émettre un avis à propos de l'affectation des hommes, doit cependant considérer que certaines imperfections ou certains défauts de conformation, qui rendraient un conscrit inapte dans certaines armes, ne s'opposent pas à son incorporation dans une autre. En ce qui concerne le plus ou moins de sévérité à apporter dans le choix des jeunes gens déclarés bons pour le service, les tendances ont varié. Une Circulaire de 1894 prescrivait d'admettre même les conscrits n'ayant qu'une aptitude relative, mais suffisante pour être utilisés dans les emplois de commis et ouvriers ou de secrétaires d'état-major. Cette mesure avait eu pour effet d'astreindre à des fatigues trop grandes des jeunes gens incapables de les supporter. La question de la tuberculose notamment, portée devant le Sénat, avait montré la néces-

sité d'une réforme ; elle fut apportée par une Circulaire du 28 février 1901 reproduite dans l'instruction ministérielle du 29 décembre 1905 (n° 36) : le Conseil doit classer les conscrits conformément aux règles contenues dans l'instruction spéciale du 2 octobre 1903, modifiée par les Circulaires du 13 janvier 1908 et 2 octobre 1909, et qui indique la solution à adopter pour une série d'affections et d'infirmités. Cette instruction laisse cependant une certaine marge à l'appréciation du Conseil, lequel devra se montrer plus sévère que précédemment, en ayant soin toutefois de n'écarter définitivement que ceux qui sont réellement incapables, sans espoir d'amélioration. En cas de doute, une décision d'ajournement s'imposera. Dans l'intérêt de l'État et des particuliers, toute précipitation doit être évitée dans l'examen des assujettis ; il convient de consacrer tout le temps nécessaire à une visite médicale approfondie des jeunes gens accusant les symptômes d'une maladie organique ou générale importante. Il est prescrit aux médecins non seulement d'acquérir pour leur propre compte la certitude de l'existence de la maladie sur laquelle leur attention est appelée, mais encore de faire partager leur conviction au Conseil et aux assistants, autant que possible par une démonstration sensible, évidente, au lieu de se borner à une déclaration pure et simple (1).

1. Sur les 316.200 conscrits de la classe 1909, 218.315 d'entre eux ont été déclarés bons pour le service armé.

B) *Jeunes gens bons pour le service auxiliaire* (2^e partie de la liste). — En exécution des articles 18 et 19 de la loi, le Conseil de révision classe dans le service auxiliaire, après ou sans ajournement, les jeunes gens qui sont reconnus atteints d'une infirmité relative sans que leur constitution générale soit douteuse. Le président devra attirer l'attention du Conseil de révision sur ce point qu'aux termes de l'article 19 de la loi, les jeunes gens ajournés et classés l'année suivante dans le service auxiliaire peuvent seuls, au bout de leur première année de service et après un nouvel examen, être classés pour leur deuxième année dans le service armé et qu'il y a intérêt par suite à ne classer d'emblée dans l'armée auxiliaire que les individus dont l'état physique n'est pas susceptible de s'améliorer avec le temps. Le Conseil devra aussi tenir compte de la profession des jeunes gens qui, sans vigueur suffisante pour être classés dans la première partie de la liste, peuvent être utiles dans certains services de l'armée, que leur laisse ouverts leur classement dans l'armée auxiliaire (1).

C) *Ajournés* (3^e partie). — La faculté laissée au Conseil de révision d'ajourner à l'année suivante les hommes d'une complexion trop faible trouve son origine dans la loi du 27 juillet 1872 ; ce texte le premier autorise les jeunes gens à subir une deuxième et même une

1. Sur les 316.200 conscrits de la classe 1909, 11.833 ont été classés dans le service auxiliaire.

troisième visite médicale dans certains cas spéciaux (défaut de taille, faiblesse de constitution). La loi de 1889 n'a fait que maintenir ces dispositions, mais la loi de 1905 les a profondément modifiées sur deux points surtout : 1° l'ajournement n'aura plus pour effet de restreindre la durée du service actif (art. 19 de la loi, § 2), dans ces conditions un Conseil de révision ne doit pas hésiter à prononcer l'ajournement d'un jeune homme dont l'état de santé peut s'améliorer à bref délai (sans perdre de vue l'intérêt qu'il y a pour lui à s'acquitter le plus tôt possible de ses obligations militaires) car il sera toujours temps de prononcer l'exemption définitive. A remarquer que si les ajournés doivent deux années de service actif, ils ne sont astreints qu'aux obligations de leur classe d'origine après leur passage dans la réserve de l'armée active ; c'est-à-dire qu'ils seront libérés définitivement comme les autres jeunes gens de leur âge, à 15 ans ; on ne saurait en effet faire peser sur eux les conséquences d'une situation qui leur a été imposée et dont ils ne sont pas responsables ; 2° l'ajournement ne pourra être prononcé qu'une fois et pour une année alors que sous le régime de la loi antérieure les ajournés pouvaient être examinés deux années de suite. Le nouveau principe a pour effet de priver annuellement l'armée active de 8.000 hommes environ qui, avec le système de la loi de 1889, étaient incorporés au bout de deux ans ; mais cet inconvénient est amplement compensé par l'incorporation dans le

service armé d'un certain nombre de jeunes gens ayant accompli un an de service auxiliaire. L'article 19, § 4, fait toutefois exception à la règle en permettant aux jeunes gens classés dans le service auxiliaire d'obtenir leur ajournement successif jusqu'à 25 ans, s'ils demandent, en cas d'aptitude physique, à être admis ultérieurement dans le service armé. Les conscrits qui voudront bénéficier de ces dispositions devront adresser une demande écrite au maire de leur commune dans les huit jours qui suivront la séance du Conseil de révision ; il sera statué sur leur demande dans la séance de clôture. Les jeunes gens ainsi ajournés sont classés dans la sixième partie de la liste cantonale. Ils seront convoqués chaque année devant le Conseil de révision qui leur demandera s'ils désirent être ajournés de nouveau ; dans la négative le commandant de recrutement prendra les mesures nécessaires pour les faire incorporer en même temps que les jeunes gens du contingent. En dehors de ce cas exceptionnel le seul motif d'ajournement est d'après l'article 18 la faiblesse de constitution, faiblesse susceptible de disparaître dans l'espace d'une année. Le Conseil de révision a un pouvoir souverain d'appréciation en pareille matière (Conseil d'État; arrêt Chrétien, 22 mai 1886) (1).

1. Un sieur Chrétien, en résidence à Buenos-Ayres, avait demandé à subir la visite médicale au consulat de cette ville, mais n'avait pas répondu à la convocation du consul. Le Conseil de révision de l'Indre-et-Loire, département d'inscription, en l'absence de tout certificat

Dans le but de ne pas retarder outre mesure l'incorporation des ajournés, la faculté leur est laissée de demander à subir une nouvelle visite lors de la session extraordinaire que tient chaque année le Conseil de révision du 24 août au 4 septembre, s'ils se croient dans un meilleur état de santé. Les demandes doivent parvenir à la préfecture du département de leur domicile le 14 août au plus tard. La réunion du Conseil a lieu au chef-lieu du département; les frais de déplacement sont entièrement à la charge des jeunes gens. Toutefois les intéressés peuvent demander dans la forme ordinaire à se présenter devant le Conseil de révision de leur résidence; cette disposition est une innovation de la circulaire du 13 janvier 1912 qui modifie sur ce point l'instruction du 29 décembre 1905. Le Conseil de révision réuni en session extraordinaire doit examiner dans l'intérêt des jeunes gens s'ils ont acquis l'aptitude au service; dans la négative il prononce le maintien de l'ajournement. Toutefois la circulaire précitée du 12 janvier 1912 décide que l'exemption ou le classement dans l'armée auxiliaire peut être prononcé lors de ce nouvel examen dans le cas où tout

médical, l'avait ajourné. Le Conseil d'État, saisi par le ministre de la Guerre dans l'intérêt de la loi, a validé cette décision pour les motifs que l'autorisation de visite à Buenos-Ayres était une présomption que le jeune homme n'était pas apte au service et que l'ajournement était une décision purement conservatoire, l'intéressé devant être pris bon année suivante en cas d'absence.

espoir d'un rétablissement ou d'une amélioration serait définitivement abandonné. La situation militaire des ajournés est constatée par un certificat délivré par le commandant de recrutement, et que les intéressés doivent présenter à toute réquisition des autorités militaires, judiciaires ou civiles (1).

D) *Exemptés*. — Le Conseil de révision ne peut accorder d'exemptions qu'aux jeunes gens atteints des infirmités incompatibles avec le service militaire énumérées dans l'instruction du 22 octobre 1905.

La loi du 15 juillet 1889 (article 27) avait reproduit les dispositions des lois de 1832, 1868 et 1872 concernant le minimum de taille nécessaire pour le classement dans le service armé ou auxiliaire. Elles ont été abolies par la loi du 2 avril 1901. Il a été reconnu en effet que le minimum de taille (1 m. 54) éliminait beaucoup de jeunes gens (9.000 environ par classe) robustes et capables d'un bon service ; d'ailleurs les exigences actuelles de la guerre, en particulier le mode de chargement des fusils et des canons, ne nécessitent pas une stature déterminée ; la taille n'offre plus d'intérêt qu'au point de vue de l'affectation, mais on a maintenu pour donner au Conseil un élément certain d'appréciation sur la valeur physique des hommes la pesée de tous les conscrits de plus de 1 m. 54 et de moins de 1 m. 76. Lorsque l'exemption est demandée pour

1. Sur les 316.200 conscrits de la classe 1909, 31.910 ont été ajournés.

surdité, bégaiement, épilepsie, etc., et généralement pour les cas où l'infirmité n'étant pas apparente peut être facilement simulée, les Conseils de révision doivent suspendre leur décision et faire procéder à des investigations scrupuleuses, et au besoin à des enquêtes sur place par l'intermédiaire de la gendarmerie, afin d'être complètement éclairés sur la réalité des infirmités alléguées. Mais ils ne peuvent dans aucun cas envoyer à l'hôpital, pour y être placés en observation, les conscrits dont l'état physique serait douteux (circulaire ministériel du 29 décembre 1905, n^{os} 63 et 64) ; ils ont toutefois la faculté de les faire visiter dans un hôpital militaire par un médecin spécialiste. Des certificats d'exemption sont délivrés aux intéressés par le préfet en sa qualité de président du Conseil de révision, ou par le fonctionnaire désigné par lui à cet effet.

2° *Décisions conditionnelles.* — On en trouve plusieurs exemples :

A) Article 28 de la loi du 21 mars 1905 : « Lorsque les jeunes gens portés sur les tableaux de recensement ont fait des déclarations dont l'admission ou le rejet dépend de la décision à intervenir sur des questions judiciaires relatives à leur état ou à leurs droits civils, le Conseil de révision ajourne sa décision ou ne prend qu'une décision conditionnelle. » Le Conseil de révision n'a en effet, ainsi qu'il a été dit plus haut, aucune qualité pour trancher même accessoirement des questions qui sont nettement du domaine de l'autorité judiciaire.

Il devra donc se borner à constater l'aptitude physique du réclamant et à ajourner sa décision définitive à une séance ultérieure. Le préfet s'assure immédiatement que le tribunal civil a été saisi par l'intéressé; au besoin il introduit lui-même l'instance et poursuit le jugement dans les conditions spécifiées par l'article 28 précité. Si les tribunaux n'ont pas statué le dixième jour qui suit la date fixée par décret pour la fin de la tournée, le Conseil rend à cette date sur l'avis du préfet une décision conditionnelle. Un conseil de révision ne commet donc pas un excès de pouvoir en déclarant un homme « bon pour le service armé, sauf à obtenir ultérieurement sa radiation des contrôles s'il peut faire juger par les tribunaux civils qu'il est véritablement étranger ».

Le Conseil d'État a reconnu qu'une décision ainsi libellée est régulière (4 décembre 1874, affaire Dillon).

B) L'article 6 de la loi offre un deuxième exemple de décision conditionnelle. Les dispositions des articles 4 et 5, entraînant l'exclusion de l'armée ou l'incorporation dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique, ne sont pas applicables aux individus qui ont été condamnés pour faits politiques ou connexes à des faits politiques. En cas de contestation sur ce point il serait statué par le tribunal civil du lieu du domicile conformément à l'article 28. La question, si elle est soulevée, constitue une question préjudicielle entraînant l'ajournement de la décision du conseil et au besoin

une décision conditionnelle si le jugement n'est pas encore rendu à la fin de la session.

Mais le tribunal ne devra être saisi qu'en cas de contestation. Ainsi le Conseil de révision, s'il s'agit des condamnations prévues à l'article 4, et le ministre de la Guerre, s'il s'agit de celles prévues à l'article 5 au sujet desquelles le Conseil de révision n'a pas à prendre de décision, pourront reconnaître d'office, aux condamnations encourues, un caractère politique. Ce caractère est en effet évident lorsque la peine est une de celles qu'on n'applique qu'en matière politique; la difficulté ne pourra naître que si la peine s'applique en même temps aux délits ou crimes de droit commun. Quant aux faits connexes on a fait observer à la Chambre des députés, lors de la discussion de la loi de 1889, qu'il n'est pas plus difficile de distinguer leur caractère que de reconnaître celui du fait principal, car aux termes de l'article 227 du Code d'instruction criminelle « les faits connexes sont ceux qui ont été commis pour se procurer les moyens de commettre le fait principal, pour en faciliter, pour en consommer l'exécution ou pour en assurer l'impunité ».

C) Les individus condamnés à l'étranger à des peines correspondantes à celles prévues à l'article 4 de la loi doivent être exclus de l'armée après constatation par le tribunal correctionnel français du domicile des intéressés de la régularité et de la légalité de la condamnation. Si le tribunal correctionnel n'a pas encore sta-

tué sur la régularité de la condamnation, le Conseil de révision ajournera sa décision à une séance ultérieure ou prendra, à la fin de la session, une décision conditionnelle.

D) Lorsqu'un jeune homme paraît s'être mutilé volontairement ou avoir provoqué sur sa personne une infirmité soit temporaire, soit permanente, dans le but de se soustraire à ses obligations militaires, le Conseil de révision déclarera conditionnellement s'il est ou non propre au service et le déférera ensuite aux tribunaux. Mais il ne prendra de décision définitive à son égard qu'après le prononcé du jugement. A remarquer que le condamné ne pourra être exempté et sera versé dans les sections spéciales de mutilés. La loi du 31 mars 1905 ne prévoit pas dans ce cas de peine pour la simple tentative de délit.

E) Enfin il est un cinquième cas de décision conditionnelle : lorsqu'un jeune homme, dûment autorisé, a été examiné par le Conseil de révision du département où il a sa résidence, l'avis de ce Conseil sur son aptitude physique et son classement dans l'une des parties de la liste est soumis au Conseil de révision du département du lieu d'inscription, seul compétent pour prendre à son égard une décision définitive. Le premier Conseil n'a émis qu'un simple avis (Circulaire du 29 décembre 1905, n° 57) soumis à la condition d'une ratification par le Conseil du département d'inscription. Ce dernier peut donc toujours, dans l'intérêt des jeunes gens comme

dans l'intérêt de l'armée, examiner de nouveau le conscrit déjà visité, s'il se présente devant lui en temps utile. Une conséquence de ces principes est que le Conseil de révision du lieu de la résidence n'a point à accorder de délais ; si les intéressés ne répondent pas à la convocation qui leur est adressée, leur non comparution est simplement constatée.

3° *Décisions ne concernant ni l'aptitude légale ni l'aptitude physique.* — Le Conseil de révision n'a pas seulement à vérifier l'aptitude légale et physique des conscrits, il doit se préoccuper du passé et de la valeur morale des jeunes gens qu'il examine ; pour certains il aura à prononcer une véritable peine. Il devra également tenir compte de la situation particulière des engagés volontaires et de ceux qui, pour des raisons la plupart du temps dignes de considération, sollicitent un délai à l'accomplissement de leurs devoirs militaires.

1° *Décisions entraînant une peine.* — A) *Exclus.* — Les inscrits qui ont subi une des condamnations énumérées à l'article 4 de la loi (1) sont exclus de l'armée en vertu de ce principe que si le service militaire est

1. L'article 4 prévoit quatre catégories d'exclus : 1° Les individus condamnés à une peine affective ou infamante ; 2° ceux qui ont été condamnés à une peine correctionnelle de deux ans d'emprisonnement au moins avec l'interdiction de tout ou partie des droits civiques, civils ou de famille ; 3° les relégués collectifs et individuels ; 4° les individus condamnés à l'étranger à des peines correspondantes après constatation par le tribunal correctionnel français du domicile des intéressés de la régularité et de la légalité de la condamnation.

une charge, il est avant tout un honneur et qu'il ne faut pas que les jeunes soldats appelés sous les drapeaux puissent s'y rencontrer avec ceux que la loi a flétris. Le préfet doit faire toute diligence pour obtenir en temps utile des autorités compétentes le bulletin de condamnation des hommes signalés comme ayant des antécédents judiciaires. Le Conseil de révision les examine, quant à l'aptitude physique, comme les autres conscrits, mais, après vérification des pièces, il prononce leur exclusion de l'armée et les classe dans la quatrième partie de la liste de recrutement. Les exclus sont mis, soit pour leur temps de service actif, soit en cas de mobilisation, à la disposition des ministres de la Guerre ou des Colonies, qui les utilisent en dehors des cadres de l'armée. Un décret du 28 décembre 1900, complété par celui du 10 juillet 1906, a créé deux sections métropolitaines d'exclus rattachées pour le commandement et l'administration, l'une à l'atelier de travaux publics de Mers-el-Kébir, l'autre au pénitencier militaire d'Aïn-el-Hadjar. L'organisation de ces sections a été réglée par l'arrêté ministériel en date du 13 mars 1901 (1).

B) *Omis*.— L'article 16 (alinéas 17 et suivants) de la loi militaire donne au Conseil de révision des attributions spéciales en ce qui concerne les jeunes gens omis sur les tableaux de recensement. On sait qu'ils doivent pro-

1. Les statistiques comptent 53 exclus pour la classe 1909.

duire une lettre d'excuses huit jours au moins avant la séance du Conseil (1). Après avoir lu ce document, entendu les explications verbales de l'intéressé et examiné toutes les circonstances de l'omission, le Conseil pourra prendre trois sortes de décisions : 1° Il peut déclarer l'omis excusé, s'il juge que l'omission provient d'un fait indépendant de sa volonté ; l'omis est alors considéré comme un inscrit ordinaire. 2° Il peut déclarer l'omis non excusé s'il juge que son omission ne provient que d'une négligence grave. Celui-ci est alors annoté comme devant être incorporé dans les troupes coloniales et pourra être envoyé ultérieurement aux colonies. — 3° Il peut, après avoir constaté l'intention frauduleuse, déférer l'omis aux Tribunaux par application de l'article 79 de la loi, sans préjudice de l'incorporation dans les troupes coloniales. Le Conseil a un pouvoir discrétionnaire d'appréciation.

2° *Décisions concernant certains jeunes gens non incorporés avec leur classe d'âge.* — A) *Engagés* (article 29 de la loi). Les engagés présents au corps ne sont pas astreints à se présenter devant le Conseil de révision, l'examen effectué par la Commission de réforme lors de leur engagement tenant lieu de visite médicale. Ils

1. L'article 16 n'indique pas entre les mains de quelle autorité la lettre en question devra être déposée. Sous l'empire de la loi du 25 juillet 1889 cette pièce devait être remise au sous-préfet ; aucun texte n'ayant depuis statué sur la question, il ne semble pas qu'il y ait lieu de changer cette pratique.

sont considérés comme ayant satisfait à l'appel de leur classe et placés d'office par le Conseil de révision dans la troisième partie de la liste cantonale sur la production d'une pièce justificative émanant de l'autorité militaire locale dont ils dépendent. Doivent de ce fait être inscrits dans la troisième partie de la liste : 1° Les jeunes gens servant comme engagés volontaires, soit dans les écoles désignées aux articles 23 et 26 de la loi, soit dans les corps de troupe, sauf s'ils ont été mis en réforme ; 2° Les officiers de l'armée active, les médecins ou vétérinaires qui se trouvent dans les conditions prévues à l'article 25 de la loi ; 3° Les jeunes gens qui sont liés au service dans les armées de terre ou de mer en vertu d'un brevet ou d'une Commission ; 4° Les jeunes marins portés définitivement sur les registres matricules de l'inscription maritime et qui sont à la disposition du ministre de la Marine. En ce qui concerne ces derniers, si leur incorporation n'est pas définitive le jour de la séance de clôture des opérations de la révision, il seront classés dans la première partie de la liste (article 14 de la loi du 24 décembre 1896). Par suite quand le Conseil est saisi d'une demande de l'un de ces jeunes gens, non appuyée de pièces justificatives, il ajourne de droit sa décision à la séance de clôture (Circulaire ministérielle 29 décembre 1905 n° 79). Cependant le Conseil de révision devra convoquer certains engagés et prendre à leur égard des décisions en ce qui concerne leur aptitude physique ; cette exception à la règle concerne

l'engagé volontaire qui a bénéficié d'un congé de réforme définitive numéro 2, ou dont l'acte d'engagement a été annulé et qui est considéré comme n'ayant jamais appartenu à l'armée (article 27 de la loi). Il est inscrit sur les tableaux de recensement de sa classe; toutefois le temps passé par lui sous les drapeaux est déduit du temps de service actif qu'il aura à accomplir s'il est pris bon pour le service. Quant à celui qui a été réformé pour blessures reçues ou infirmités contractées pendant la durée de son engagement dans les armées de terre ou de mer, il est porté sur les tableaux de recensement avec la mention : « Dégagé de toute obligation militaire, a produit un congé de réforme numéro 1. » A remarquer que l'engagé volontaire réformé numéro 2 après deux ans de service n'est plus astreint à l'activité; il est cependant convoqué devant le Conseil qui statue sur son sort dans la réserve. La même règle doit être appliquée au réformé temporaire qui sera examiné comme s'il n'avait pas été incorporé. Dans le cas où il serait pris bon pour le service, le temps qu'il a passé sous les drapeaux avant la réforme temporaire est déduit comme précédemment de son temps de service total (1).

B) *Sursis d'incorporation*. — Ils sont accordés par le Conseil de révision, conformément aux articles 20 et 21 de la loi, aux jeunes gens qui en font la demande et

1. Sur les 316.200 conscrits de la classe 1909, 24.911 ont été classés dans la 3^e partie de la liste cantonale.

qui ont été classés dans le service armé ou auxiliaire. Les sursis ont remplacé les anciennes dispenses ; ils s'adressent à la même catégorie d'intéressés, soutiens de famille, étudiants, etc., mais ils en diffèrent essentiellement en ce que les bénéficiaires sont astreints à leurs deux années d'activité. Ils ont seulement pour but d'accorder, en raison de situations exceptionnelles, un délai pour le paiement de la dette militaire. L'obtention d'un sursis est donc subordonnée à des circonstances de fait dont l'intéressé aura à fournir la preuve et que le Conseil de révision appréciera. A cet effet les dossiers constitués comme il a été dit plus haut sont communiqués au Conseil qui en prend connaissance.

Deux sortes de sursis peuvent être accordés :

1° Le sursis de l'article 20 est obligatoirement consenti par le Conseil à l'un des deux frères inscrits sur les mêmes tableaux de recensement ou faisant partie du même appel. Le choix du bénéficiaire est laissé aux deux intéressés ; en cas de désaccord le sursis profite au plus jeune. « Celui qui au moment des opérations de révision aura un frère servant comme appelé, ne sera également incorporé s'il le demande, qu'après la libération de ce dernier. » Que décider en cas de décès du frère sous les drapeaux ? La question est controversée ; quelques auteurs soutiennent qu'on ne doit pas tenir compte de cette circonstance en face de la prescription impérative de la loi, ordonnant que le béné-

ficiaire ne soit pas incorporé avant l'expiration du temps obligatoire du service de son frère. En bonne logique et il semble que le sursis tenant lieu de l'ancienne dispense, il soit possible d'appeler l'intéressé avec la classe qui suit le décès. En cas de condamnation prolongeant le temps de service, le frère ne pourra être incorporé qu'à la libération effective (Conseil d'État, 6 juillet 1900, Dal. 01.3.85) mais la règle ne s'applique pas au cas de la simple punition. D'une façon générale on admet que le sursis doit être accordé lorsque le soldat est encore présent à son corps au moment de la comparution de son frère devant le Conseil de révision. (Circulaire ministérielle du 29 décembre 1905, n° 75.) Il est d'ailleurs entendu que le frère sous les drapeaux doit servir comme appelé; ne sauraient conférer le bénéfice du sursis les engagés volontaires, les rengagés ou brevetés, les déserteurs, les détenus en vertu d'un jugement, les exclus de l'armée et les jeunes gens ajournés; par contre, sont considérés comme appelés les militaires retenus au service postérieurement à la date légale de leur passage dans la réserve (article 33 de la loi), les militaires classés dans l'armée auxiliaire et les inscrits maritimes.

Pour consentir le sursis, le Conseil n'a pas à distinguer entre les frères germains, consanguins, utérins ou naturels reconnus; quelle que soit leur qualité ils forment tous une seule et même famille; mais il doit

écarter un frère naturel non reconnu ou un frère adoptif. Si une contestation s'élève à ce sujet elle constitue une question préjudicielle du ressort des tribunaux civils. Les omis peuvent également bénéficier du sursis de l'article 20, la loi ne formulant à leur égard aucune exclusion, mais à la condition que leur frère soit présent sous les drapeaux au moment où ils comparaissent effectivement devant le Conseil et non au moment où ils auraient dû comparaître.

D'après l'article 20, l'époque à laquelle il faut se placer pour apprécier si un conscrit a un frère servant comme appelé est le moment des opérations du Conseil de révision ; certains ont soutenu, à un moment quelconque des opérations. Cette opinion résulte de la jurisprudence antérieure concernant les dispenses et notamment d'un avis du Conseil d'État du 25 juillet 1896 aux termes duquel l'expression de la loi du 13 mars 1896, « au moment des opérations du Conseil de révision » signifierait « à un moment quelconque de la durée des opérations du Conseil de révision, durée dont le point de départ est fixé chaque année par un décret du président de la République ». Il ne faudrait pas en effet qu'une circonstance fortuite, telle que la date fixée pour la séance du Conseil, puisse influencer sur l'obtention des sursis. Cette interprétation aurait pour conséquence de faire accorder un sursis au jeune homme dont le frère présent sous les drapeaux au début de la session est décédé ou réformé au moment où lui-même se présente

devant le Conseil. Il ne semble pas que la loi de 1905 ait voulu consacrer cette théorie ; en tout cas la doctrine du ministère de la Guerre est nettement contraire ainsi que l'indique le numéro 75 de la Circulaire du 29 décembre 1905 précité.

2° Sursis d'incorporation renouvelables jusqu'à 25 ans dans un intérêt de famille ou de carrière (article 21 de la loi). — Ils ne sont pas accordés de plein droit comme les précédents, le Conseil de révision se réservant l'appréciation des circonstances particulières invoquées par les intéressés à l'appui de leur demande. Ils peuvent être obtenus d'année en année jusqu'à l'âge de 25 ans, l'âge du réclamant étant envisagé au 1^{er} octobre de l'année du départ de la classe avec laquelle il doit être incorporé. Par suite le Conseil devra refuser le sursis au jeune homme entré dans sa vingt-sixième année, c'est-à-dire ayant 25 ans révolus avant le 30 septembre à minuit de l'année du départ de la classe et le consentir au contraire à celui qui est né dans la nuit du 30 septembre au 1^{er} octobre après minuit et *a fortiori* à celui né après cette date (Circulaire du ministère de la Guerre, 6 juin 1906.) Il y a toutefois une exception à la règle ; les jeunes gens se destinant à l'une des écoles énumérées à l'article 23 de la loi ne peuvent obtenir un sursis dans l'intérêt de leurs études que jusqu'à l'âge de 22 ou 23 ans, selon que la durée des cours est de trois ou deux ans, de façon à ce que, défalcation faite de ces années d'école, les jeunes gens en question

puissent être incorporés dans un corps de troupe à 25 ans au plus tard. Les demandes de sursis, instruites dans les formes légales (enquête du maire, délibération du conseil municipal, voir plus haut), sont jugées souverainement par le Conseil de révision. Elles peuvent recevoir une solution favorable malgré l'opposition des parents des intéressés.

Dans le cas où le bénéficiaire renoncerait au sursis qui lui a été accordé, il doit adresser une renonciation écrite au commandant du bureau de recrutement dont il relève, qui en informe le préfet. Les demandes de sursis qui n'auraient pu être examinées par le Conseil de révision en séance ordinaire, sont jugées à la session extraordinaire qui se tient du 24 août au 4 septembre de chaque année. Elles doivent parvenir le 24 août au plus tard à la préfecture et porter le motif de leur production tardive. En cas de résidence à l'étranger la demande initiale de sursis est renouvelable par tacite reconduction et reste valable jusqu'à ce que l'intéressé ait atteint l'âge de 25 ans, sauf renonciation expresse de sa part. Il suffit que le commandant de recrutement présente chaque année au Conseil de révision un certificat de position dressé par le consul de la résidence pour que le conseil puisse statuer sur le renouvellement de sursis. La décision est notifiée à l'intéressé.

Les jeunes gens ayant obtenu un sursis sont inscrits dans la septième partie de la liste de recrutement cantonal.

C) *Opérations subsidiaires.*

Toutes les décisions du Conseil de révision sont inscrites sur un procès-verbal, qui doit porter en outre l'heure de l'ouverture et celle de la clôture de la séance, les noms et qualités des membres du Conseil et des fonctionnaires civils et militaires qui étaient présents en exécution de l'article 16 de la loi, l'avis du médecin militaire en ce qui concerne chaque conscrit examiné, les observations du sous-intendant et la mention des incidents qui se sont produits au cours de la séance. Le procès-verbal est lu publiquement et signé par les membres du Conseil de révision, par le sous-intendant et les médecins militaires (Circulaire ministérielle du 29 décembre 1903, n° 88). Il a un caractère authentique ; on ne pourrait par suite soutenir, sans recourir à la procédure de l'inscription de faux, qu'il contient une erreur matérielle ou qu'une décision du Conseil n'a pas été exactement rapportée (Conseil d'État, 28 juin 1878, affaire Dury).

La signature du procès-verbal est le dernier acte du Conseil de révision ; il reste toutefois à effectuer quelques opérations d'ordre secondaire. C'est d'abord l'établissement de la liste de recrutement cantonale constituée par l'adjonction à chaque page du tableau de recensement cantonal d'un feuillet préparé à l'avance par les soins du préfet, formant corps avec lui et divisé

en sept parties conformément à l'article 30 de la loi ; une colonne spéciale contient une copie des décisions rendues par le Conseil. A l'expiration des délais accordés aux jeunes gens, c'est-à-dire le dixième jour au plus tard qui suit la date fixée par le décret annuel pour la clôture des opérations, le Conseil clôt et arrête les listes de recrutement cantonales. Cette opération est constatée par une délibération inscrite au procès-verbal de la séance (Circulaire ministérielle du 29 décembre 1905, n° 89).

Des comptes numériques sur les jeunes gens de la classe et sur les ajournés des classes précédentes, ainsi que des rapports sur les opérations de la révision, doivent être adressés au ministre de la Guerre par les préfets à la date qui leur est annuellement indiquée. Ces fonctionnaires établissent en outre les décomptes des frais de déplacement (arrêté du 16 février 1906) et les rapports de liquidation.

En ce qui concerne les jeunes gens qui ont été visités dans le département de leur résidence, le préfet de ce département doit retourner au préfet du département d'inscription dans les deux jours qui suivent l'examen médical, les pièces communiquées portant l'avis du Conseil de révision et le signalement des individus examinés. Dans les cas où ces pièces ne seraient pas parvenues au Conseil de révision du domicile le jour où il siège dans le canton de l'inscrit, il ajournera sa décision à la séance de clôture.

Quant aux jeunes gens en résidence régulière à l'étranger, visités au Consulat de leur résidence et ceux dans les mêmes conditions qui ont sollicité un sursis d'incorporation, ils sont informés sans retard par les préfets intéressés des décisions prises à leur égard par le Conseil de révision.

Enfin l'article 18 de la loi prévoit la délivrance de certificats de position militaire aux ajournés et aux exemptés. Les certificats d'ajournement sont délivrés sur papier libre par le commandant de recrutement et les certificats d'exemption par le préfet.

CINQUIÈME PARTIE. — Recours

Sauf les décisions conditionnelles, les décisions des Conseils de révision sont définitives (article 29). Le numéro 46 de la Circulaire du 29 décembre 1905 insiste sur ce caractère : « Dès que le président a proclamé une décision, elle est acquise et ne peut plus être modifiée par le Conseil de révision dans la même séance ni dans la même session. » Bien entendu la décision n'est définitive qu'autant qu'elle est contradictoire ; il faut que l'intéressé soit présent ou absent dûment convoqué (Conseil d'État, 5 février 1875, affaire Labarbe). Si le conscript n'a pas été convoqué, la décision ne devient définitive qu'après notification dans la forme administrative. Certains auteurs et certains conseils de révision ont cependant prétendu que le conseil peut revenir sur sa

décision tant que la séance est ouverte et le procès-verbal non encore signé. On peut objecter que si l'on va jusqu'au bout de la comparaison souvent faite entre les Conseils de révision et les tribunaux ordinaires, le Conseil rend autant de jugements qu'il y a de jeunes gens appelés à comparaître devant lui et épuise sa juridiction dès qu'il a statué sur le cas de chacun d'eux à la manière d'un tribunal judiciaire qui rend plusieurs jugements dans la même audience (dans ce sens Conseil d'État, 16 décembre 1881, affaire Desmont, et 23 janvier 1885, affaire Corlay).

Ces décisions définitives « peuvent néanmoins être attaquées devant le Conseil d'État pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi... Elles peuvent être aussi revisées par les Conseils de révision eux-mêmes pour l'un des motifs ci-après : erreur matérielle dans les pièces sur le vu desquelles la décision a été prise, défaut de justification imputable aux fonctionnaires ou agents civils ou militaires, chargés d'établir les pièces ou de les transmettre. »

Nous allons étudier successivement ces deux voies de recours.

A. — *Recours devant le Conseil d'État.*

Les décisions des Conseils de révision ne sont susceptibles ni d'appel, ni d'opposition ; « Si les jeunes gens ne se rendent pas à la convocation ou ne se font

pas représenter, ou n'ont pas obtenu un délai, il est procédé comme s'ils étaient présents (article 17) », elles peuvent toutefois être déférées au Conseil d'État, mais à lui seul ; le ministre de la Guerre ne pourra dans aucun cas annuler une décision du Conseil de révision (Conseil d'État, 6 juillet 1863. Dal. 85.3.41 et 16 novembre 1894. Dal. 95.5.448) ou décider sur quelle liste doit être maintenu un jeune homme inscrit à la fois dans deux départements (12 décembre 1873, affaire Vidal).

Quelle sera la nature exacte du recours devant le Conseil d'État ? La plupart des auteurs attribuent au Conseil de révision un double caractère ; il serait alternativement un corps administratif accomplissant des actes d'autorité et un tribunal administratif d'exception, susceptible de rendre de véritables jugements en dernier ressort. Cette distinction aurait la conséquence immédiate de faire naître deux recours différents : les actes administratifs du Conseil de révision seraient portés devant le Conseil d'État en vertu du recours en annulation pour excès de pouvoir, dispensé de frais et valable *erga omnes*, tandis qu'à ses jugements correspondrait le recours en cassation onéreux et opérant seulement *inter partes*. Mais quelles définitions permettront de discerner ses actes de ses jugements ? Dira-t-on que le Conseil est corps administratif lorsqu'il révisé les tableaux de recensement et qu'il devient tribunal lorsqu'il statue sur l'aptitude physique des jeunes gens, ou qu'il accorde un sursis ou un délai ?

Cependant la révision des tableaux ne consiste pas en une simple vérification du travail des autorités municipales ; le Conseil peut effectuer de lui-même des inscriptions ou des radiations ; il peut en un mot déclarer un jeune homme bon à être inscrit ou inapte à être inscrit, de la même façon qu'il le déclarera plus tard, lors de l'examen médical, bon pour le service ou exempté de tout service. Il n'y a pas de raison apparente à vouloir différencier les premières décisions des secondes ; elles ont la même nature, elles sont prises dans les mêmes formes, soumises aux mêmes garanties de publicité et rendues les unes et les autres contradictoirement ; elles doivent faire l'objet du même recours. La procédure compliquée instituée par la loi devant les conseils de révision paraît d'ailleurs incompatible avec la notion de l'acte d'autorité, de l'acte de commandement. Enfin si l'on admet que le Conseil de révision, en sa qualité de corps administratif accomplit des actes d'autorité, il faut en conclure que le recours contentieux de pleine juridiction est possible contre de tels actes et que les conscrits seront admis, s'ils peuvent faire valoir la lésion d'un droit, à réclamer une indemnité, ce qui est impossible. On peut donc affirmer que le recours porté devant le Conseil d'État est dans tous les cas uniquement un recours en cassation, quoique l'article 29 ne donne à ce sujet aucun éclaircissement.

Qui peut recourir ? L'article 29 ne distingue pas

comme autrefois entre le ministre et les parties intéressées. Avant la loi de 1889 les décisions des Conseils de révision ne pouvaient être attaquées par les particuliers devant le Conseil d'État que pour incompétence ou excès de pouvoir, d'abord en vertu de la jurisprudence générale du Conseil d'État (7 août 1884, Dal. 85.3.68; 5 août 1887, Dal. 88.3.138) basée sur la loi des 7 et 14 octobre 1790, ensuite en vertu de l'article 30 de la loi du 27 juillet 1872. Le ministre de la Guerre avait seul qualité pour exercer le recours pour violation de la loi et seulement dans l'intérêt de la loi, c'est-à-dire à un point de vue doctrinal; on admettait toutefois que dans le cas où la décision annulée portait préjudice à l'une des parties, celle-ci pouvait profiter de l'annulation prononcée (Conseil d'État, 7 décembre 1888, Dal. 89.5.398). Le recours pour violation de la loi était réservé au ministre par crainte d'entraver l'exécution des opérations de recrutement (*Journal officiel* du 4 juin 1872). Le système mixte de 1872 ne fut pas maintenu par la loi du 15 juillet 1889. L'article 32 de ce dernier texte a ouvert définitivement le recours en Cassation, même pour violation de la loi, à toutes les parties intéressées. Qu'entend-on par parties intéressées?

Ce sont les personnes lésées par la décision du Conseil de révision; elles sont exclusivement au nombre de 2: d'une part l'inscrit sur les tableaux de recensement dûment assisté, s'il y a lieu, pour la régularité de

l'instance par son représentant légal, et d'autre part le ministre de la Guerre quoique aucun texte ne lui accorde cette faculté; la jurisprudence tire cette opinion des termes généraux de l'article 29: « Les décisions du Conseil de révision peuvent être attaquées devant le Conseil d'État... » Mais nulle autre personne n'a le droit de se pourvoir devant le Conseil d'État, pas même ceux qui ont représenté les appelés devant le Conseil de révision, ni les préfets qui en qualité de présidents ont participé à la décision attaquée, ni les sous-préfets, maires ou fonctionnaires du ministère de la Guerre qui ne sont pas directement intéressés. Pour ce dernier cas un arrêt du Conseil d'État du 9 décembre 1892 a jugé en effet qu'un recours signé pour le ministre et par son ordre par l'adjoint ou le directeur du contrôle n'est pas recevable.

Les exclus quoique indignes ont le droit de se pourvoir; cette faculté leur a été formellement reconnue au cours de la séance du Sénat du 27 avril 1888 par le rapporteur de la commission sénatoriale; il en est de même des individus rentrant dans les prévisions de l'article 3 de la loi qui peuvent réclamer contre leur incorporation dans un bataillon d'infanterie légère d'Afrique.

Quels sont les moyens d'annulation mis à la disposition des intéressés? A remarquer tout d'abord que le Conseil d'État n'est pas juge de la question de fait; celle-ci ne pourra être tranchée qu'au moyen de la procé-

ture de la révision, c'est-à-dire par le Conseil de révision lui-même à sa plus prochaine session ; cette absence de recours quant au fond devant une juridiction supérieure donne au Conseil de révision un véritable pouvoir discrétionnaire. L'article 29 prévoit trois moyens d'annulation ; l'incompétence, l'excès de pouvoir et la violation à la loi ; il y aurait incompétence si un Conseil de révision statuait sur le cas d'un conscrit inscrit dans un autre département ; il y aurait excès de pouvoir si un Conseil avait statué avec un nombre de membres insuffisant, toutes les décisions prises seraient alors entachées de nullité ; il y aurait enfin violation de la loi dans le cas où un Conseil de révision aurait accordé à un conscrit un deuxième ajournement.

Indépendamment du recours ordinaire, le ministre de la Guerre a à sa disposition le recours spécial dit dans l'intérêt de la loi, qui a pour objet de réformer, mais seulement au point de vue doctrinal, les jugements des Conseils de révision. Ce recours, contrairement aux règles générales du droit, en cette matière, peut profiter aux intéressés s'ils le demandent.

A ce sujet la loi de 1889 offrait quelques incertitudes dans son texte et avait donné lieu à des contestations, car elle ne spécifiait pas quel recours du ministre devait profiter aux intéressés. La loi de 1905 ne laisse subsister aucun doute : « L'appelé pourra toujours réclamer le bénéfice de l'annulation, même si elle est prononcée sur le recours du ministre formé dans

l'intérêt de loi. » Ce recours pourra-t-il nuire à l'inscrit? on doit admettre que non; l'article 29 qui ratifie une dérogation aux principes généraux ne doit pas être élargi et d'ailleurs l'intéressé ne réclamera pas le bénéfice de l'annulation s'il n'y trouve pas un avantage. Le pourvoi du ministre peut être introduit seulement si la décision n'a pas été déjà attaquée par l'intéressé et quand elle ne peut plus l'être (Conseil d'État, 13 décembre 1878, Dal. 79.5.16; 1^{er} août 1884, Dal. 85.5.1117; 17 janvier 1896, Dal. 96.3.104) à moins que le recours formé précédemment par les parties ait été rejeté pour déchéance ou non recevabilité en la forme ou au fond, mais à la condition dans ce dernier cas que le moyen invoqué par le ministre soit autre (Conseil d'État, 4 juillet 1884, Dal. 86.2.13).

Seules les décisions définitives sont susceptibles d'un recours en Cassation; le recours n'est pas admis contre les décisions conditionnelles, sauf si la condition elle-même est attaquée, (Affaire Dillon, 4 décembre 1874.) Si le Conseil d'État est saisi d'un recours pour excès de pouvoir contre une décision par laquelle un Conseil de révision a refusé de statuer sur une question de sa compétence, il devra déclarer ce recours non recevable comme soulevant une question réservée au Conseil de révision et par application de la théorie du recours parallèle, (Laferrière traité de la juridiction administrative, t. II, page 598, deuxième édition).

Le délai du recours est de deux mois francs (loi du

13 avril 1900, article 24) ; il commence à courir du jour de la notification (Décret du 22 juillet 1806, article 11), qui a lieu immédiatement en séance par la voix du président ou, si l'intéressé est absent ou ne s'est pas fait représenter, par la voie administrative (Conseil d'État 17 juillet 1874, affaire Jacquet). Le délai n'a pas d'effet suspensif, pas plus que le recours lui-même, « et il ne pourra en être autrement ordonné », ajoutait la loi de 1889, faisant ainsi allusion aux termes du décret du 22 juillet 1806 (art. 3) qui autorisait en effet les arrêts de sursis suspendant l'exécution des décisions attaquées. Les rédacteurs de 1905 n'ont pas cru devoir reproduire cette formule, la loi stipulant impérieusement que le recours n'aura pas d'effet suspensif. Cette défense formelle a paru une garantie suffisante. L'inconvénient de donner aux recours un caractère suspensif serait de les multiplier, de procurer ainsi une gêne sérieuse aux fonctionnaires chargés du recrutement et de compromettre la défense nationale.

La requête rédigée sur papier timbré est déposée et enregistrée comme d'ordinaire au secrétariat de la section du contentieux chargée de l'instruction de l'affaire. Elle doit être accompagnée d'une copie authentique de la décision attaquée. Elle est présentée par un avocat, puisqu'il s'agit d'un recours en Cassation ; il n'y a aucun texte dérogatoire (jugé dans ce sens Conseil d'État, 20 août 1849, Dal. 48.3.53 ; 23 décembre 1887, Dal. 89.3.14 ; 28 février 1890, Dal. 91.3.84). Le pour-

voï du ministre est introduit par simple lettre adressée au président de la section du contentieux. La cause est communiquée au ministre de la Guerre toujours appelé à présenter ses observations, même dans les affaires où il n'est pas partie principale. Il est aussi chargé d'assurer l'exécution de la décision du Conseil d'État et de la notifier aux intéressés dans la forme administrative. Le jugement n'a d'effet qu'*inter partes* ; l'annulation est *res inter alios judicata* à l'égard des tiers étrangers au recours, qui ne peuvent s'en prévaloir. Lorsque la décision d'un Conseil de révision est annulée il faut qu'elle soit remplacée par une autre afin que la situation militaire du conscrit soit fixée et que le cas ne reste pas sans solution au fond. A cet effet l'affaire sera renvoyée au Conseil de révision qui avait irrégulièrement statué, à moins que le vice de la décision ne consiste dans son incompétence, auquel cas le Conseil compétent serait directement saisi.

B. — *Pourvoi en Révision.*

La loi du 20 avril 1898 autorise pour la première fois les Conseils de révision à réviser eux-mêmes leurs propres décisions. Modifiée par la loi du 5 avril 1900, elle fut reproduite presque entièrement dans la loi de 1905. Ce nouveau recours subsiste à côté du précédent ; le Conseil d'État ne peut en effet relever que les erreurs de droit ; les Conseils de révision relèveront leurs propres erreurs de fait.

Les cas de révision sont très limités ; ils peuvent être motivés : 1° par une erreur matérielle dans les pièces sur le vu desquelles la décision a été prise ; il s'agit par exemple de documents présentant d'une manière inexacte, mais sans intention frauduleuse, la situation du réclamant ; s'il y avait présomption de fraude, l'affaire serait portée devant le tribunal correctionnel, conformément à l'article 79 de la loi. Bien que la loi ne vise ici formellement que l'erreur matérielle dans les pièces il convient à *fortiori* d'y assimiler l'erreur plus matérielle encore qui se produit quand par exemple le Conseil de révision se trompe sur la personne du comparant et attribue à l'un la décision destinée à l'autre (circulaire ministérielle du 14 mai 1900) ; 2° Par le défaut de justification imputable aux fonctionnaires ou agents civils ou militaires chargés d'établir les pièces ou de les transmettre. La loi prévoit ici le cas où les intéressés ayant sollicité pour les justifications requises l'avis ou le concours des autorités civiles ou militaires (préfets, sous-préfets, maires, chefs de corps, etc.), n'ont pu par l'erreur ou la négligence de ces autorités ou de leurs subordonnés produire en temps utile devant le Conseil de révision les dossiers justificatifs de leurs droits. La preuve de l'erreur ou de la négligence imputée à ces fonctionnaires ou agents devra être fournie par les réclamants eux-mêmes (même circulaire).

L'énumération précédente étant limitative, aucun inscrit se prétendant lésé par une décision du Conseil de

révision ne sera fondé à en demander la révision quand cette décision sera la conséquence d'un défaut de justification de son droit imputable à sa propre négligence et non à celle des autorités chargées de l'établissement et de la transmission des pièces. Sera forclos notamment tout inscrit n'ayant présenté ni réclamation, ni pièces au cours des diverses opérations de recensement et de révision.

De même la loi n'admet jamais les Conseils de révision à réviser eux-mêmes les décisions dans lesquelles les intéressés relèveraient une erreur de droit quelconque, le Conseil d'État étant seul compétent en pareil cas.

La demande de révision ne peut être introduite que par le ministre de la Guerre (Conseil d'État, 23 novembre 1900, affaire Fradin), soit d'office, soit à la requête des intéressés ; dans ce dernier cas les intéressés lui adresseront par l'intermédiaire des préfets leurs demandes accompagnées de toutes les pièces requises pour en établir le bien fondé. La demande, une fois déclarée recevable par le ministre, est retournée au préfet qui la soumet en principe au Conseil de révision le jour où il siège dans le canton auquel appartient le réclamant et dans la session qui suit immédiatement la découverte de l'erreur, ou, au plus tard dans celle qui précède le renvoi de la classe avec laquelle l'intéressé a été incorporé, une révision n'ayant plus par la suite aucun intérêt pour le conscrit qui aurait terminé son temps de service.

La décision révisée est consignée sur le procès-verbal de la séance et reproduite sur les listes et contrôles où figure le réclamant. Le commandant de recrutement intéressé en prend note sur ses registres et la notifie immédiatement aux autorités militaires, en vue d'assurer les mesures d'exécution qu'elle comporte.

SIXIÈME PARTIE. — Fraudes et sanctions

Cette matière est régie par le titre V de la loi de 1905, articles 79, 80, 81 et 82.

Article 79. — «... Sont déférés aux mêmes tribunaux (Tribunaux judiciaires) et punis de la même peine (1 mois à 1 an de prison) : 1° les jeunes gens appelés, qui par suite d'un concert frauduleux se sont abstenus de comparaître devant le Conseil de révision. » L'intention ne suffit pas il faut que l'entente ait été suivie d'effet. « 2° Les jeunes gens qui, à l'aide de fraudes ou manœuvres, se font exempter par un conseil de révision, sans préjudice de peines plus graves en cas de faux. » Dans ce dernier cas il y a lieu d'appliquer les articles 145 à 148 et 159 à 162 du Code pénal ; les peines prévues sont les travaux forcés à perpétuité pour les fonctionnaires publics et à temps pour toute autre personne. « Les auteurs et complices sont punis de la même peine. »

« Le jeune homme indûment exempté est rétabli en tête de la première partie de la classe appelée, après

qu'il a été reconnu que l'exemption avait été indûment accordée. » Depuis la disparition du tirage au sort cette disposition n'a plus de portée ; d'autre part la loi n'indique pas si ce jeune homme sera incorporé dans les troupes coloniales, si bien qu'en fin de compte il se trouve mieux traité qu'un omis. Le ministre, sans qu'une décision judiciaire soit intervenue, ne pourrait faire réinscrire d'office en tête de liste le nom du conscrit indûment exempté. La preuve de la fraude doit être faite auparavant devant les tribunaux judiciaires de répression. La juridiction du Conseil de révision est en effet épuisée dès qu'il a prononcé l'exemption et le recours en Cassation devant le Conseil d'État n'est pas possible, puisqu'il s'agit d'une question de fait.

Article 80. — « Tout homme prévenu de s'être rendu impropre au service militaire soit temporairement, soit d'une manière permanente, dans le but de se soustraire aux obligations imposées par la présente loi, est déféré aux tribunaux, soit sur la demande des Conseils de révision, soit d'office (c'est-à-dire à la diligence du Procureur de la République). S'il est reconnu coupable, il est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an. » Le cas le plus fréquent est celui de la mutilation volontaire, l'ablation d'un doigt, par exemple. En attendant la décision judiciaire le conseil de révision rend une décision conditionnelle. Les fraudeurs ne sont jamais exemptés : « à l'expiration de leur peine ils sont mis à la disposition du ministre de la Guerre pour tout le temps du

CHAPITRE III

Des engagements volontaires

Toutes les législations qui ont imposé le service obligatoire ont laissé subsister à son côté l'engagement volontaire; la loi de 1905 a consacré le même principe. Il ne faut pas décourager les bonnes volontés et écarter de la carrière militaire les jeunes gens qui se sentent une réelle vocation pour le métier des armes ou qui, plus simplement, désirent choisir eux-mêmes le moment qui leur est le plus favorable pour payer leur dette à la patrie. Il ne faut pas oublier non plus que l'engagement volontaire sert bien souvent d'introducteur au rengagement, seul capable de recruter les cadres inférieurs de l'armée et de renforcer nos effectifs affaiblis par le service de deux ans.

L'autorité civile qui assume tout le poids des opérations du recensement n'a en cette matière qu'un rôle secondaire. L'engagement volontaire est, dit-on, un contrat passé entre l'État et l'individu. Sans préjuger de sa nature exacte, qui sera étudiée plus loin, il est permis cependant de dire que l'acte d'engagement ne sau-

ves prévues à l'article 262 du Code de justice militaire.

Article 82. — « Tout fonctionnaire ou officier public, civil ou militaire qui, sous quelque prétexte que ce soit, a autorisé ou admis des exclusions ou exemptions autres que celles déterminées par la présente loi ou qui aura donné arbitrairement une extension quelconque soit à la durée, soit aux règles ou conditions des appels, des engagements ou des rengagements, sera coupable d'abus d'autorité et puni des peines portées dans l'article 185 du Code pénal, sans préjudice des peines plus graves prononcées par ce code dans les autres cas qu'il a prévus. » L'article 185 du Code pénal prévoit une amende de 200 à 500 francs et l'interdiction temporaire des fonctions publiques. La tentative de délit est punissable (article 87 de la loi).

Les juges peuvent, en temps de paix, accorder des circonstances atténuantes à tous les individus visés par les articles précédents : l'application en est faite pour les condamnés n'appartenant pas à l'armée conformément à l'article 463 du Code pénal.

Les omissions et exemptions frauduleuses sont relativement rares : quatre affaires judiciaires ont été seulement déférées aux tribunaux civils en 1910 par application des articles 79 et 87 de la loi militaire.

CHAPITRE III

Des engagements volontaires

Toutes les législations qui ont imposé le service obligatoire ont laissé subsister à son côté l'engagement volontaire; la loi de 1905 a consacré le même principe. Il ne faut pas décourager les bonnes volontés et écarter de la carrière militaire les jeunes gens qui se sentent une réelle vocation pour le métier des armes ou qui, plus simplement, désirent choisir eux-mêmes le moment qui leur est le plus favorable pour payer leur dette à la patrie. Il ne faut pas oublier non plus que l'engagement volontaire sert bien souvent d'introduit au rengagement, seul capable de recruter les cadres inférieurs de l'armée et de renforcer nos effectifs affaiblis par le service de deux ans.

L'autorité civile qui assume tout le poids des opérations du recensement n'a en cette matière qu'un rôle secondaire. L'engagement volontaire est, dit-on, un contrat passé entre l'État et l'individu. Sans préjuger de sa nature exacte, qui sera étudiée plus loin, il est permis cependant de dire que l'acte d'engagement ne sau-

rait se passer de certaines formes solennelles, destinées à renseigner les contractants sur la nature de leurs futures obligations et à éviter les contestations que pourrait suggérer la mauvaise foi. Le simple consentement des parties ne suffit pas ; un tiers doit intervenir qui apportera le caractère d'authenticité que l'expérience a reconnu nécessaire. Ce rôle de témoin officiel est confié au maire.

« Les engagements volontaires sont contractés dans les formes prescrites par les articles 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42 et 44 du Code civil devant les maires des chefs-lieux de canton en France, devant les officiers de l'état civil désignés par Décret en Algérie (les engagements des indigènes sont reçus par les sous-intendants militaires) et par arrêté des gouverneurs dans les colonies ou résidents généraux dans les pays de protectorat (article 53 de la loi de 1905) » Le maire intervient comme officier de l'état civil. Le principe n'est pas nouveau : les lois de la révolution avaient déjà placé dans les attributions municipales la réception des engagements volontaires, des enrôlements, comme on les appelait alors, mais les formes actuelles ne furent introduites dans notre législation que par la loi du 10 mars 1818. Il n'y a là rien qui puisse étonner, l'inscription sur les registres de l'état civil n'est-elle pas la manière la plus simple de donner à un contrat, par la voie administrative, un caractère d'authenticité indiscutable ?

L'homme qui désire contracter un engagement volontaire devra donc se présenter à la mairie d'un chef-lieu de canton (le maire d'une simple commune serait incompetent), porteur des pièces établissant qu'il est dans les conditions légales. Les exigences de la loi sont les suivantes (articles 50 et 51 de la loi) :

1° Il faut être Français ou naturalisé Français ou avoir le droit d'être inscrit sur les tableaux de recensement, ou enfin être autorisé par la loi à servir dans l'armée française. L'officier municipal s'assurera en conséquence que le jeune homme qui se présente devant lui est dans les conditions exigées ; il devra notamment pour les mineurs, français sous condition résolutoire, qui ont la faculté de répudiation de la qualité de Français, faire établir leur statut d'une manière définitive et exiger qu'ils souscrivent les déclarations réglementaires (Circulaire du garde des Sceaux du 28 août 1893).

2° L'engagé doit jouir de ses droits civils ; l'intéressé profite de la présomption légale établie par l'article 8 du Code civil : « Tout Français jouit de ses droits civils. » La loi prévoit cependant la délivrance par le maire de la commune du domicile d'un certificat spécial rédigé à l'aide des constatations de l'extract du casier judiciaire (article 50). En fait un certificat de bonne vie et mœurs portant la mention de la jouissance suffit.

3° Avoir 18 ans accomplis et dans tous les cas moins de 32 ans. Les élèves de l'École polytechnique font exception (loi du 2 mars 1894). La limite extrême de 32 ans

ne s'applique qu'aux exemptés et aux réformés ainsi qu'aux jeunes gens classés dans l'armée auxiliaire. Les indigènes d'Algérie ne peuvent s'engager que jusqu'à 30 ans. L'engagé justifie de son âge par un acte de naissance et à défaut de cette pièce par un acte de notoriété établi conformément aux articles 70, 71 et 72 du Code civil, ou par un jugement obtenu sur la présentation des registres et papiers émanant des père et mère décédés, ou même d'après la preuve testimoniale (Code civil, article 46).

4° Réunir les conditions d'aptitude physique énumérées dans le tableau joint au Décret du 27 juin 1905 et qui indique notamment la taille et le poids à exiger selon les différentes armes. L'aptitude physique est constatée par un certificat délivré par le commandant d'un bureau de recrutement, après avis d'un médecin militaire ou à défaut d'un médecin civil désigné par l'autorité militaire. Le chef du corps choisi par l'engagé peut également délivrer le certificat d'acceptation après visite d'un des médecins sous ses ordres (Décret du 27 juin 1905, article 4). L'engagement doit être contracté dans les quarante-huit heures qui suivent la délivrance du certificat d'acceptation.

5° N'être ni marié, ni veuf avec enfant. Il faut que l'engagé soit libre de toute charge de famille pour pouvoir se consacrer entièrement à ses devoirs militaires. Quoique la loi ne le dise pas, la même interdiction s'étend au divorcé avec enfant, même s'il n'a pas la garde de

l'enfant. Il conserve en effet des droits de puissance paternelle qui seraient incompatibles avec sa nouvelle situation. La preuve de l'état de célibataire ou de veuf sans enfant sera faite conformément à l'article 37 du Code civil par déclaration devant deux témoins majeurs et insérée dans l'acte d'engagement (Décret du 27 juin 1905, article 6).

6° N'avoir en principe subi aucune des condamnations énumérées aux articles 4, 5 et 50, numéro 3. L'article 4 entraînant l'exclusion de l'armée, l'individu ayant subi une des condamnations visées à ce texte, ne peut naturellement s'engager dans aucun cas ; l'article 5 prévoit seulement l'incorporation dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique, mais sans permettre les engagements même dans ces corps. Les jeunes gens internés dans une maison de correction par application de l'article 66 du Code pénal peuvent s'engager dans les conditions de droit commun ainsi que ceux de l'article 5 bénéficiant de la loi de sursis du 26 mars 1891, à moins qu'ils n'aient été condamnés pour avoir exercé le métier de souteneur. La situation pénale de tous ces individus est déterminée par la production d'un extrait du casier judiciaire (bulletin n° 2) que les intéressés peuvent obtenir par l'intermédiaire du commandant du bureau de recrutement. En cas de condamnations autres que celles énumérées aux articles 4 et 5 de la loi, le maire doit consulter le ministre pour savoir si l'engagement est susceptible d'être accepté.

D'après la jurisprudence le délit de grivèlerie ou de filouterie d'aliments n'empêche pas l'engagement.

7° Etre porteur d'un certificat de bonne vie et mœurs dressé par le maire du dernier domicile, et, dans le cas d'un séjour de moins d'une année à ce dernier domicile, d'un deuxième certificat du maire du domicile antérieur. Ces certificats doivent être légalisés par le préfet, à moins que l'engagement ne soit contracté dans le département où l'engagé volontaire est domicilié.

8° Avoir avant l'âge de 20 ans le consentement des représentants légaux. Il est d'usage d'exiger un consentement écrit quoique la loi ne le dise nulle part ; ce document est annexé à la minute de l'acte souscrit par l'engagé et mention en est faite dans l'acte lui-même. Les représentants sont ceux désignés par le Code civil, c'est-à-dire les parents ou le tuteur. L'émancipé qui peut disposer librement de sa personne n'a pas besoin de consentement. Si le mineur n'est pas émancipé le consentement du père suffit ; en cas de décès, d'interdiction, de privation des droits civils ou de déchéance du père, celui de la mère supplée alors même qu'elle n'est pas tutrice, à moins toutefois qu'elle ait été exclue de la tutelle. Cette dernière disposition est contestée par certains auteurs qui soutiennent que la faculté de consentir prend naissance dans la puissance paternelle et non dans la tutelle et que, tant que la mère n'est pas déchue de la puissance paternelle, elle conserve le droit de consentir, à moins d'impos-

sibilité absolue de manifester sa volonté (démence ou interdiction). Si la mère est déchue ainsi que le père, le tribunal désigne un tuteur ou accorde la tutelle à l'administration de l'assistance publique ; tous les deux ont qualité pour autoriser. Si le père dément n'est pas interdit, la mère doit faire nommer un administrateur provisoire ; après cette décision de justice, elle est admise à autoriser seule.

A défaut de père et de mère et en cas d'absence d'ascendants du premier degré, les ascendants du deuxième ou troisième degré ne sont appelés à donner leur consentement que s'ils sont tuteurs légaux. On ne distingue pas entre la parenté légale et la parenté naturelle ; toutefois la reconnaissance est nécessaire et si c'est la mère qui a reconnu, elle seule peut consentir. Si le père a disparu sans être légalement absent, le ministre de la Guerre peut autoriser l'engagement à titre provisoire jusqu'à la production d'un acte de notoriété attestant l'absence du père ; cet acte a été jugé suffisant en raison de l'impossibilité dans laquelle on se trouve de faire rendre un jugement déclaratif d'absence. Le consentement définitif est alors donné par la mère. Si le père n'est ni mort, ni absent, ni disparu et si sans refuser formellement son consentement il oppose une inertie passive, il doit être mis en demeure de consentir et, à défaut du père, la mère peut être alors autorisée par la justice à accorder l'autorisation en son lieu et place. Si le jeune homme n'a plus de

parents le consentement est donné par son tuteur, autorisé spécialement à cet effet par le conseil de famille, et s'il n'a pas de tuteur, il y a lieu de faire nommer un tuteur *ad hoc* (lettre du ministre de la Guerre au ministre de l'Intérieur, 15 mars 1902). En cas de divorce ou de séparation de corps l'article 50 prévoit que le consentement sera donné par celui des parents qui a la garde de l'enfant ; une copie du jugement de divorce ou de séparation sera produite. Ces dispositions sont nouvelles et ont été introduites par la Commission de la Chambre des députés en 1905. Si l'enfant est confié à une tierce personne, on revient bien entendu au droit commun, de même en cas de décès du parent qui a la garde. L'article 50 traite enfin de la situation des enfants moralement abandonnés par leurs parents sans que ceux-ci aient été légalement frappés de la déchéance paternelle ; dans ce cas le consentement du directeur de l'assistance publique à Paris et du préfet dans les départements est nécessaire et suffisant.

9° Il faut n'être pas lié au service comme appelé ou comme inscrit maritime. La preuve en est faite par simple déclaration reçue devant deux témoins et insérée dans l'acte d'engagement (Décret du 25 juin 1905, article 6). Peuvent donc contracter un engagement volontaire les ajournés, les exemptés, ceux qui ont été classés dans le service auxiliaire ou dont un précédent engagement a été annulé, les réformés définitivement

et les inscrits maritimes renoncataires. Les hommes soumis à la loi militaire doivent justifier de leur situation, les ajournés par un certificat d'ajournement, les exemptés par un certificat d'exemption, les réformés par un certificat de réforme, etc. La loi de 1889 (article 59) refusait aux jeunes gens la faculté de s'engager entre l'époque de leur inscription et la date de leur incorporation, la loi de 1905 n'a pas reproduit cette disposition.

10° Des conditions spéciales sont exigées dans plusieurs cas, notamment le consentement de certaines autorités militaires pour l'engagement au titre des corps énumérés à l'instruction ministérielle du 7 février 1911 article 3. A noter aussi l'article 2 du décret du 28 juin 1910 qui réclame des sujets Tunisiens la connaissance de la langue française, etc...

En tenant compte des dispositions légales commentées aux paragraphes précédents, les maires doivent recevoir les engagements à toute époque et quelle qu'en soit la durée (3-4 ou 5 ans). Les engagements peuvent être toutefois suspendus s'il y a lieu par décision du ministre de la Guerre selon les besoins du service ou si le nombre des actes déjà signés ne paraît pas pouvoir être surpassé sans inconvénient (Circulaire ministérielle du 19 mars 1906 et décret du 27 juin 1905 article 2).

Certains engagements spéciaux exigent des justifications particulières : A) Les jeunes gens admis aux écoles énumérées à l'article 23 de la loi et astreints de ce fait à contracter un engagement volontaire d'une durée

supérieure de deux ans à la période des études des dites écoles, doivent produire en sus des pièces énumérées ci-dessus, un certificat constatant leur admission.

B) Tout Français qui, en cas de guerre, demande à s'engager pour la durée de la guerre (article 52 de la loi) doit justifier qu'il n'est tenu soit en raison de son âge, soit pour tout autre motif, à aucune obligation quelconque de service (Décret du 29 juin 1905, article 16).

C) Le contractant qui désire s'engager dans l'armée coloniale doit spécifier, au moment de la signature de l'acte, s'il veut servir sous le régime des engagements résiliables ou à terme fixe et dans quelle colonie il demande à être envoyé. Mention en est faite dans l'acte.

A remarquer que ces jeunes gens ne sont pas libres de fixer à leur gré la durée de leur engagement ; ils doivent dans tous les cas avoir au moins deux ans et trois mois de service à accomplir au moment où ils auront 21 ans révolus ; en conséquence les engagements pour les troupes coloniales ne peuvent être reçus que dans les limites suivantes : les intéressés seront obligatoirement âgés d'au moins 18 ans et 6 mois pour être admis à contracter un engagement de cinq ans ; de 19 ans et 6 mois pour un engagement de quatre ans, et de 20 ans et 3 mois pour un engagement de trois ans. Ces dispositions ne sont pas applicables aux jeunes gens résidant aux colonies, ni aux élèves de écoles militaires préparatoires (Circulaires ministérielles des 13 septembre 1905 et 17 janvier 1906).

D) L'article 51 de la loi autorise des engagements spé-

ciaux pour les troupes coloniales ; les jeunes gens portés sur les tableaux de recensement peuvent à partir du 15 janvier jusqu'au 1^{er} avril de l'année suivante contracter pour les troupes coloniales un engagement valable jusqu'à la libération de la classe à laquelle ils appartiennent. Ces engagements ne prolongent donc la durée du service normal que de six à huit mois. E) La loi de 1905 permet également sous certaines conditions des engagements dits de devancement d'appel, pour les jeunes gens âgés d'au moins 18 ans, remplissant les conditions ordinaires énumérées à l'article 56 et pourvus en outre du certificat d'aptitude militaire institué par la loi du 8 avril 1903. Ils peuvent être admis à contracter au moment de l'incorporation de leur classe un engagement spécial de trois ans avec la faculté d'être mis en congé après deux années de service. Les jeunes gens désireux de bénéficier de cette mesure doivent se présenter devant le maire d'un canton du 1^{er} au 10 octobre avec les pièces habituelles auxquelles seront joints un certificat d'aptitude militaire et une demande écrite (Article 7 du Décret du 17 juin 1905).

Toutes les pièces exigées ayant été présentées et les déclarations nécessaires faites par l'intéressé, l'acte d'engagement est alors dressé conformément aux articles 34 à 44 du Code civil, précisés par les numéros 6 à 13 du décret du 27 juin 1905. Aucun changement ne doit être apporté par le maire au modèle annexé à ce décret sous peine de compromettre la régularité de l'acte,

lequel est lu en entier au contractant pour lui permettre de se rendre un compte exact des clauses qu'il va signer ; à cette lecture s'ajoute celle de certains textes qui complètent ses dispositions, savoir les paragraphes 1 à 6 du deuxième alinéa de l'article 50 de la loi du 21 mars 1905, l'article 83 de la même loi relatif à l'insoumission et l'article 3 du décret du 27 juin 1905 concernant les changements de corps et d'arme. Les certificats et autres pièces produites par l'intéressé sont annexés à la minute de l'acte.

Immédiatement après l'accomplissement de la formalité indispensable de la signature, le maire doit aviser le commandant du bureau de recrutement dans la circonscription duquel l'acte a été souscrit (dans le département de la Seine, au bureau central de recrutement) et lui en adresser sous bordereau deux expéditions. Il lui fait connaître en outre si l'engagé désire toucher ses frais de route avant le départ ou seulement à l'arrivée au corps, et lui transmet d'une façon générale tous renseignements qu'il croira utiles.

En principe la feuille de route et le mandat d'indemnité, s'il y a lieu, sont adressés à l'engagé par l'intermédiaire du maire de la commune de son domicile ; ces pièces peuvent toutefois être remises directement à l'intéressé s'il se présente à temps à la sous-intendance ; à cet effet le maire invite le contractant à se rendre à ce bureau porteur de son acte d'engagement et lui remet un sauf-conduit. Aux colonies les jeunes

gens sont dirigés de la même façon vers l'autorité militaire.

La réception des actes d'engagement et la tenue du registre où ces actes sont inscrits donnent lieu à des frais remboursables sur le budget de la guerre à raison de 1 franc pour chaque engagement. Les états des indemnités dues aux maires sont établis par le préfet qui les fait parvenir en temps utile au directeur de l'intendance du corps d'armée. Après vérification celui-ci établit un état récapitulatif par région et le transmet au ministre de la Guerre (Arrêté ministériel de la guerre du 16 février 1906).

Toutes ces formalités sont nécessaires pour la validité d'un acte d'engagement. Mais qu'arrive-t-il si par suite d'une négligence du maire ou d'une fausse déclaration de l'intéressé l'acte est entaché d'irrégularité ? On touche ici à la question délicate de l'annulation des actes d'engagement.

« L'engagé volontaire qui conteste la légalité ou la régularité de l'acte qui le lie au service militaire adresse sa réclamation au préfet du département où l'acte a été reçu. Les préfets transmettent les demandes en annulation d'acte d'engagement volontaire au ministre de la Guerre qui statue s'il y a lieu, ou renvoie la contestation devant les tribunaux. » (Décret du 27 juin 1905, article 14.) Quels seront ces tribunaux ? Le texte pas plus que les ordonnances antérieures ne le disent. La difficulté de déterminer la compétence vient de la dif-

ficulté de définir la nature de l'acte d'engagement.

En faveur des tribunaux judiciaires on peut citer l'arrêt de la Cour de cassation de 10 décembre 1878 (affaire Grenier). Quelques auteurs dont Le Noir de Tourteauville soutiennent la même thèse au moyen des arguments suivants : pour admettre en cette matière la compétence des tribunaux administratifs il faudrait, par application du principe de la séparation des autorités administratives et judiciaires, attribuer au contrat d'engagement le caractère d'un acte de puissance publique ; si l'on étudie les rapports des deux parties contractantes on voit sans peine que l'État ne dispose pas ici par voie de commandement ; il n'impose pas aux citoyens l'enrôlement sous les drapeaux au nom de la loi et sous la menace d'une sanction ; l'acte d'engagement est, comme son nom l'indique, « volontaire » : il suppose la liberté du consentement. Il doit être considéré par suite comme un contrat de pur droit civil, ainsi que l'exposait très clairement dans ses conclusions l'avocat général Desjardins à propos de l'affaire Grenier précitée. « L'engagé dit à l'État : je viens vous offrir mes services et s'il le faut mon sang. L'État répond : J'accepte et de mon côté je vous paierai, je vous logerai, je vous nourrirai, je vous donnerai dans l'armée le rang que comporteront les lois et que vous assignera votre mérite. » Un contrat de cette sorte tombe sous l'empire du droit commun et dans la compétence des tribunaux ordinaires. Cette solution ne peut étonner personne puisque l'en-

gagement est passé dans la forme des actes de l'état civil et que toutes les questions qui touchent à l'irrégularité de la forme de ces actes ou à l'incompétence de l'officier de l'état civil appartiennent par leur nature à la compétence judiciaire. Il est vrai que les obligations réciproques du particulier et de l'État sont régies par des lois et des règlements d'administration militaire dont les tribunaux civils n'ont pas à connaître et que les contrats d'engagement pourvoient à un service public, mais il y a lieu de distinguer entre le contrat proprement dit et ses conséquences ; or en ce qui concerne la validité du contrat lui-même aucun texte, l'article 53 de la loi du 21 mars 1905 pas plus que l'article 14 du décret du 27 juin 1905, n'a créé une législation et une juridiction exceptionnelles.

La plupart des auteurs prétendent à l'inverse, et avec juste raison semble-t-il, que le contrat d'engagement ne peut être raisonnablement considéré comme un acte de gestion.

En effet le jeune homme qui demande à s'engager se présente tout d'abord soit devant le chef du corps au titre duquel il désire prendre du service, soit devant un commandant de recrutement ; ces autorités vérifient ou font vérifier si l'homme remplit bien les conditions d'aptitude requises par les règlements militaires et lui délivrent un certificat d'acceptation. Muni de cette pièce, l'intéressé se présente ensuite devant l'officier de l'État civil qui dresse l'acte d'engagement conformément au

modèle établi par le ministre de la Guerre, en ayant soin de n'y rien changer. Immédiatement après l'engagement reçoit un ordre de route. Aucune de ces opérations ne semble se rapprocher de la notion ordinaire du contrat. La seule circonstance qui pourrait donner à l'engagement une apparence contractuelle, c'est la manifestation de volonté que le jeune homme affirme par sa signature : il demande son incorporation immédiate et renonce en échange à certains de ses droits. Mais cela signifie seulement qu'il se met de son plein gré, à l'heure qu'il a choisie, dans les conditions du conscrit sous les drapeaux ; on n'exigera en effet de lui aucun autre devoir que celui qui est demandé aux simples appelés. De son côté l'État ne promet rien, qu'il s'agisse d'un engagé ou d'un appelé ; en temps de paix le soldat est nourri, logé et vêtu ; mais qu'une loi nouvelle change à ce point de vue les bases de l'organisation de l'armée ou que les nécessités de la guerre interrompent les services normaux, il n'aura à sa disposition aucune action en réparation du dommage qui lui sera causé, parce qu'il n'a pas un droit à être nourri, logé et vêtu, même si son assujettissement au service est volontaire. Il n'y a donc au point de vue juridique aucune distinction à faire entre l'appel ordinaire et l'engagement ; les engagés volontaires d'après l'article 27 de la loi de 1905 qui ont effectué sous les drapeaux les deux années d'activité sont considérés comme ayant satisfait à l'appel de leur classe ; l'assimilation est complète. Quelques-uns, sensibles à ces arguments,

ont voulu voir dans l'engagement un contrat unilatéral, mais cette nouvelle thèse ne paraît pas susceptible de retenir l'attention ; qui pourrait soutenir qu'un contrat, peu importe sa modalité, puisse avoir un résultat aussi extraordinaire que celui de retirer le signataire à ses juges ordinaires. Or, l'engagé incorporé est soumis à la juridiction des Conseils de guerre et aux règles d'exception du Code de justice militaire. La qualité de soldat français lui est attribuée avec toutes ses conséquences et cela ne peut être que par l'effet d'un acte de puissance publique, en raison des pouvoirs spéciaux dont une pareille situation implique l'exercice de la part de l'État. On ne voit pas d'autre part comment on pourrait reconnaître à l'engagement volontaire le caractère d'un contrat de droit civil sous le seul prétexte qu'il est passé dans les formes prescrites par les articles 34 à 44 du Code civil ; un tel raisonnement aboutirait à conclure qu'il n'y a pas de différence entre un acte d'engagement et un acte de l'état civil, puisque la forme en est la même.

Si l'engagement résulte d'un acte de puissance publique, les contestations qu'il soulève relèvent du tribunal administratif de droit commun, du Conseil d'État. Mais en fait, l'autorité judiciaire sera compétente dans presque tous les cas, par exemple à propos des questions de forme. Elle statue aussi à titre préjudiciel sur les difficultés subordonnées aux questions d'état (nationalité, filiation, etc.) ou de capacité qui font le plus souvent l'objet des litiges.

CHAPITRE IV

Attributions diverses

Dans les chapitres précédents ont été étudiés les éléments les plus importants du rôle de l'autorité civile en ce qui concerne le recrutement de l'armée; la loi de 1905 ajoute aux fonctions énumérées quelques attributions secondaires d'une moindre portée, mais dont il est nécessaire de dire un mot. Il s'agit de la désignation des soutiens de famille, prévue à l'article 22 de la loi, d'enquêtes sur la conduite de jeunes gens qui, bien qu'ayant subi l'une des condamnations de l'article 5, demandent une dispense d'incorporation dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique, de recensements divers de chevaux, voitures, automobiles, pigeons, etc., enfin de statistiques.

I. — *Désignation des soutiens indispensables de famille.* — La loi de 1889 sur le recrutement de l'armée avait maintenu les dispenses de service en faveur des soutiens de famille, dans la proportion de 5 % du contingent; les hommes admis à se prévaloir de cette disposition n'étaient astreints qu'à une année de ser-

vice. Mais le législateur de 1905 a supprimé toutes les dispenses; il lui était cependant impossible de ne pas tenir compte de la situation de jeunes gens dont l'appel sous les drapeaux avait pour résultat immédiat de réduire leur proches parents à la misère. A cet effet il a été établi un régime tout nouveau d'assistance aux familles nécessiteuses, qui remplace avantageusement le système antérieur; celui-ci ne donnait jamais d'ailleurs qu'à demi satisfaction, puisqu'aucun secours n'était prévu pendant l'année de service du dispensé. La loi du 21 mars 1905 accorde une allocation de 0 fr. 75 par jour pendant toute la durée de l'obligation militaire, mais à une certaine partie du contingent seulement.

C'est l'autorité civile qui est chargée d'étudier les demandes d'allocations et de leur donner la suite qu'elles comportent. Pourquoi l'autorité civile et non pas l'administration de la guerre? Les motifs en faveur de l'intervention civile déjà indiqués à propos de l'établissement des tableaux de recensement peuvent être ici reproduits : le maire et le préfet ainsi que les divers fonctionnaires qui composent le Conseil départemental sont mieux renseignés que quiconque sur la situation pécuniaire et les besoins des familles des conscrits. D'autre part les allocations de l'article 22 sont du domaine de l'assistance et il est logique de confier leur répartition aux fonctionnaires chargés habituellement des opérations de cette nature. Les maires et le

Conseil départemental ont à cet égard toute liberté dans les limites fixées par la loi.

Les allocations journalières sont distribuées à deux catégories de soutiens indispensables, ceux qui sont incorporés dans l'armée active et ceux appelés à faire des périodes dans la réserve de l'armée active ou dans l'armée territoriale. La question des soutiens placés dans la réserve de l'armée ou dans l'armée territoriale se rattache à l'organisation de l'armée ; nous nous bornerons donc à étudier la situation faite aux soutiens de la première catégorie. Il y a dès l'abord trois questions à résoudre : Comment se fera la détermination du nombre et du choix des familles bénéficiaires ; sur quels fonds seront payées les allocations accordées et comment leur paiement sera-t-il effectué ?

A) *Détermination des familles bénéficiaires.* — Le conscrit ouvre un droit à l'allocation journalière au profit d'un des membres de sa famille désigné par le Conseil départemental, par le fait même qu'il est incorporé et du jour de son incorporation.

Deux conditions sont donc nécessaires pour créer le droit à l'allocation : l'incorporation du conscrit et la désignation par le Conseil départemental d'un membre de sa famille. La première est une question de fait ; la deuxième doit être entourée d'un grand nombre de précautions, d'autant plus minutieuses, que le nombre des admis ne peut dépasser dans aucun cas le dixième du contingent annuel ; il faut que le Conseil départemen-

tal soit renseigné d'une façon très précise sur la situation des intéressés pour pouvoir effectuer une répartition équitable. Dans ce but une série de mesures a été prévue par la loi et les instructions :

« Dès la publication des tableaux de recensement, les familles qui ont à présenter un candidat au titre de soutien indispensable de famille adressent au maire de la commune de leur domicile (pour Paris au maire de l'arrondissement) une demande écrite. » Cette disposition peut soulever des difficultés si la famille n'est pas domiciliée dans le département où le soutien a été inscrit. Il semble logique d'affirmer que c'est le Conseil départemental du département d'inscription du conscrit qui doit statuer ; en supposant en effet deux départements limitrophes, l'un pauvre et l'autre riche, la plupart des jeunes gens viendront travailler dans le plus riche et pourront y acquérir leur domicile au point de vue du recrutement, tandis que leurs familles resteront domiciliées dans l'autre ; le contingent du département pauvre se trouve ainsi diminué et si l'on voulait accorder dans celui-ci les allocations ouvertes au titre des jeunes gens inscrits dans l'autre, il faudrait les calculer sur le tant pour cent le plus faible.

La demande doit être accompagnée :

1° D'un relevé des contributions payées par la famille, certifié par le percepteur.

« 2° D'un état certifié par le maire de la commune et indiquant le nombre et la position des membres de la

famille vivant sous le même toit ou séparément, les revenus et ressources de chacun d'eux. » (Instruction ministérielle du 10 août 1908, article 2).

La demande devra contenir en outre la déclaration que ni le pétitionnaire, ni les intéressés ne sont imposés ou ne possèdent des ressources dans une commune autre que celle pour laquelle a été délivré le relevé des contributions ; toute fausse déclaration peut entraîner l'application des peines prévues au Code pénal.

Il est donné un récipissé des pièces produites, qui engage la responsabilité, même civile, de l'officier municipal. La loi n'accorde aucun délai pour la présentation des pièces ; il est ordinairement fixé par arrêté du ministre de la Guerre.

L'énumération précédente n'est pas restrictive ; les intéressés pourront fournir tout autre document susceptible de prouver leur situation malheureuse. La Commission de la Chambre des députés avait proposé notamment d'autoriser les familles à joindre facultativement à leur demande un relevé d'hypothèques afin d'avoir une appréciation plus exacte de leur état de fortune. Le Sénat rejeta cette proposition (Rapport de M. Rolland du 23 décembre 1904).

Le maire réunit toutes les pièces dans un dossier, il indique sur un feuillet spécial la composition de la famille, les noms et prénoms des membres vivant en commun avec le pétitionnaire (c'est-à-dire de toutes les personnes constituant son ménage ou celui dans le-

quel il vit, y compris les enfants qui seraient temporairement absents, en nourricie ou en pension), leur lien de parenté, leur âge et profession, la moyenne de leur gain journalier avec les avantages accessoires (nourriture, logement), leurs infirmités et autres causes d'incapacité de travail ; il mentionnera également les noms, prénoms et autres renseignements concernant les membres de la famille, parents ou alliés, vivant séparément, mais qui pourraient venir en aide au ménage du pétitionnaire ou au contraire être à sa charge (la loi n'indique pas jusqu'à quel degré les membres de la famille doivent être compris sur l'Etat), etc. Il soumet ensuite les dossiers, ainsi complétés, au Conseil municipal qui donne son avis motivé en précisant le mérite de chaque demande. Cet avis ne lie pas le Conseil départemental.

Le maire adresse les demandes et les dossiers au préfet, quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion du Conseil départemental. Le préfet peut, s'il le juge utile, faire procéder à de nouvelles enquêtes par la gendarmerie.

C'est le Conseil départemental du département d'inscription qui prend les décisions. Le Conseil départemental créé par la loi de 1905 est une assemblée spéciale, composée :

1^o Du préfet, président ou, à son défaut, du secrétaire général ou du vice-président du Conseil de préfecture ;

2° Du trésorier payeur général ;

3° Du directeur des contributions directes ;

4° De trois membres du Conseil général, pris dans des arrondissements différents et d'un conseiller d'arrondissement, désignés par la Commission départementale.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix ; il faut que quatre membres au moins soient présents, savoir : le préfet ou son représentant, le trésorier payeur général ou le directeur des contributions directes ou leurs représentants, et deux conseillers. En cas de partage de voix le doute profite à l'intéressé.

Afin que le Conseil puisse siéger en nombre suffisant, lors même qu'un empêchement surviendrait à l'improviste à l'un des membres électifs, on admet que la disposition de l'article 16, en vertu de laquelle le préfet fait suppléer d'office au Conseil de révision les conseillers absents, peut s'appliquer ici sans inconvénient. Il semble toutefois préférable d'ajourner la réunion du Conseil jusqu'à la prochaine session de la Commission départementale ou de convoquer celle-ci en séance extraordinaire (loi du 10 août 1871, article 73) pour désigner un suppléant. Les séances sont publiques, à peine de nullité des délibérations prises. Le Conseil se réunit au chef-lieu du département deux fois l'an obligatoirement, du 1^{er} au 10 mars et du 24 août au 4 septembre, et statue dans la proportion de 10 % du contingent du département à incorporer la même année (loi de finances du 8 avril 1910, article 102). Les décisions

sont immédiatement portées au procès-verbal, formé par la liste des noms des bénéficiaires, classés dans l'ordre alphabétique de chaque commune.

Les demandes faites par les familles des militaires qui pendant leur présence sous les drapeaux justifient de leur qualité de soutiens indispensables de famille, sont soumises au Conseil départemental dans l'une de ses deux réunions annuelles. Elles sont admises à la première séance dans la proportion de 1 % du contingent, sans préjudice d'une nouvelle répartition de 1 % dans la deuxième séance et la première de l'année suivante. Le préfet pourra en outre convoquer le Conseil départemental à toute époque de l'année pour statuer sur des situations dignes d'intérêt ou sur des demandes d'allocation parvenues trop tard, dans la limite du maximum fixé par la loi pour chaque contingent.

Les décisions du Conseil prises irrégulièrement peuvent faire l'objet d'un recours en Cassation devant le Conseil d'État pour les motifs ordinaires de violation de la loi, incompétence et excès de pouvoir. Le Conseil d'État n'étant pas juge des questions de fait, le Conseil départemental se trouve ainsi avoir un véritable pouvoir discrétionnaire. En dehors du recours proprement dit, qui est tout à fait exceptionnel, les réclamations fréquentes des intéressés donnent toujours lieu à une enquête supplémentaire sur leur situation de fortune et une nouvelle décision favorable peut être prise à leur égard, s'il y a lieu, à la session suivante

du Conseil départemental. Enfin certaines communes, Paris notamment, accordent volontiers sur les fonds communaux des allocations aux familles très nécessiteuses qui n'ont pu être comprises dans la répartition de l'État.

B) Sur quels fonds sont payés les allocations accordées? Les allocations sont payées sur les fonds de l'État. Afin d'éviter de la part des Conseils municipaux et du Conseil départemental une tendance à appuyer ou à accorder trop facilement et sans examen très sérieux les demandes des intéressés, la Chambre des députés avait cru prudent de décider que les communes et les départements contribueraient au paiement des allocations dans la proportion respective de 10 % et 15 %. Mais le Sénat n'a pas admis ce système et lui a préféré un amendement de M. Boudenoot spécifiant expressément que l'allocation serait supportée seulement par l'État. « Le concours des communes, ajoutait M. Rolland dans son rapport du 23 décembre 1901, apparaissait à certains d'entre nous comme une garantie précieuse contre la tendance des Conseils locaux à se décharger sur l'État de leurs devoirs d'assistance, en délivrant avec trop de complaisance des certificats toujours favorables pour l'obtention des demandes à titre de soutien indispensable de famille. Mais on a fait remarquer avec beaucoup de raison que le Conseil municipal donne un simple avis qui n'est pas destiné à lier l'autorité de l'assemblée qui aura à accorder le

bénéfice de l'article 19 (art. 22 de la loi). Celle-ci pourrait admettre la demande ou la rejeter quel que soit l'avis du Conseil municipal; à vrai dire comme elle aura à faire une sélection des demandes dans tout le contingent départemental l'avis des Conseils municipaux sera d'un poids bien moindre que le relevé des contributions, l'état des ressources de la famille et les certificats médicaux concernant les conditions de santé des parents. » D'ailleurs c'est la nation tout entière qui est intéressée à l'instruction militaire des citoyens; c'est elle qui les enlève à leurs familles; c'est elle qui doit les remplacer auprès de ces familles.

C) *Paiement des allocations.* — Le montant de l'allocation journalière est fixé à 0 fr. 75, avec une majoration de 0 fr. 25 par enfant légitime pour les militaires mariés. Il résulte du caractère purement alimentaire de l'allocation que si elle n'a pas été touchée pendant trois mois consécutifs, l'intéressé est réputé pouvoir satisfaire à ses besoins et rayé d'office. En aucun cas l'allocation ne peut être augmentée; un recours pour excès de pouvoir et violation de la loi serait ouvert de ce fait.

Le préfet adresse après chaque réunion du Conseil départemental une copie des procès-verbaux aux maires du domicile des intéressés et au sous-intendant militaire désigné par le directeur de l'intendance du corps d'armée pour centraliser les opérations d'ordonnement dans chaque département, ainsi qu'aux comman-

dants des bureaux de recrutement pour les cantons compris dans leur ressort. Un compte rendu numérique est communiqué au ministre. Il est en outre délivré par le préfet au bénéficiaire un livret comportant vingt-quatre quittances, lesquelles constituent des titres de paiement correspondant à chacune des échéances mensuelles comprises dans le temps passé sous les drapeaux par le soutien de famille. Le livret est remis par le maire du domicile aux personnes ayant légalement qualité pour quittancer les reçus mensuels ; celles-ci sont tenues d'y apposer leur signature en présence du maire.

Le livret doit contenir :

1° Un certificat administratif établi par le préfet indiquant le nom de la famille bénéficiaire de l'allocation, ainsi que celui de la personne ayant qualité pour la percevoir. Cette personne est en principe le père ou la mère, le tuteur des frères ou sœurs mineurs, ou l'épouse ; à défaut, le Conseil départemental peut désigner tout autre parent. Lorsque la personne qui doit recevoir l'allocation vient à décéder ou est déclarée indigne, le Conseil départemental choisit un nouveau titulaire qui pourra toucher les arriérés échus depuis le décès ou la déchéance de son prédécesseur.

2° Au verso du certificat administratif des formules de mutation à remplir en cas de changement du titulaire de l'allocation.

3° Des formules de procuration à donner par les ayants droit dans le cas où ils seraient dans l'impossi-

bilité habituelle de se déplacer pour toucher le montant des allocations.

Si un livret vient à être perdu, la déclaration de perte doit être faite par le représentant de la famille au maire de la commune, lequel est chargé d'adresser à la préfecture un certificat relatant les circonstances, en vue de la délivrance d'un deuxième livret, celui-ci sera remis à l'intéressé suivant la procédure habituelle ; si le duplicata est à nouveau perdu, le paiement des allocations ne peut plus avoir lieu qu'au moyen de mandats individuels.

Les allocations ne sont pas accordées à titre définitif pour les vingt-quatre mois de service ; en conséquence le maire de chaque commune est tenu d'informer le préfet des changements survenus dans la situation des familles secourues ; il fait connaître en même temps l'avis du Conseil municipal sur la suppression ou le maintien de l'allocation. Il est statué définitivement par le Conseil départemental.

En cas de décès ou de réforme définitive ou temporaire du jeune soldat, sauf dans ce dernier cas si elle est occasionnée par une maladie ou une infirmité imputable au service, le commandant de recrutement opère la radiation d'office à charge par lui d'en rendre compte au préfet, au trésorier payeur général et au sous-intendant. Les réformés temporaires, les condamnés, les déserteurs sont rétablis sur la liste à leur réintégration dans l'armée ; par contre le maintien

sous les drapeaux après le départ de leur classe des jeunes gens condamnés ou punis, ne fait pas naître au profit de leur famille une prolongation correspondante des droits à l'allocation.

La loi laisse au Conseil départemental le soin de fixer la date à partir de laquelle l'allocation est due ; mais pourrait-il la faire remonter rétroactivement jusqu'au jour où la famille a commencé à être nécessiteuse ? Une telle décision serait contraire à l'esprit de la loi ; en fait l'allocation n'est payable que du jour de l'incorporation du jeune soldat, mais pour toute la durée légale du service.

Les indemnités sont payées pour chaque mois écoulé à présentation à partir du premier jour du mois suivant à la caisse des percepteurs, des receveurs des finances ou des trésoriers payeurs généraux désignés ; le lieu d'assignation des versements fixé à l'origine ne peut être changé pour quelque motif que ce soit. Les allocations ayant le caractère de secours alimentaires sont insaisissables.

Les demandes des familles domiciliées à l'étranger doivent être remises aux agents diplomatiques ou consulaires du lieu de la résidence de ces familles, qui les adressent aux préfets des départements où les jeunes gens ont été recensés. Les livrets délivrés aux familles bénéficiaires sont adressés par le préfet à l'administration de la guerre qui les fait parvenir par l'intermédiaire du ministre des Affaires étrangères aux agents

diplomatiques ou consulaires chargés en dernier lieu de les remettre aux intéressés. Le paiement des allocations est effectué par les soins des mêmes agents.

Les allocations ne sont accordées qu'en temps de paix (1).

II. — *Avis concernant les jeunes gens envoyés aux bataillons d'Afrique.* — L'article 1^{er} de la loi, après avoir énuméré les condamnations qui entraînent l'incorporation aux bataillons d'Afrique, ajoute :

« Cette incorporation aura lieu, sauf décision contraire du ministre de la Guerre, après enquête sur la conduite des jeunes gens depuis leur sortie de prison. » Cette enquête destinée à permettre au ministre de statuer en toute connaissance de cause est effectuée par le maire de la commune où le jeune homme est inscrit ; elle doit faire connaître la conduite de l'intéressé, sa profession et sa situation de famille depuis sa sortie de prison. Les résultats sont transmis par le maire au préfet qui est appelé à donner son avis ; l'avis ne peut être favorable qu'en ce qui concerne les jeunes gens qui, sortis de prison depuis une année au moins, ont donné un gage sérieux de leur repentir (Circulaire du 5 janvier 1906) (2).

Qui des deux préfets dans le département de la Seine

1. Pour la classe 1909, 22.330 demandes ont été admises.

2. 11.525 hommes du contingent de 1910 ont encouru des condamnations avant leur appel sous les drapeaux ; sur ce nombre, 1.864 ont été affectés aux bataillons d'infanterie légère d'Afrique,

sera appelé à donner l'avis exigé par le texte précité ? Le préfet de la Seine est chargé en fait de cette tâche, mais il ne semble pas qu'on puisse au moins théoriquement soutenir ici l'incompétence du préfet de police, car la Circulaire du 5 janvier 1906 s'adresse aussi bien à l'un des deux préfets qu'à l'autre ; le préfet de police est d'ailleurs mieux placé pour obtenir du parquet tous renseignements nécessaires sur les condamnations et les antécédents judiciaires des jeunes gens. De plus l'enquête prescrite aux maires paraît devoir plutôt rentrer dans leurs attributions de police et il est dans ces conditions rationnel qu'ils transmettent les renseignements qu'ils ont recueillis directement à leur supérieur hiérarchique.

III. — *Recensements divers.* — Le recrutement fournit des hommes à l'armée ; mais elle a besoin aussi d'animaux et de matériel. L'autorité civile a à cet égard quelques attributions :

1° *Recensement des chevaux et mulets.* — Aux termes de la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires (titre VIII) et du décret du 2 août suivant, modifiés par la loi du 27 mars 1906 et le décret du 13 novembre 1907, un recensement général des chevaux et mulets de tout âge doit avoir lieu tous les ans avant le 16 janvier, dans chaque commune, sur la déclaration obligatoire des propriétaires et au besoin d'office par les soins du maire. Conformément à ces prescriptions les maires publient dans les premiers jours de décem-

bre un avertissement adressé à tous les propriétaires pour les informer qu'ils doivent se présenter à la mairie avant le 1^{er} janvier prochain pour faire la déclaration des chevaux et mulets en leur possession.

Des affiches sont en outre apposées obligatoirement. Les animaux sont inscrits avec leur signalement sur les registres de déclaration, puis sur une liste de recensement. Les propriétaires qui n'auraient pas fait la déclaration prescrite seraient passibles des peines prévues à l'article 52 du 3 juillet 1877 (25 à 1.000 francs d'amende pour l'absence de déclaration et 50 à 2.000 francs pour fausses déclarations). D'autre part du 16 au 20 janvier les maires de chaque commune font exécuter des tournées par les gardes champêtres et les agents de police pour s'assurer que tous les animaux ont été exactement déclarés ; des procès-verbaux sont dressés au fur et à mesure de la découverte des infractions. Les animaux non déclarés sont portés d'office sur la liste. Le registre est définitivement arrêté le 1^{er} décembre de l'année qui suit celle où il a été établi, et la liste le 31 du même mois. Ces registre et liste sont conservés avec le plus grand soin sous la responsabilité des maires. Enfin ces fonctionnaires sont chargés d'établir un relevé numérique des animaux en deux catégories, la première concernant ceux qui peuvent être réquisitionnés et la deuxième ceux qui n'ont pas encore atteint l'âge légal.

Les maires qui ne se conforment pas à la loi

sont passibles d'une amende de 25 à 2.000 francs.

2° *Recensement des voitures.* — A) *Voitures attelées.*

— Aux termes de la loi du 3 juillet 1877 (titre 8, article 37) modifiée par la loi du 27 mars 1906, il est procédé tous les trois ans, avant le 16 janvier, dans chaque commune, par les soins du maire, soit sur les déclarations obligatoires des propriétaires, soit au besoin d'office, à un recensement des voitures attelées ou destinées à être attelées de chevaux et mulets, autres que celles qui sont exclusivement affectées au transport des personnes. Les voitures sont divisées en trois classes selon leur capacité intérieure et en douze classes selon le nombre de leurs roues et leur agencement. La liste de recensement est dressée par le maire dans les mêmes conditions que la liste des chevaux et mulets et communiquée au préfet en deux expéditions.

B) *Voitures automobiles.* — Aux termes de la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires et de la loi du 22 juillet 1909 (art. 2), il est procédé chaque année du 1^{er} au 16 janvier, dans chaque commune, par les soins du maire, sur la déclaration obligatoire des propriétaires quelle que soit leur nationalité et au besoin d'office à un recensement général des voitures automobiles, sans aucune distinction ni exclusion. Les intéressés sont avisés par un avertissement publié dans les premiers jours de décembre. Les inscriptions sont faites sur deux registres différents, l'un relatifs aux véhicules dits poids lourds, l'autre aux voitures de tourisme

et motocyclettes. Les noms des personnes habituellement préposées à la conduite de ces véhicules, si elles sont encore soumises à leurs obligations militaires, sont mentionnés sur les dits registres. Les mesures de publicité et les dispositions pénales sont les mêmes que précédemment.

3° *Réglementation relative aux pigeons voyageurs.* —

La matière est régie par la loi du 4 mars 1898 modifiant celle du 22 juillet 1896 et l'instruction ministérielle du 15 décembre 1896. Toute personne voulant ouvrir un colombier de pigeons voyageurs est tenue d'obtenir préalablement à cet effet une autorisation du préfet du département (pour les éleveurs étrangers elle sera donnée par le ministre de l'Intérieur). L'autorisation est accordée après enquête sur la moralité et les sentiments patriotiques du demandeur. L'introduction des pigeons en France par les points de pénétration prévus par la loi et les lâchers doivent être également autorisés. En outre les lâchers ne peuvent se faire qu'aux endroits désignés par le préfet, qui délègue au besoin un officier de police judiciaire pour y assister. Les expéditions de pigeons sont l'objet de mesures spéciales ; chaque envoi doit être accompagné d'une déclaration signée par l'expéditeur et certifiée véritable par l'autorité du lieu.

IV. — *Statistiques.* — A la clôture des opérations du Conseil de révision un compte numérique et un rapport sommaire sur l'ensemble des opérations de révision sont

établis dans chaque département par les soins des préfets et doivent être adressés avant le 31 août au ministre de la Guerre pour constituer « le compte rendu général sur le recrutement de l'armée ».

Le compte numérique comporte des tableaux relatifs au classement des jeunes gens dans les différentes parties de la liste cantonale, à leur degré d'instruction, à leur taille, à leur profession, à leurs infirmités même s'ils ont été déclarés exemptés de tout service ou classés dans le service auxiliaire.

Le rapport sur les opérations d'appel comprend des renseignements sur l'établissement et la publication des tableaux de recensement, l'indication du nombre des inscriptions retranchées ou ajoutées, les observations relatives aux fils d'étrangers, aux omis des classes précédentes qui ont concouru à la formation de la classe en cours ; il renseigne également sur l'itinéraire du Conseil de révision, le choix et le concours des médecins civils et militaires, ainsi que sur le nombre des décisions rendues par le Conseil, etc.

Il y a lieu de remarquer qu'une statistique spéciale de l'évolution des contingents parisiens a été établie par les soins de M. Bertillon, chef du service de la statistique municipale de la Ville de Paris.

Enfin des renseignements concernant l'instruction des appelés sont adressés au ministère de l'Instruction publique.

CHAPITRE V

Législation comparée

Dès qu'il s'agit de la défense nationale, l'étude des législations étrangères prend un intérêt particulier. Le peuple qui veut vivre en paix doit imposer à ses voisins par la crainte le respect de ses droits. A la force il doit pouvoir répondre par la force. Il lui faut donc ne rien ignorer des ressources de ses ennemis. La connaissance de l'organisation des armées étrangères et notamment des lois et règlements concernant leur recrutement, puisqu'un bon recrutement fait une bonne armée, est absolument nécessaire à notre sûreté extérieure. Les renseignements qui suivent ne concernent que la réglementation en usage chez les peuples européens d'une puissance militaire importante et qui entretiennent une armée permanente sur la base du service obligatoire.

Allemagne. — Le recrutement de l'armée allemande est actuellement régi par la loi fondamentale du 9 novembre 1867, complétée par les lois de 1874, de 1888, et de nouveau modifiée par un dernier texte du 15 avril

1905. Le contingent de l'effectif de paix est fixé par la loi tous les cinq ans et réparti chaque année. Les opérations de recrutement ont pour base l'unité territoriale, c'est-à-dire le district militaire dont l'étendue et l'importance sont déterminées par la composition et le chiffre de la population du district d'administration civile correspondant.

Si un district militaire n'est pas en état de fournir le contingent qui lui a été fixé, le déficit est reporté sur les autres districts du même état confédéré, et en première ligne sur les districts faisant partie de l'unité territoriale immédiatement supérieure.

Les autorités chargées du recrutement sont :

1° Pour le district de recrutement, la Commission de recrutement qui se compose du commandant du district de Landwehr et d'un fonctionnaire de l'administration du district (landrat ou directeur de la police) et là où ce fonctionnaire fait défaut d'un membre civil nommé spécialement pour cet objet.

2° Pour le district de la brigade d'infanterie, la Commission supérieure de recrutement qui se compose du commandant de la brigade d'infanterie et d'un fonctionnaire supérieur de l'administration.

3° Pour le district du corps d'armée, le général commandant le Corps d'armée avec le chef de l'autorité civile de la province, à moins que des fonctionnaires spéciaux ne soient nommés à cet effet dans certains États confédérés.

4° Pour la direction supérieure des opérations de recrutement de l'armée, le ministre de la Guerre avec les autorités supérieures de l'administration civile dans les divers états confédérés.

En ce qui concerne les décisions à prendre sur les exemptions, ajournements, classification des hommes de la réserve, etc., on adjoint aux membres permanents de la Commission de recrutement et de la Commission supérieure d'autres membres choisis parmi les personnes établis dans le district par les Corps représentatifs de la commune ou du pays. Dans ces conditions et avec cette adjonction la Commission de recrutement doit comprendre au maximum un officier et quatre membres civils outre les membres permanents, la Commission supérieure un membre civil outre les membres permanents.

Les membres ont un droit de vote égal ; leurs décisions sont prises à la majorité des voix. S'il y a diversité d'avis, l'affaire est soumise à la décision de la juridiction immédiatement supérieure. Pour les mesures provisoires qui doivent être prises séance tenante, la voix du membre civil dans la Commission de recrutement, la voix du membre militaire dans la Commission supérieure est prépondérante. La Commission de recrutement prépare les travaux de la Commission supérieure de recrutement. Elle statue en dernier ressort sur les ajournements, sur tous les autres points ses décisions sont soumises à la révision de la Commission supérieure

qui prend les décisions définitives. Le droit d'appeler des décisions de la Commission supérieure n'appartient qu'aux intéressés et à leurs parents.

Les communes ou groupes de la même nature doivent dresser des tableaux de recensement de tous les hommes assujettis ; ceux-ci sont soumis au recrutement à partir du 1^{er} janvier de l'année dans laquelle ils vont accomplir leur 20 ans. Ils sont tenus de se présenter devant les autorités (Ersatzbehörden) jusqu'à ce qu'il ait été statué définitivement sur leurs obligations de service, mais au plus deux fois par an, dans le district de recrutement où ils ont leur domicile personnel ou à défaut de domicile leur résidence, à défaut leur lieu de naissance, à défaut enfin la dernière résidence du chef de leur famille. C'est dans le district de recrutement où les hommes assujettis sont tenus de se présenter, qu'ils doivent être appelés sous les drapeaux. Les tableaux sont dressés soit d'après les déclarations des intéressés, soit d'après les registres de l'État Civil. Ceux qui négligent de faire les déclarations prescrites ainsi que les hommes de la classe qui ne se présenteraient pas exactement dans les délais, sont punis d'une amende qui ne peut être supérieure à 30 marks, ou d'un emprisonnement qui ne peut excéder trois jours, sans préjudice d'une peine plus grave.

L'effectif de paix ne pouvant comprendre pour des raisons budgétaires qu'une partie des hommes en état de porter les armes, un certain nombre d'entre eux est

affranchi de tout service actif. Le choix des privilégiés est déterminé par trois considérations : les infirmités, la situation de famille et le tirage au sort. L'ordre de l'appel dans chaque district résulte en effet d'un tirage au sort. Ceux qui, en raison de leur numéro trop élevé, ne sont pas astreints au service la première année, peuvent être repris les deux années suivantes. Les hommes restés disponibles la troisième année sont versés dans la réserve de remplacement.

Peuvent être ajournés : 1° les soutiens uniques de familles sans ressources ; 2° les fils de propriétaires hors d'état d'assurer seuls leur exploitation ; 3° le frère d'un soldat mort sous les drapeaux ; 4° les propriétaires cultivant seuls leurs biens en terre ; 5° les industriels exploitant seuls leur entreprise ; 6° les artistes et les étudiants ; 7° les jeunes gens en domicile permanent à l'étranger.

Des ajournements et exemptions peuvent être en outre accordés en temps de paix pour un motif non prévu par la loi par le tribunal supérieur des affaires de recrutement de l'État confédéré auquel les hommes appartiennent.

Les individus qui ont quitté le territoire de l'empire et perdu de ce chef la nationalité allemande, mais qui n'ont point acquis une autre nationalité ou l'ont reperdue, sont tenus de se présenter devant les autorités de recrutement lorsqu'ils viennent fixer leur domicile en Allemagne d'une manière permanente et peuvent être

appelés rétroactivement sous les drapeaux à moins qu'ils n'aient l'âge de 31 ans accomplis.

Italie. — L'Italie, à notre exemple, a établi le service de deux ans. Mais la loi italienne du 30 juin 1911 n'a pas, comme la loi française de 1905, refondu complètement en l'abrogeant la législation antérieure. Elle s'est bornée dans un texte de dix articles seulement à modifier certains points ; c'est donc la plupart du temps la loi du 6 août 1888 qu'il faut appliquer en matière de recrutement.

Le service est obligatoire et personnel pour tous les citoyens capables de porter les armes. En temps ordinaire les assujettis sont appelés dans l'année où ils accomplissent leur vingtième année et restent soumis à leurs obligations militaires jusqu'au 31 décembre de celle où il atteignent 39 ans accomplis. La méthode de recensement est à peu près la même qu'en France, mais les jeunes gens qui sont reconnus aptes sont divisés en trois catégories : un tirage au sort par canton détermine ceux qui font partie de la première ; ils sont astreints de ce chef à deux années de service actif ; la deuxième catégorie comprend les hommes en excédent qui ne sont pas appelés à l'activité. La troisième est formée par les dispensés pour raisons de famille et les jeunes gens en résidence à l'étranger. La substitution entre frères est permise.

Belgique. — Après de longs débats les chambres bel-

ges ont réalisé la réforme militaire et voté la loi du 21 mars 1902 modifiée en 1909.

Article premier: « Le recrutement de l'armée a lieu par des engagements volontaires. Des appels annuels suppléent s'il y a lieu à l'insuffisance du nombre des engagements. » Pour remédier à la pénurie d'hommes dont souffrait l'armée, le gouvernement belge s'est décidé à augmenter le nombre des appelés. Dans quelles conditions seront faits les appels ? La procédure commode mais injuste du tirage au sort a été abandonnée en 1909, le législateur a pensé que plus de justice pouvait être atteinte dans la répartition des charges militaires en demandant à chaque famille un fils mais un seul. La même tendance égalitaire a abouti à la suppression du remplacement.

Chaque année un arrêté royal détermine l'effectif du contingent et la durée du service pour les différentes armes, en tenant compte des nécessités de l'instruction de manière que l'effectif moyen de 42.800 hommes ne soit pas dépassé.

Le contingent est réparti par le Roi entre les provinces, par le gouverneur de la province entre les cantons de milice, qui comprennent une ou plusieurs communes voisines, et proportionnellement au nombre des jeunes gens qui ont été inscrits sur les contrôles d'office ou sur leur demande comme susceptibles de porter les armes.

Les opérations de recrutement sont placées dans

chaque province sous la direction de l'autorité militaire agissant de concert avec l'autorité administrative politique ; elles rentrent, en première instance dans les attributions de Commissions fonctionnant dans chaque district militaire et composées de : 1 délégué provincial et 1 officier comme membres titulaires, 1 commissaire de district et 2 médecins comme membres adjoints, et en seconde instance dans celle des Conseils de révision, c'est-à-dire des Conseils de milice, fonctionnant à raison de 1 par province. Les Conseils de révision comprennent 7 membres : 4 civils dont le gouverneur de la province président, et 3 militaires. Sont exemptés pour le temps de paix les incapables, les soutiens de famille et les frères des jeunes gens sous les drapeaux, les ecclésiastiques et les étudiants. Les Conseils de milice statuent en dernier ressort, sauf appel de l'intéressé au gouvernement provincial ou du ministre de l'Intérieur à la Cour d'appel.

Espagne. — La loi de recrutement espagnole date du 22 février 1882 ; elle a été modifiée par une nouvelle loi du 17 juillet 1904 qui a eu surtout pour objet de donner à l'Espagne une armée proportionnée à ses besoins et à ses ressources. Le service est obligatoire pour tous les individus en état de porter les armes à partir du 1^{er} mars de l'année où ils atteindront l'âge de 21 ans révolus, à l'exception de ceux légalement dispensés pour conditions de famille ou de profession. Le service comporte trois années d'activité, trois années de

première réserve et six années de deuxième réserve. Mais les hommes peuvent être renvoyés en congé pour raisons budgétaires avant l'accomplissement total de leur temps. Le recrutement est territorial.

Des commissions mixtes vérifient les divers cas de dispense des jeunes gens désignés pour le service par le tirage au sort. Chacune d'elles, dont le nombre correspond à celui des provinces, à raison de une par province, se compose : du gouverneur civil de la province, président, d'un colonel d'infanterie qui est généralement le commandant de la zone, vice-président, de 2 officiers supérieurs dont un du bureau de recrutement, de 2 députés provinciaux, de 2 médecins dont 1 militaire à titre consultatif et d'un délégué de la municipalité de la commune des jeunes gens examinés. Les inscrits reconnus bons sont, à partir du 1^{er} août de chaque année, placés sous la dépendance du service de recrutement et échappent dès cette date aux juridictions ordinaires.

Suisse. — Jusqu'en 1874 le système militaire de la Suisse avait pour caractéristique la décentralisation cantonale et ne laissait à la Confédération qu'une influence restreinte dans les affaires de l'armée. La loi du 13 novembre 1874 a renversé la situation en créant une centralisation relative au détriment des autorités régionales. Cette loi a subi des modifications en 1886, 1891, 1897 et 1898.

Tout citoyen suisse valide doit le service militaire

depuis 20 ans jusqu'à 50 ans révolus. Des exemptions sont accordées pour certains emplois. Tout incapable ou exempté est astreint à une taxe annuelle selon sa fortune.

Les listes de recensement sont établies en automne par les autorités locales pour les jeunes gens qui atteindront 20 ans l'année suivante. Les assujettis sont astreints à des périodes d'instruction (écoles de recrues et cours de répétition) qui donnent lieu à de véritables mobilisations.

Autriche-Hongrie. — La loi de recrutement de la monarchie austro-hongroise date du 11 avril 1889. Le service est obligatoire pour tous les individus capables de porter les armes depuis 19 ans jusqu'à 42 ans révolus. Il n'est admis en principe aucune exception mais en pratique il y a des tempéraments à la loi pour les membres du corps enseignant, certains propriétaires de biens fonciers, les élèves ecclésiastiques, etc., moyennant le paiement d'une taxe militaire.

Le mode de recensement est analogue au système allemand.

Russie. — La loi de recrutement russe date du 1^{er} janvier 1874, elle a été complétée par une loi sur la milice du 11 novembre 1876 et modifiée par deux oukases impériaux du 26 juin 1888 et de 1893. Elle ne s'applique ni à tout le territoire ni à tous les habitants. Les jeunes Russes sont inscrits sur les listes de recensement au besoin d'office et prennent part aux opéra-

tions du tirage au sort dans l'année au 1^{er} octobre de laquelle ils atteignent 21 ans révolus. Le service est de quatre ou cinq ans selon les armes ; d'importantes réductions de durée sont toutefois accordées aux jeunes gens faisant leurs études. Les non-appelés, pour raisons budgétaires ou autres, sont classés en deux bans formant une véritable milice et astreints au service jusqu'à 43 ans.

On voit que le régime du service militaire personnel et obligatoire, qui entraîne toujours à sa suite l'intervention de l'administration civile, est aujourd'hui adopté par tous les grands États de l'Europe continentale. La Belgique qui jusqu'à ces derniers temps avait fait exception vient elle-même de se rallier à l'opinion commune. Mais le triomphe de l'obligation réelle et universelle a eu une conséquence directe ; il a fait disparaître le service à long terme : l'Allemagne la première a institué le service de deux ans pour son infanterie ; la France a suivi son exemple. Quelques-uns ont regretté les anciennes armées de métier ; toutefois on ne résiste pas à une nécessité démontrée et l'évolution vers l'universalité et la réduction du service apparaît bien comme une loi inéluctable, applicable à tous les peuples quelle que soit la différence de leurs institutions politiques.

CONCLUSION

Le principe le plus cher au législateur de 1905 est celui de l'égalité. Toutefois les sept années d'expérience écoulées depuis la promulgation de notre grande loi de recrutement ont montré que même en matière militaire une législation n'est réellement efficace que lorsqu'elle sait s'adapter à toutes les exigences de la vie nationale ; l'égalité menace de rester une formule abstraite si on la veut générale et absolue. Un organisme aussi complexe que l'État moderne ne peut se plier sans dommage à une règle inflexible et une bonne loi, surtout une bonne loi de recrutement, doit tenir compte de l'évolution sociale et des intérêts familiaux et individuels. Elle doit savoir tantôt exiger et tantôt se montrer généreuse.

Examinée à ce double point de vue, la loi de 1905 présente à l'étude des défauts sérieux.

Le rôle du préfet et du maire, exposé précédemment, est fixé d'après des règles de plus d'un siècle d'existence et qui n'ont jamais donné lieu à la moindre critique. Mais il faut dénoncer l'inquiétante progression du nombre des mauvais Français qui cherchent à se soustraire

à leurs obligations militaires en ne se faisant pas porter sur les tableaux de recensement. Plus une loi est libérale plus il est logique et légitime d'exiger rigoureusement que tout le monde s'y conforme ; plus le service est réduit et moins on doit tolérer d'omissions. La loi de 1905 ne s'est pas assez préoccupée de lutter contre les mauvaises volontés ; dans son article 10 elle prescrit bien aux jeunes conscrits de demander eux-mêmes leur inscription, mais sans prévoir une sanction contre ceux qui ne s'en conforment pas à ce devoir. Le même article dispose qu'à défaut de déclaration individuelle le maire opérera le recensement d'office, mais sans rendre cette formalité expressément obligatoire.

Il semble donc au premier abord qu'il faille pour réduire le nombre des omissions sanctionner les obligations imposées aux intéressés et aux autorités municipales. Mais avant d'employer ce moyen extrême, ne peut-on pas tirer un meilleur parti des règles existantes ? Si l'on examine de plus près la loi et les instructions du département de la Guerre, on voit que la méthode choisie en 1905 peut donner de bons résultats, à la condition que les prescriptions légales soient observées scrupuleusement et surtout plus judicieusement. En effet les opérations du recensement doivent permettre de concilier deux intérêts en apparence incompatibles : l'intérêt de la défense nationale et l'intérêt du conscrit. La loi de 1905 est parvenue à leur donner également satisfaction par une organisation ingénieuse, mais trop

compliquée. On sait que l'inscription de l'assujetti doit être effectuée par ses soins à son domicile légal ou à sa résidence ; cette faculté lui est donnée dans son seul intérêt. Faute par lui d'en avoir usé, il sera porté d'office sur les tableaux du lieu de sa naissance, sans que l'inscrit ait alors le droit de se plaindre des déplacements ultérieurs qu'il lui seront demandés lors de sa convocation devant le Conseil de révision, puisque cet inconvénient ne sera imputable qu'à sa négligence. Donc dans le régime actuel, inscription au domicile ou à la résidence d'abord, au lieu de naissance ensuite. Mais on peut se demander si la multiplicité de ces inscriptions possibles est nécessaire et si notamment l'inscription au domicile légal avec le sens spécial que lui donne l'article 13 de la loi, n'est pas uniquement un élément de confusion.

Pour ménager l'intérêt du conscrit il suffit bien en effet de l'inscrire là où il se trouve, c'est-à-dire à sa résidence. En faveur de l'inscription au domicile légal on a souvent fait remarquer que la déclaration de l'article 10 n'est pas obligatoire seulement pour les intéressés mais aussi pour leurs familles ou représentants légaux. Or n'est-ce pas au domicile légal que l'on trouve ces familles et ces représentants ? La loi sera d'ailleurs presque toujours mieux observée par les parents des conscrits en raison de leur expérience ; on ne peut accorder autant de confiance au jeune homme qui ne voit dans la fraude qu'un avantage immédiat et ne

réfléchit pas aux conséquences de l'omission. A cela on peut répondre que le législateur a surtout compté sur l'inscription d'office au lieu de naissance, la seule qui soit basée sur un document certain, l'inscription au domicile, instituée dans l'intérêt du conscrit n'ayant en fait qu'un caractère accessoire ; il importe par conséquent peu au pays que cette dernière fonctionne ou non, si les intéressés ne veulent pas en profiter. On peut dire aussi que le domicile légal est moins instable que la simple résidence : les parents, pourvus en général d'une situation définitivement établie, sont d'humeur plus sédentaire que leurs enfants qui, dans un intérêt de carrière ou pour leur plaisir, voyagent souvent à l'étranger vers leur vingtième année. De plus, au point de vue légal, le domicile ne change pas avec chaque déplacement de la personne ; il n'en est pas de même de la résidence qui se perd dès qu'on la quitte et n'est qu'une situation de fait, élément essentiellement fugitif et difficile à connaître. Sans rappeler l'argument précédent que l'inscription au domicile légal doit être considérée comme accessoire, il faut observer que supprimer l'inscription au domicile légal pour ne conserver que l'inscription à la résidence ne changerait presque rien à la situation des conscrits qui résident le plus souvent chez leurs parents ou leurs représentants légaux. Pour les autres, la loi ne les a-t-elle pas autorisés à subir la visite médicale devant le Conseil de révision du département de leur résidence, solution

peu heureuse qui amène une complication sérieuse du travail des maires et des Conseils de révision. Dans ces conditions il n'y a pas de bons motifs pour ne pas opérer immédiatement l'inscription à la résidence. Quant aux jeunes gens qui résident à l'étranger, peu leur importe qu'ils soient recensés au domicile de leurs parents plutôt que d'office à leur lieu de naissance, puisqu'ils ne sont appelés à revenir en France qu'au moment de leur incorporation, les opérations de recensement et de révision étant effectuées en ce qui les concerne par l'intermédiaire des Consuls.

La suppression de l'inscription au domicile légal, si l'on considère comme négligeable la plus grande simplicité apportée aux opérations de recensement, offrirait encore l'intérêt de supprimer une anomalie relative à la situation des majeurs, naturalisés par exemple, qui sont susceptibles d'être portés sur les tableaux de recensement jusqu'à leur quarante-neuvième année. La jurisprudence très ferme du ministère de la Guerre veut que les hommes de cette catégorie soient inscrits au domicile de leurs parents quel que soit leur âge. Or il est choquant de voir que par suite d'une application trop stricte de la loi, un individu qui a déjà fondé un foyer est encore, au point de vue du recrutement, soumis à la même dépendance vis-à-vis de ses parents, qu'il a quittés depuis longtemps, que le mineur de 20 ans. Cet avantage, pourrait-on dire, est assez mince et ne satisfait en somme que le bon sens ; mais en voici un

autre plus important relatif à l'insoumission : les opérations de recensement et de révision terminées, les commandants des bureaux de recrutement à qui sont adressées les copies des listes cantonales portent les indications qui y sont mentionnées sur leurs registres matricules. Or il arrive que des parents qui ont fait inscrire leur fils ignorent sa résidence actuelle, soit que celui-ci a quitté sans laisser d'adresse le domicile de ses représentants légaux, soit que le déclarant est l'époux divorcé qui n'a pas la garde de l'enfant. Dans ce cas la résidence du conscrit n'est pas portée sur les tableaux, listes et registres matricules et l'ordre d'appel qui le concerne, adressé au domicile de ses parents, ne lui parviendra pas ; après le délai légal, voici un nouveau cas d'insoumission qui aurait été rendu impossible par l'inscription au lieu de la résidence. Un dernier avantage serait d'éviter la double inscription au domicile légal et à la résidence. Elle est un moindre mal certes que l'omission, mais elle constitue cependant une irrégularité gênante puisqu'on ne peut y porter remède que par la procédure de la révision. Les doubles inscriptions ne devraient d'ailleurs jamais se produire même avec le régime de la loi de 1905, si on appliquait strictement le numéro 5 de la Circulaire du 20 octobre 1905 qui recommande aux maires du domicile ou de la résidence des conscrits, d'envoyer au maire du lieu de naissance, chargé de leur inscription d'office, des avis l'informant des inscriptions déjà opérées. Mais

souvent les maires négligent cette procédure qui est cependant la pierre angulaire de tout l'édifice du recensement. L'insuffisance manifeste des avis d'inscription pourrait toutefois être compensée par l'amélioration tant attendue de l'organisation des registres de l'état civil à laquelle n'a pu encore aboutir une campagne menée depuis plus d'un demi-siècle. Pour rendre réellement efficaces les services qu'on doit exiger de ces registres, il faudrait : 1^o les compléter et 2^o centraliser les renseignements qu'ils contiennent. Actuellement les registres de l'état civil ne mentionnent rien de ce qui concerne l'état politique (nationalité, déchéances par suite de condamnations pénales, etc.), et une toute petite partie seulement de ce qui concerne l'état privé ; l'émancipation par exemple, l'interdiction, la séparation de corps n'y figurent pas. Quant aux informations que l'on peut se promettre d'y trouver, elles sont si dispersées qu'il faut bien souvent y renoncer ; les actes de naissance, de reconnaissance, d'adoption, de mariage, de divorce, de décès concernant la même personne sont, la plupart du temps, disséminés dans autant de départements qu'il y a d'actes, sans qu'il existe aucun lien entre eux, à moins que la loi n'est prescrit exceptionnellement une référence ou une inscription en marge du registre.

Pour les découvrir il faut donc déjà connaître une partie de ce qu'ils contiennent. Aussi par assimilation au casier judiciaire, a-t-on proposé un casier civil capable de renseigner sur tous les faits survenus depuis la

naissance au moyen de fiches ou de dossiers classés par ordre alphabétique et centralisés au lieu de naissance (rapport à la Chambre de M. Ganivet, *Journal officiel*, séance du 17 février 1887. Comptes rendus de l'académie des sciences morales Louis Theureau, 1892, I, p. 681). Il suffirait de contraindre les officiers ministériels et les greffiers lorsqu'ils dressent un acte ou transcrivent un jugement modifiant l'état d'une personne, à communiquer des extraits dans un bref délai à la mairie intéressée. Mais sans aller jusqu'à une réforme aussi radicale de l'état-civil, de notables améliorations pourraient être obtenues si les autorités municipales exigeaient l'application des dispositions de l'article 104 du Code civil. Ce texte prescrit pour tout français ou étranger résidant sur notre territoire, l'obligation de déclarer expressément ses changements de domicile « tant à la municipalité du lieu que l'on quittera qu'à celle du lieu où on aura transféré son domicile. » Les changements de domicile doivent être mentionnés sur les listes de population. Comme ces listes comportent en même temps des renseignements relatifs aux noms, prénoms, lieu de naissance, âge et nationalité de tous les habitants du territoire, si l'on ajoute l'indication de leur domicile actuel, elles deviennent le document le plus complet qu'il soit pour permettre l'inscription régulière de tous les conscrits sur les tableaux de recensement, sans autres pièces, même à l'insu des intéressés. Cette centralisation des rensei-

gnements, soit au lieu de naissance par le casier civil, soit au domicile par les listes de population, aboutirait à supprimer le système des déclarations, qui ne peut inspirer grande confiance, et en même temps l'échange des avis d'inscription quelquefois impossible. En effet, dans beaucoup de grandes villes, en raison du nombre considérable des assujettis, on les suppose *a priori* inscrits ailleurs et l'on passe systématiquement sous silence tous les jeunes gens qui ont quitté l'arrondissement ou au moins tous ceux dont les parents ont transporté leur domicile dans une autre commune. Avec le régime actuel il suffit donc pour échapper au service militaire d'aller habiter ailleurs que dans la grande ville où l'on est né et de ne faire aucune déclaration. L'une ou l'autre de ces réformes procurerait encore le bénéfice de ne laisser subsister qu'un seul lieu d'inscription, lieu de naissance ou domicile.

On peut également affirmer que pour donner au travail du recensement une marche normale il est absolument nécessaire de déterminer d'une façon ferme le délai laissé aux intéressés pour se faire inscrire. L'article 13 de la loi militaire proclame bien que les tableaux seront arrêtés le 31 décembre de chaque année. Mais ce texte n'est pas appliqué ; les circulaires ministérielles, en se basant sur cette circonstance que les Conseils de révision peuvent encore opérer des inscriptions au moment de la vérification des listes, ordonnent aux maires de ne pas

clure leurs minutes avant que le Conseil de révision ne les ait déclarées définitives. Cette pratique, qui ne paraît pas conforme aux intentions du législateur, donne lieu à quelque confusion, surtout au dernier moment, à la veille des opérations de révision, alors que le maire n'a plus le temps de se renseigner et de prévenir ses collègues intéressés. C'est ainsi par exemple, le cas se présente fréquemment, qu'un conscrit dont les parents ont changé de domicile se trouve, après une première inscription en décembre, recensé une deuxième fois en février à son nouveau domicile légal. Si les deux Conseils de révision saisis veulent maintenir les deux inscriptions, parfaitement régulières l'une et l'autre, le conflit ne pourra pas être tranché au moins théoriquement ; en fait, le ministre prendra sur lui d'imposer une solution. Cette extension du délai légal a été introduite dans l'intérêt des conscrits pour faciliter leurs déclarations ; mais on peut se demander si le but a été atteint ; beaucoup de jeunes gens qui attendent au dernier moment pour obéir à la loi auraient fait plutôt les démarches nécessaires, si le délai qui leur est accordé avait été tout simplement plus court, et beaucoup qui, par ignorance, ont laissé passer la date du 31 décembre sans se faire inscrire, ne le feront pas davantage plus tard. D'ailleurs ils auraient tous la dernière ressource de s'adresser directement au Conseil de révision, la loi les y autorise. Jusqu'à présent la méthode adoptée par les circulaires

ministérielles n'a pas suscité de difficultés sérieuses; mais on pourrait supposer le cas où tous les conscrits d'une classe attendraient les deux ou trois derniers jours, qui précèdent la séance de révision, ou même le moment de cette séance, pour réclamer leur inscription. On conçoit que les opérations de révision seraient de ce fait entravées pour plusieurs semaines.

La procédure la plus simple et la plus logique serait donc celle-ci :

1^o Inscription sur la demande des intéressés ou de leurs représentants légaux, possible jusqu'à une date fixe (le 15 janvier par exemple) ou jusqu'à la date du tirage au sort, dans le cas où il serait rétabli, et au lieu de la résidence seulement.

2^o Notification des inscriptions ainsi opérées pendant la deuxième quinzaine de janvier aux maires des lieux de naissance des jeunes gens.

3^o Inscription d'office au lieu de naissance depuis le 1^{er} février jusqu'à la date fixée pour la séance du Conseil de révision de tous les jeunes gens non inscrits sur leur déclaration.

La première inscription étant établie seulement en faveur des conscrits, la deuxième serait la base réelle du recrutement.

En ce qui concerne les jeunes gens nés à l'étranger, les consuls ou agents diplomatiques qui auraient enregistré leur naissance seraient aussi chargés de leur recensement. Quant aux jeunes gens dont les actes de

naissance ont été dressés par l'autorité étrangère et dont l'existence est par suite ignorée, aucun moyen d'investigation ne peut amener leur découverte quelque soit le système employé. Bien entendu si les conscrits sont nés et en résidence à l'étranger, sans aucune attache avec la France autre que le domicile de leurs parents, ils pourraient y être inscrits exceptionnellement.

Telles sont les modifications qui paraissent susceptibles d'améliorer sensiblement les procédés actuels du recensement. Mais si elles ne sont pas immédiatement réalisables, il y aurait lieu tout au moins de compléter la loi sur certains points :

1^{er} Les tableaux de recensement présentent des lacunes parce que les intéressés ne sont pas punissables lorsqu'ils négligent de s'y faire porter et parce que l'inscription d'office mise à la disposition de l'administration municipale fonctionne d'après une réglementation imprécise et sans caractère obligatoire. S'il est vrai que les omis sont théoriquement exposés jusqu'à l'âge de 49 ans à être incorporés pour les deux années qu'ils doivent au pays et même, dans certains cas, à être affectés aux garnisons lointaines des troupes coloniales, il est non moins exact que leur recherche est en raison de leur nombre pratiquée d'une façon insuffisante, en sorte qu'ils conservent les plus grandes chances d'échapper pour tout de bon au service militaire. Il est donc nécessaire, sinon de prononcer des sanctions plus rigoureuses, du moins de trouver des

moyens plus efficaces pour la découverte des omissions. Il serait souhaitable par exemple d'étendre les prescriptions de l'article 7 de la loi, « Nul n'est admis dans une administration de l'État, ou ne peut être investi des fonctions publiques, même électives s'il ne justifie avoir satisfait aux obligations imposées par la présente loi. » Cet article élargit la législation précédente qui ne s'appliquait qu'aux administrations de l'État mais n'est pas encore satisfaisant. Pourquoi ne pas exiger, au besoin sous peine d'amende, de tous les patrons, chefs d'industrie ou employeurs quelconques, la justification que leurs employés ou ouvriers se sont soumis à la loi du recrutement, par la présentation au moment de l'embauchage d'une carte militaire d'identité délivrée par le maire et dont tous les hommes, en âge de servir, devraient être porteurs ? Ne pourrait-on pas même étendre cette mesure à chaque acte de la vie, en autorisant les officiers publics ou ministériels (officiers de l'État civil, notaires, huissiers, etc.) à demander la même justification toutes les fois qu'ils seraient appelés à instrumenter ?

En Allemagne on a préféré frapper d'une amende assez élevée les jeunes gens qui se proposent d'échapper à la loi. Les effets de l'indulgence du législateur sont encore aggravés par l'interprétation trop large de certains textes. Un seul exemple, celui de la loi d'amnistie du 12 juillet 1906 peut suffire à montrer à quelles conséquences fâcheuses l'administration a été ainsi

conduite. Cette loi s'applique aux omis, insoumis et déserteurs remplissant les deux conditions suivantes : 1° Etre âgé de 30 ans au moins le 10 juillet 1906 ou pour ceux qui n'ont pas atteint cet âge, être marié ou veuf avec enfants, ou célibataire avec enfants reconnus ; 2° avoir fait acte de soumission dans un délai de trois mois pour ceux qui habitent la France ; de six mois pour ceux qui habitent l'Europe, etc.

A expiration de ces délais, dit très formellement le texte, ceux qui ne se seront pas soumis seront de nouveau recherchés. Or, l'administration de la guerre (Instruction ministérielle du 12 juillet 1906, article 10 *in fine*) a donné une singulière explication de cette disposition : « Il est et demeure entendu que le bénéfice de l'amnistie est acquis dans tous les cas à ceux qui étaient omis antérieurement au 10 juillet 1906, sans qu'il puisse leur être opposé ni délai, ni défaut d'inscription ou de présentation. » C'est en vertu de ce texte que les individus omis antérieurement au 10 juillet 1906 peuvent encore aujourd'hui au mépris de la loi demander et obtenir l'amnistie.

2° S'il importe de se prémunir soit par des sanctions sévères, soit par une réglementation mieux comprise du travail du recensement, contre le danger des omissions, on pourrait tout d'abord essayer de le limiter en allégeant la charge militaire de certains conscrits manifestement obligés à un devoir trop dur. L'abrogation de l'article 50 de la loi de 1889 fait aujourd'hui peser

sur d'honnêtes jeunes gens, que leur éloignement de la mère Patrie rend dignes d'une sollicitude particulière, tout le poids du service sans aucune compensation. C'est pourquoi les statistiques accusent dans plusieurs départements un nombre considérable d'omis et d'insoumis ; la subdivision de Bayonne par exemple est portée à elle seule pour 3.781 insoumis, dont au 31 décembre 1910, 3.775 tous expatriés, c'est-à-dire le tiers environ de son contingent, restaient à rechercher. Un pareil chiffre ne saurait surprendre si l'on considère la situation qui est faite aux jeunes gens résidant hors de France. L'ancien article 50 de la loi de 1889, dont voici le texte, les exemptait en temps de paix de tout service militaire :

« En temps de paix les jeunes gens qui avant l'âge de 19 ans révolus ont établi leur résidence à l'étranger hors d'Europe et qui y occuperont une situation régulière, pourront, sur l'avis du Consul de France, être dispensés du service militaire pendant la durée de leur séjour à l'étranger. Ils devront justifier de leur situation chaque année. S'ils rentrent en France avant l'âge de 30 ans ils devront accomplir le service actif prescrit par la présente loi, sans toutefois pouvoir être retenus sous les drapeaux au delà de l'âge de 30 ans. Ils sont ensuite soumis à toutes les obligations de la classe à laquelle ils appartiennent. S'ils rentrent après l'âge de 30 ans, ils ne seront soumis qu'aux obligations de leur classe. Pendant la durée de leur établissement à l'étran-

ger ils ne pourront séjourner accidentellement en France plus de trois mois et sous la réserve d'aviser le consul de leur absence. » La loi de 1905 au contraire leur impose de venir passer deux ans dans une caserne française, avec seulement la faculté, qu'elle accorde à tous, d'obtenir un sursis renouvelable jusqu'à 25 ans. Or il arrive qu'à cet âge beaucoup sont définitivement établis, quelques-uns mariés, et que l'obligation de rentrer leur est beaucoup plus pénible qu'elle ne l'aurait été quatre ans plus tôt ; c'est pourquoi la plupart prennent le parti de se soustraire au service. D'ailleurs certains pays d'Amérique, l'Argentine par exemple, incorporent les étrangers quelle que soit leur situation militaire vis-à-vis de leur propre patrie, et on ne peut attendre raisonnablement des jeunes Français qui y sont installés d'une façon durable, et auront dû y être soldats, qu'ils répondent au premier appel du recrutement de leur pays. Il est cependant contraire à l'équité de les considérer en état d'insoumission.

Ces considérations ayant attiré l'attention du Congrès du commerce extérieur, celui-ci a mis la question au programme de sa session de mai-juin 1912. Voici quels seraient les bases et les motifs de la réforme demandée :

La France doit faire quelques sacrifices pour faciliter son expansion commerciale et industrielle à l'extérieur. Dans ce but il y aurait lieu d'accorder une sorte de prime aux jeunes gens qui s'expatrient pour occu-

per à l'étranger, des situations régulières susceptibles d'augmenter l'influence ou la richesse française et, loin de méconnaître leur patriotisme, de favoriser en même temps l'extension de leurs entreprises. Les puissances voisines se sont déjà engagées dans cette voie généreuse; c'est ainsi que l'Italie dispense de tout service militaire actif les jeunes Italiens en résidence à l'étranger, qui sont en effet versés dans la milice territoriale ou troisième partie du contingent et ne sont appelés en temps de paix que pour accomplir quelques périodes d'instruction. La Belgique exempte également de tout service dans certaines conditions les jeunes Belges dans le même cas. Enfin l'Allemagne délivre facilement des actes de dénaturalisation aux Allemands âgés de moins de 17 ans qui veulent quitter leur pays; ces derniers, s'ils ne sont plus Allemands légalement, le sont tout au moins de cœur et ne cessent pas de travailler pour la prospérité de leur pays. Une loi qui rétablirait les prescriptions de l'ancien article 50 ne ferait d'ailleurs que consacrer une situation de fait.

La rigueur du régime actuel cause un préjudice national. En effet les individus omis ou insoumis, qui ne peuvent rentrer en France avant l'âge de 50 ans, sans être immédiatement repris par l'autorité militaire, sont amenés à s'établir définitivement à l'étranger et à rompre toute relation avec leur patrie. Ils vont porter ailleurs leur activité et leur intelligence et finissent souvent par adopter la nationalité de leur pays d'élection.

Ils sont perdus pour la France, eux et leurs descendants, et cette question a son importance au moment où nous souffrons d'une crise de la natalité.

Il paraît donc nécessaire de rétablir presque intégralement les dispositions de l'article 50 de la loi de 1889. Le projet soumis au congrès du commerce extérieur réglait la situation de quatre catégories de jeunes gens :

1° Les jeunes gens nés et domiciliés à l'étranger hors d'Europe, ainsi que ceux qui y étant domiciliés depuis cinq ans au moins sont nés en France. Ceux-ci pourraient, au moment de leur inscription sur les tableaux de recensement, réclamer le bénéfice de l'article 90, troisième paragraphe, de la loi du 21 mars 1905, ainsi rédigé : « Les Français et naturalisés Français résidant dans les colonies et pays de protectorat français sont dispensés de la présence effective sous les drapeaux, s'il ne se trouve pas dans ce pays de corps stationnés dans un rayon fixé par arrêté ministériel. »

Aucune troupe française n'étant naturellement stationnée en territoire étranger, il s'en suivrait que ces jeunes gens seraient libérés en temps de paix de tout service actif, mais sous la condition de rester au moins pendant dix ans hors d'Europe et d'y occuper une situation régulière dans le commerce, l'industrie, l'agriculture, ou tout autre poste favorable aux intérêts de la France.

Au bout de ces dix années, les jeunes gens dans ces

conditions seraient définitivement libérés et auraient la faculté de revenir en France.

2° Les jeunes gens dans la même situation mais qui viennent s'installer en France pour y suivre des cours et poursuivre l'obtention de diplôme d'études de l'enseignement supérieur. Ceux-ci seraient autorisés à combiner les bénéfices de l'article 90 de la loi de 1905 avec ceux de l'article 21 ; ils pourraient par suite obtenir un sursis renouvelable jusqu'à 25 ans. A l'expiration du dernier délai de leur sursis, s'ils établissent leur domicile en France, ils devront accomplir leur deux années de service ; mais s'ils s'expatrient et retournent dans le pays où ils sont nés ou ont leur domicile ou dans tout autre pays d'Europe, pour y occuper une situation régulière, ils seront dispensés du service actif mais à la condition de ne pas transférer leur résidence en France avant dix ans au moins.

3° Les jeunes gens domiciliés en France mais qui ont l'intention de transférer leur domicile hors d'Europe ; ceux-ci seraient autorisés à contracter à ce titre, à l'âge de 18 ans, un engagement, dit de devancement d'appel, de trois ans, avec renvoi au bout de deux ans, s'ils satisfont aux examens du corps prescrits pour les engagements de cette sorte par l'article 50 de la loi de 1905. Dès leur libération ou dans les six mois qui suivent, ils seront tenus de prouver par un certificat authentique émanant de nos agents à l'étranger qu'ils se sont établis hors d'Europe et y occupent une situation

régulière. Ils devront d'autre part rester hors d'Europe jusqu'à l'âge de 30 ans. Dans le cas contraire ils seraient astreints à parfaire leur troisième année de service.

4° Les jeunes gens établis en Europe dans un pays non limitrophe de la France et y occupant une situation reconnue profitable à notre expansion commerciale, Ceux-ci bénéficieraient également de l'engagement de devancement d'appel du paragraphe précédent.

Tous les ans les jeunes gens rentrant dans l'une de ces catégories seraient obligés de justifier de leur situation par un certificat régulier établi par nos agents diplomatiques, légalisé et approuvé par le ministre des Affaires étrangères.

Pendant la durée de leur établissement à l'étranger, ils ne pourraient séjourner accidentellement en France plus de trois mois et sous la réserve d'aviser le Consul de leur absence et de se présenter au Consulat à leur retour pour faire viser leur permis.

Si ce projet était adopté par le Parlement, le nouveau texte porterait une grave atteinte au principe de la suppression des dispenses.

Il y a lieu de remarquer également dans le même ordre d'idées une évolution curieuse qui sous l'apparence d'une plus grande égalité rétablit en fait la législation antérieure. C'est ainsi que la réglementation s'achemine de nouveau vers le tirage au sort. Lors des travaux préparatoires de la loi de 1905, M. Berteaux avait fait remarquer que si cette institution devait être

supprimée dans la loi, il serait loisible au ministre de la Guerre, en ce qui concerne spécialement l'affectation des hommes, de faire modifier par simples décrets le classement par date de naissance qui avait été adopté.

Une première réforme fut faite par le décret du 9 août 1911 ; voici un extrait tiré du rapport au Président de la République, reproduit en tête du texte : « Le caractère fondamental de la loi du 21 mars 1905 réside dans l'égalité du service imposé à tout jeune homme apte à entrer dans l'armée. L'ancien mode de répartition par date de naissance était basé sur des considérations de vigueur physique, puisqu'il avait pour résultat d'envoyer les hommes les plus âgés en général plus robustes, dans les garnisons à climat extrême. Pourtant ce procédé avait paru choquant à nombre de bons esprits. Sans revenir au tirage au sort des conscrits, écarté par le législateur de 1905, il semble néanmoins désirable que le hasard intervienne seul désormais dans la répartition des jeunes soldats entre les garnisons. Mais il y a des abus plus graves ; la coutume, en effet, s'est introduite de solliciter des affectations de faveur pour des jeunes gens n'y ayant aucun droit par situation de famille, ne s'en étant rendu dignes par aucun effort personnel, mais qui ont su ou pu faire valoir à propos leurs convenances ou leurs intérêts.

« Un autre inconvénient, c'est de rendre inutile le privilège accordé aux jeunes gens faisant partie d'une

société de préparation militaire. » L'ordre alphabétique est ainsi substitué à l'ordre des naissances ; toutefois il ne paraît pas encore suffisant. De nouvelles réclamations se sont élevées et un deuxième projet est en ce moment à l'étude en vue de rétablir purement et simplement l'ancien tirage au sort de la loi de 1889. Cette dernière réforme fait surgir certaines difficultés dont voici la principale : le tirage au sort se ferait au chef-lieu de chaque canton avant les opérations du Conseil de révision ou en même temps qu'elles. Les numéros tirés par les conscrits, inscrits sur la liste cantonale en face de leurs noms, leur attribueraient automatiquement leurs garnisons respectives. Mais chaque bureau de recrutement a dans son ressort plusieurs cantons ; il en résulte que l'affectation devrait porter sur des numéros identiques, répétés autant de fois qu'il y aurait de cantons ; la seule méthode que l'on puisse adopter, c'est de donner une affectation équivalente aux mêmes numéros. Toutefois ce procédé aboutirait à favoriser les cantons les moins peuplés au détriment des plus peuplés. En effet, en supposant un canton de 60 conscrits et un autre de 600, les premiers numéros étant affectés aux garnisons les moins éloignées, les 60 conscrits du canton le moins peuplé seraient aussi avantagés que les 60 premiers du canton le plus peuplé, alors que les 540 suivants seraient pourvus de garnisons plus éloignées.

Le tirage au sort présenterait donc les mêmes diffi-

cultés et la même inégalité que les systèmes précédemment employés. On pourrait remédier à l'inconvénient signalé en attribuant aux cantons eux-mêmes un numéro d'ordre tiré au sort ; mais cette procédure compliquée ne paraît pas avoir été préconisée.

Il y a mieux encore ; quelques-uns considérant l'insuffisance des effectifs de nos troupes de couverture au moment du départ annuel des classes, ont proposé de rétablir le service de trois ans pour les armes spéciales, en laissant subsister le service de deux ans pour l'infanterie. Ce système paraît donner de bons résultats de l'autre côté de la frontière, mais n'est guère conforme aux tendances de notre démocratie. Ce serait d'ailleurs définitivement abandonner les grands principes consacrés par la législation de 1905 et renoncer au bénéfice du lent progrès vers l'égalité accompli depuis la Révolution. Ni le Parlement, ni le peuple ne toléreront un semblable retour aux institutions du passé.

Vu : Le Président de la Thèse,

BERTHÉLEMY

Vu : Le Doyen,

CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- BAUER. — Devoir des maires et des municipalités en ce qui concerne l'armée et recueil militaire pour le citoyen dans ses foyers. Paris, Roger, 1894.
- BEAUGÉ. — Manuel de législation de l'armée. Baudoin. Paris.
- BERTHÉLÉMY. — Traité élémentaire de droit administratif. Rousseau. Paris, 1912.
- Bulletin de la Société de législation comparée.
- Bulletin officiel du ministère de la Guerre.
- DALLOZ. — Répertoire de Jurisprudence.
- ESPÉRANDIEU ET PAINVIN. — Le service de deux ans et la nouvelle loi militaire analysée et annotée. Paris. Juven.
- FIGHIERA. — Le service de deux ans. Paris. B. Levrault, 1905.
- GARREAU. — Commentaire de la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée et la réduction à deux ans de la durée du service dans l'armée active. Lavauzelle, 1906.
- JABLONSKY. — L'armée française à travers les âges. Lavauzelle, Paris.
- Journal militaire.
- LAFFERRIÈRE. -- Traité de la Juridiction administrative, 2^e édition, Berger Levrault, Paris.

- LENOIR DE TOURTEAUVILLE. — La loi sur le recrutement de l'armée et la réduction à deux ans du service militaire actif. Michaud, Reims, 1907.
- L'ESPRIT. — Situation des étrangers en France, dans les colonies et protectorats au point de vue du recrutement. B. Levrault, Paris, 1903.
- RABANY. — Le recrutement de l'armée ; commentaire de la loi du 21 mars 1905, 3^e édition. B. Levrault, 1908.
- Recueil des arrêts du Conseil d'État.
- Revue générale d'Administration.
- ROMANET. — Le service militaire sous l'ancien régime d'après un manuscrit du xvii^e siècle relatif à la province du Perche. Nouvelle librairie nationale.
- WEISS. — Manuel de droit international privé, 5^e édition. Larose, 1905.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — Les armées modernes sont recrutées sur la base du service personnel et obligatoire.	5
Le service personnel et obligatoire entraîne l'intervention de l'administration civile.	10
a) Il faut que les jeunes Français soient garantis contre les abus possibles de l'autorité militaire. — b) les autorités civiles sont plus aptes au travail du recrutement.	11-14
CHAPITRE PREMIER. — Établissement des tableaux de recensement.	18
1 ^{re} Partie. — Qui doit être inscrit ?	21
a) Conditions de nationalité	21
b) Conditions d'âge : article 11, article 12 et conventions internationales	37
Exceptions à la règle de droit commun : engagés et omis.	48
2 ^e Partie. — Où l'inscription doit-elle être opérée ?	52
a) Jeunes gens à inscrire à leur domicile légal.	55
b) Jeunes gens à inscrire au lieu de leur résidence	57
c) Jeunes gens à inscrire au lieu de leur naissance	61
3 ^e Partie. — Comment les maires opèrent-ils leurs inscriptions ?	64
a) Par voie de déclaration.	65

b) Par voie d'inscription d'office. Certains jeunes gens doivent toujours être inscrits d'office.	66
c) Procédure des inscriptions.	73
4 ^e Partie. — Voies de recours contre les opérations de recensement.	80
5 ^e Partie. — Fraudes et sanctions.	86
CHAPITRE II. — Opérations des Conseils de révision. .	93
1 ^{re} Partie. — Le Conseil de révision a un caractère départemental	95
2 ^e Partie. — Le conseil de révision a un caractère ambulatoire.	96
3 ^e Partie. — Composition du Conseil de révision : A) président ; B) conseiller de préfecture ; C) membres des corps électifs ; D) membres militaires	101
4 ^e Partie. — Attributions des Conseils de révision : A) Opérations préliminaires. 1 ^{er} . Opérations intéressant la situation des conscrits. 2 ^e . Opérations matérielles nécessaires au bon fonctionnement du Conseil de révision.	112
B) Opérations proprement dites : 1 ^o . Décisions concernant l'aptitude légale des conscrits. 2 ^o . Décisions, concernant leur aptitude physique, définitives et conditionnelles. 3 ^o . Décisions ne concernant ni leur aptitude légale, ni leur aptitude physique, soit qu'elles entraînent une peine (exclusion et omission), soit qu'elles concernent certains jeunes gens non incorporés avec leur classe d'âge (engagements et sursis).	123
C) Opérations subsidiaires.	154
5 ^e Partie. — Recours.	156
A) Recours devant le Conseil d'État.	157

B) Pourvois en révision.	165
6 ^e Partie. — Fraudes et sanctions.	168
CHAPITRE III. — Engagements.	172
Rôle du maire	173
Conditions nécessaires pour pouvoir contrac- ter un acte d'engagement.	174
Forme des actes d'engagement.	182
Recours en cas de vice de forme.	184
CHAPITRE IV. — Attributions diverses.	189
A) Allocations accordées aux soutiens indispen- sables de famille.	189
1 ^o Bénéficiaires des allocations	191
2 ^o Sur quels fonds est prélevé le montant des allo- cations	197
3 ^o Paiement des allocations	198
B) Enquêtes relatives à la conduite des jeunes gens ayant subi les condamnations prévues à l'article 5 de la loi.	202
C) Recensements divers (chevaux et mulets ; voi- tures attelées et automobiles ; pigeons voya- geurs)	203
D) Statistiques.	206
CHAPITRE V. — Législation comparée	208
A) Législation allemande.	208
B) Législation italienne	213
C) Législation belge.	213
D) Législation espagnole	215
E) Législation suisse.	216
F) Législation autrichienne	217
G) Législation russe.	217

CONCLUSION. — Une bonne loi de recrutement doit se montrer tantôt rigoureuse et tantôt généreuse.

A ces deux points de vue, la loi du 21 mars 1905 laisse à désirer ; on pourrait l'améliorer soit en la modifiant, soit en la complétant. . . 219

A) La procédure du recensement est trop compliquée ; pour diminuer le nombre des omissions et insoumissions il paraît possible de supprimer sans inconvénients l'inscription au domicile légal ou tout au moins de réaliser le casier civil ou même, plus simplement, de compléter les listes de population, conformément à l'article 104 du Code civil. Il serait également utile de réduire la durée du délai d'inscription. 219

B) Une sanction énergique doit frapper l'omis (l'extension de l'article 7 de la loi suffirait sans doute), mais il importe aussi de diminuer la charge des jeunes gens en résidence à l'étranger qui travaillent au développement économique de la France à l'extérieur. . . 230

Tendances nouvelles et réactionnaires vers le rétablissement de certaines institutions des législations antérieures. Affaiblissement du principe d'égalité. 238

